

Cote du document:	EC 2015/90/W.P.6
Point de l'ordre du jour:	8
Date:	6 novembre 2015
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Rapport sur l'efficacité du FI DA en matière de développement

### Note aux membres du Comité de l'évaluation

#### Responsables:

#### Questions techniques:

Lisandro Martin  
Administrateur principal de portefeuille  
Département gestion des programmes  
téléphone: +39 06 5459 2388  
courriel: lisandro.martin@ifad.org

Hisham Zehni  
Spécialiste de la planification stratégique  
Division de la planification stratégique  
et de l'évaluation de l'impact  
téléphone: +39 06 5459 2183  
courriel: h.zehni@ifad.org

#### Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés  
Responsable du Bureau des  
organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2092  
courriel: gb\_office@ifad.org

Comité de l'évaluation — Quatre-vingt-dixième session  
Rome, 27 novembre 2015

---

Pour: Examen

Cote du document:	EB 2015/116/R.10
Point de l'ordre du jour:	6
Date:	novembre 2015
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement

### Note pour les représentants au Conseil d'administration

#### Responsables:

#### Questions techniques:

Lisandro Martin  
Administrateur principal de portefeuille  
Département gestion des programmes  
téléphone: +39 06 5459 2388  
courriel: lisandro.martin@ifad.org

Hisham Zehni  
Spécialiste de la planification stratégique  
Division de la planification stratégique  
et de l'évaluation de l'impact  
téléphone: +39 06 5459 2183  
courriel: h.zehni@ifad.org

#### Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés  
Responsable du Bureau des  
organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2092  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent seizième session  
Rome, 16-17 décembre 2015

---

Pour: Examen

## Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé et conclusions	iii
I. Introduction	iii
II. Vue d'ensemble de la performance	iii
III. Mesures visant à améliorer la performance	v
Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement	
I. Structure du rapport	1
II. Tendances mondiales concernant la pauvreté, la faim et l'agriculture (niveau 1 du CMR)	1
III. Contribution du FIDA aux effets en matière de développement et à leur impact (niveau 2 du CMR)	2
IV. Contribution du FIDA aux produits des programmes de pays et des projets (niveau 3 du CMR)	5
V. Efficacité opérationnelle des programmes de pays et des projets (niveau 4 du CMR)	6
VI. Efficacité et efficacité institutionnelles (niveau 5 du CMR)	10
Annexes	
I. Rapport sur les engagements souscrits pour la période couverte par FIDA9	13
II. Rapport annuel sur la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	34
III. Mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés	47
IV. Rapport annuel sur l'assurance qualité dans les projets et programmes du FIDA	50
V. Rapport de situation sur le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne	54
VI. Liste des États fragiles harmonisée combinant la liste établie d'un commun accord par les banques multilatérales de développement et celle qu'utilise l'Organisation de coopération et de développement économiques	66

## Sigles et acronymes

CMR	Cadre de mesure des résultats
COSOP-AR	Programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA9	Neuvième reconstitution des ressources du FIDA
IOE	Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
RAP	Rapport d'achèvement de projet
RIDE	Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact

## Résumé et conclusions

### I. Introduction

1. Le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) constitue le principal mécanisme utilisé pour rendre compte aux organes directeurs de la performance du Fonds. Il a principalement pour objet d'exposer de manière succincte les progrès accomplis dans la réalisation des cibles à atteindre et des engagements à honorer d'ici à 2015, qui sont inscrits dans le Cadre de mesure des résultats (CMR) et dans la matrice des engagements de la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9)<sup>1</sup>. Ce rapport analyse également les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), de l'assurance qualité des projets et programmes du FIDA et du Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés.
2. La présente édition du RIDE comporte trois innovations: une attention accrue a été portée aux points forts ainsi qu'aux points faibles et aux mesures à prendre pour y remédier, afin de tenir compte des observations formulées par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) sur le RIDE publié l'année précédente<sup>2</sup>; un code couleur a été adopté pour mieux visualiser les résultats<sup>3</sup>; et le rapport propose un point sur la mise en œuvre des engagements souscrits pour la période couverte par FIDA9.
3. Si le rapport de cette année ne dresse pas le bilan de l'intégralité de la période couverte par FIDA9, l'orientation générale de la performance du FIDA apparaît nettement. Le bilan complet de la période couverte par FIDA9 sera présenté dans la prochaine édition du rapport.

### II. Vue d'ensemble de la performance

4. En ce qui concerne l'obtention des effets directs, la performance des projets appuyés par le FIDA est de plus en plus solide, ce qui met le FIDA en bonne position pour contribuer utilement à un certain nombre d'objectifs de développement durable. Les données concernant les indicateurs du CMR qui ont trait à cet aspect permettent de dresser le constat ci-après.
  - Pour l'ensemble des indicateurs, la performance s'est améliorée par rapport à la valeur de référence. Les indicateurs pour lesquels on observe des progrès significatifs sont les suivants: efficacité, efficience, impact sur la pauvreté rurale, égalité des sexes, durabilité, et reproduction et transposition à plus grande échelle.
  - La majeure partie des cibles arrêtées pour 2015 ont été atteintes ou dépassées. C'est le cas pour les indicateurs suivants: efficacité, efficience, impact sur la pauvreté rurale, égalité des sexes, durabilité, et reproduction et transposition à plus grande échelle.

<sup>1</sup> La matrice des engagements de FIDA9 et le Cadre de mesure des résultats sont présentés aux annexes I et II du Rapport de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA, approuvé à la trente-cinquième session du Conseil des gouverneurs du FIDA tenue en février 2012 (document publié sous la cote GC 35/L.4). Le CMR est un outil qui permet à la direction du FIDA et à ses organes directeurs d'assurer un suivi de la performance de haut niveau et d'en rendre compte. Il comprend des indicateurs clés assortis de cibles (répartis en cinq niveaux) permettant d'évaluer et de piloter les améliorations à apporter au développement, à l'efficacité institutionnelle et à l'efficience du Fonds.

<sup>2</sup> Les observations d'IOE concernant l'édition précédente du RIDE sont présentées dans le document publié sous la cote EB 2014/113/R.11/ Add.1. La réponse de la direction à ces observations figure au paragraphe 52 du Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA), publié sous la cote EB 2015/115/R.5/Rev.1.

<sup>3</sup> Le système de code couleur adopté permet de comparer les résultats par rapport aux valeurs de référence et aux cibles arrêtées pour 2015: le vert signifie que la cible a été atteinte ou dépassée; le jaune indique des progrès significatifs par rapport à la valeur de référence (le résultat est plus proche de la valeur cible que de la valeur de référence); et le rouge signifie que les progrès sont insuffisants.

- La performance est quasiment conforme aux objectifs pour tous les autres indicateurs, à savoir: pertinence, innovation et apprentissage, et environnement et gestion des ressources naturelles.
  - Malgré une amélioration sensible en matière d'efficacité, de durabilité et de performance des pouvoirs publics, un effort particulier sera nécessaire pour réaliser de nouveaux progrès dans ces domaines.
5. Parmi les indicateurs servant à mesurer les produits des programmes de pays et des projets, seul le nombre de personnes bénéficiant de services fournis par des projets appuyés par le FIDA est assorti d'une cible pour 2015, les autres indicateurs faisant l'objet d'un simple suivi. À partir de FIDA10, tous les indicateurs seront évalués en faisant référence à des fourchettes prévisionnelles. L'examen des données permet de dégager les éléments ci-après.
- Le nombre total de bénéficiaires des projets en cours d'exécution en 2014 a continué d'augmenter, pour atteindre 114 millions de personnes, dépassant de beaucoup l'objectif de 90 millions fixé pour 2015. Cette évolution repose dans une large mesure sur les projets de finance rurale, qui touchent généralement un nombre de bénéficiaires plus important. Parmi les bénéficiaires, le ratio hommes/femmes est en léger progrès, puisqu'il s'établit à 51/49, soit une proportion de femmes élevée et en augmentation.
  - Dans la logique de l'évolution observée en ce qui concerne le nombre de bénéficiaires, les indicateurs relatifs aux services financiers en milieu rural ont enregistré une augmentation sensible. Les autres indicateurs, en revanche, font apparaître une évolution en dents de scie d'une année sur l'autre; en effet, le portefeuille de projets en cours du FIDA ne cesse d'évoluer à mesure que de nouveaux projets font leur entrée tandis que les projets achevés en sortent, et la composition globale des produits obtenus s'en trouve modifiée.
6. S'agissant de l'efficacité opérationnelle, la plupart des cibles arrêtées pour 2015 ont été atteintes, mais dans certains domaines les progrès sont difficiles. L'examen des données permet de dresser le constat ci-après.
- Les cibles établies pour 2015 ont été atteintes ou dépassées pour tous les indicateurs relatifs à la mise en œuvre des programmes de pays, ce qui laisse à penser que les efforts entrepris pour s'engager plus systématiquement dans des activités de renforcement des partenariats et de concertation sur les politiques publiques au niveau national (en s'appuyant sur le développement de la présence du FIDA dans les pays) portent leurs fruits. D'ailleurs le rôle joué par le FIDA en tant que partenaire de développement au niveau des projets est apprécié, ce qui vient corroborer ce constat.
  - La qualité globale de la conception des projets demeure solide. Les notes des projets exécutés dans des États fragiles se sont considérablement améliorées, de même que pour toutes les autres dimensions évaluées, et la plupart des cibles fixées pour 2015 ont été dépassées.
  - En ce qui concerne les indicateurs relatifs à la gestion du portefeuille, les résultats sont mitigés. S'agissant des retards dans l'exécution des projets et des délais de traitement des demandes de retrait, la situation s'est considérablement améliorée. La prise en compte de la question de l'égalité des sexes au cours de l'exécution continue d'être élevée et proche de la cible fixée. En revanche, les ratios de décaissement sont faibles, en raison des suspensions de portefeuilles affectant certains pays du Proche-Orient et de l'épidémie d'Ebola qui a sévi dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre.
  - Les progrès s'avèrent laborieux pour les indicateurs suivants: délai entre l'approbation d'un projet et le premier décaissement, indice de proactivité,

pourcentage de projets soumettant des enquêtes d'impact, et cofinancement.

7. Les résultats obtenus pour les indicateurs d'efficacité et d'efficience institutionnelles font apparaître des progrès contrastés.
  - Les annonces de contribution à FIDA9 atteignent un montant record, tant en chiffres absolus (1,42 milliard d'USD) que par rapport au niveau cible de 1,5 milliard d'USD (95%).
  - En ce qui concerne les indicateurs relatifs à la gestion des ressources humaines, l'indice d'engagement du personnel s'est amélioré puisqu'il est passé de 70% (valeur de référence) à 74%. Alors que le délai de recrutement aux postes vacants du cadre organique s'est nettement amélioré, le résultat obtenu pour l'indicateur relatif à la proportion de femmes occupant des postes d'encadrement n'a pas progressé par rapport à la valeur de référence.
  - L'objectif de création de postes dans les bureaux de pays du FIDA a été atteint, ce qui témoigne de la vigueur des efforts entrepris par le FIDA en matière de décentralisation et de détachements de personnel.
  - Pour ce qui est des indicateurs permettant de mesurer l'évolution de la répartition des dépenses administratives et des effectifs prévus par groupe de résultats, les objectifs fixés ont été partiellement atteints. L'utilisation et la pertinence de la répartition des dotations budgétaires et des dotations en personnel par groupe de résultats sont en cours d'examen à la lumière des travaux engagés pour élaborer le nouveau cadre stratégique du FIDA pour 2016-2025.
  - Des progrès sensibles ont été accomplis en ce qui concerne les cibles arrêtées pour les principaux ratios d'efficience, en particulier pour les indicateurs relatifs aux décaissements et aux dépenses liées au personnel des services généraux.

### III. Mesures visant à améliorer la performance

8. De nombreuses mesures sont en cours ou prévues pour remédier aux problèmes de performance dans le domaine des programmes. Les principales initiatives, qui visent à améliorer l'efficience opérationnelle et la durabilité, portent sur les aspects suivants: intégration systématique de l'analyse économique et financière dans la conception des projets; attention plus marquée portée aux projets faisant problème, notamment grâce à un don d'assistance technique géré par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); et mise en œuvre du Plan d'action consolidé du FIDA pour l'amélioration de son efficience opérationnelle et institutionnelle. Le FIDA est déterminé à améliorer la performance en matière d'efficience et de durabilité, comme en attestent les cibles plus exigeantes arrêtées pour 2018 au regard des différents indicateurs, telles qu'elles sont exposées dans le CMR pour FIDA10. Des précisions concernant les progrès accomplis figurent aux paragraphes 6 à 9 du rapport principal et dans les observations relatives aux engagements 16 à 18 et 21 à 24 présentées à l'annexe I.
9. Plusieurs autres initiatives sont en cours pour compléter les mesures indiquées ci-dessus; par exemple, depuis 2015, tous les nouveaux investissements sont examinés sous l'angle de l'impact sur l'environnement et des risques climatiques en appliquant les nouvelles Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique; et le FIDA a élaboré en 2015 un plan en dix points par lequel il s'engage à assurer d'ici à 2018 la prise en compte systématique des questions climatiques, ce qui en fait sans doute l'institution financière internationale la plus en pointe en matière d'intégration des questions climatiques (pour plus de

précisions, se référer à l'annexe I – engagements 12 à 15 – et à l'annexe V).

10. Les efforts entrepris pour ouvrir jusqu'à 10 bureaux de pays supplémentaires, de manière à en porter le nombre à 50 d'ici à 2018, et pour poursuivre la décentralisation des décisions au profit des bureaux de pays se traduiront par des avantages qui concernent plusieurs domaines d'activité du FIDA. De nouvelles améliorations sont escomptées sur le plan de la qualité de la supervision et de l'appui à l'exécution des programmes; en outre la gestion des savoirs, le renforcement des partenariats, la concertation sur les politiques publiques et la reproduction à plus grande échelle vont en bénéficier à leur tour, sur la base d'un nouveau cadre opérationnel élaboré en 2015.
11. Outre les initiatives mentionnées ci-dessus, qui contribueront à améliorer la performance dans les domaines indiqués ci-après, où les progrès restent laborieux, d'autres mesures plus spécifiques sont prises en ce qui concerne le délai moyen entre l'approbation d'un projet et le premier décaissement, la proactivité, le cofinancement et la proportion de femmes occupant des postes d'encadrement. S'agissant du délai moyen entre l'approbation d'un projet et le premier décaissement, la direction met de plus en plus l'accent sur l'appui aux activités préalables à l'exécution et au démarrage des projets. Pour ce qui est de la proactivité, le FIDA a entrepris de se doter d'une approche renforcée du suivi des opérations à risque en mettant en commun d'une région à l'autre les enseignements tirés de l'expérience et en suivant plus activement la performance. En dépit du contexte actuel caractérisé par des restrictions budgétaires, les efforts entrepris ces dernières années pour renforcer les cofinancements seront poursuivis et intensifiés. En ce qui concerne la proportion de femmes occupant des postes d'encadrement, le FIDA a lancé en 2015 un nouveau plan d'action pour l'égalité des sexes sur le lieu de travail (pour plus de précisions, se référer au paragraphe 24 et à l'annexe II). Sur le plan de l'efficacité administrative, un large éventail d'initiatives sont en cours ou prévues afin de poursuivre la rationalisation et la simplification des principaux processus opérationnels, notamment par le biais de la mise en œuvre du Plan d'action consolidé du FIDA pour l'amélioration de son efficacité opérationnelle et institutionnelle (pour plus de précisions, se référer à l'annexe I, engagements 33 à 38).



# Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement

## I. Structure du rapport

1. Les sections II à VI du rapport présentent les progrès accomplis au regard des cibles du CMR, tandis que l'annexe I fait le point sur la mise en œuvre des engagements de FIDA<sup>9</sup>. Les annexes II à V présentent chacune l'un des quatre rapports suivants: Rapport annuel sur la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; Mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés; Rapport annuel sur l'assurance qualité dans les projets et programmes du FIDA; et Rapport de situation sur le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne.

## II. Tendances mondiales concernant la pauvreté, la faim et l'agriculture (niveau 1 du CMR)<sup>4</sup>

2. Cette année marque la fin de la période au terme de laquelle les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) devaient être atteints. Globalement, des progrès remarquables ont été accomplis pour l'ensemble des OMD; cependant, ces progrès sont mitigés et les inégalités persistent. Le tableau 1 montre que les cibles de l'OMD 1 concernant la pauvreté, la faim et la malnutrition ont été atteintes ou ne sont pas loin de l'être. Malgré l'accroissement rapide de la population dans les pays en développement, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté – environ 1 milliard – a presque diminué de moitié depuis 1990 en valeur absolue. On estime que 780 millions de personnes vivant dans les pays en développement sont sous-alimentées, et environ 90 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent encore d'une insuffisance pondérale. De plus en plus, plusieurs types de malnutrition – dénutrition, carences en micronutriments et surpoids ou obésité – coexistent au sein d'un même pays ou d'un ménage, ce qui se traduit par des coûts économiques et sociaux élevés pour les pays, quel que soit le niveau de revenu. C'est toujours dans les zones rurales, principalement en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, que se trouve la majeure partie des populations en situation de pauvreté extrême et exposées à l'insécurité alimentaire.
3. Pour les pays en développement dans leur ensemble, les indicateurs relatifs à l'agriculture montrent que la situation évolue favorablement. En revanche, en ce qui concerne les investissements dans l'agriculture, le tableau n'est pas encourageant. L'aide publique au développement en faveur de l'agriculture a augmenté entre 2006 et 2012, mais entre 2012 et 2013 elle a chuté, passant de 11,7 milliards d'USD à 10,2 milliards d'USD. Entre 2001 et 2012, la part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture a diminué<sup>5</sup>. En Afrique, où des engagements politiques clairs ont été pris pour accroître le soutien à l'agriculture, 13 pays sur 54 avaient dépassé l'objectif consistant à affecter chaque année 10% du budget national au secteur agricole.

<sup>4</sup> Les indicateurs du niveau 1 du CMR permettent de suivre les progrès accomplis à l'échelle mondiale dans la réalisation des cibles définies pour le premier Objectif du Millénaire pour le développement (OMD 1) concernant la réduction de la pauvreté et de la faim, ainsi que l'aide publique au développement destinée au secteur agricole, les investissements publics en faveur de ce secteur et sa productivité. Ils incarnent les objectifs généraux de développement auxquels le FIDA contribue aux côtés d'autres partenaires de développement.

<sup>5</sup> <http://www.fao.org/economic/ess/ess-economic/expenditure/en/>

Tableau 1  
**Niveau 1 du CMR pour 2013-2015: Tendances mondiales concernant la pauvreté, la faim et l'agriculture**

<i>Indicateurs</i>	<i>Valeur de référence (année)</i>	<i>Résultats (année)</i>	<i>Cible</i>
<b>1.1 Effets sur la pauvreté et la nutrition au niveau mondial</b>			
1.1.1 OMD 1: Population vivant avec moins de 1,25 USD par jour <sup>a</sup>	47% (1990)	18% (2011)	23,5%
1.1.2 OMD 1: Prévalence de la sous-alimentation dans la population <sup>b</sup>	23,3% (1990-1992)	12,9% (2014-2016)	11,7%
1.1.3 OMD 1: Enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale <sup>a</sup>	25% (1990)	14% (2015)	12,5%
<b>1.2 Effets sur le développement et les investissements agricoles au niveau mondial</b>			
1.2.1 Indice de production végétale (2004-2006 = 100) <sup>c</sup>	105,2 (2007)	125,1 (2013)	Suivi
1.2.2 Valeur ajoutée du secteur agricole (croissance annuelle en pourcentage) <sup>c</sup>	2,9 (2007)	4,1 (2013)	Suivi
1.2.3 Niveau de l'aide publique au développement destinée à l'agriculture <sup>d</sup>	5,6 milliards d'USD (2006)	10,2 milliards d'USD (2013)	Suivi
1.2.4 Pourcentage de pays respectant l'engagement pris dans la Déclaration de Maputo consistant à allouer au secteur agricole 10% du total des dépenses publiques <sup>e</sup>	19% (2005)	24% (2003-2010)	Suivi

<sup>a</sup> Nations Unies, *Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport 2015*.

<sup>b</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde 2015*. Les données indiquées pour 2014-2016 correspondent à des estimations provisoires.

<sup>c</sup> Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*. Indice de la production végétale pour le monde. Valeur ajoutée du secteur agricole pour les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire.

<sup>d</sup> Organisation de coopération et de développement économiques, *StatExtracts* (Engagements d'aide publique au développement en dollars des États-Unis constants aux prix de 2012; pour le secteur de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche; par donateurs bilatéraux et multilatéraux).

<sup>e</sup> Système régional d'analyse stratégique et de gestion de connaissances

[http://www.resakss.org/sites/default/files/pdfs/ReSAKSS\\_AgExp\\_2013\\_website.pdf](http://www.resakss.org/sites/default/files/pdfs/ReSAKSS_AgExp_2013_website.pdf)

### III. Contribution du FIDA aux effets en matière de développement et à leur impact (niveau 2 du CMR)<sup>6</sup>

4. La plupart des cibles du CMR arrêtées pour 2015 ont été atteintes (voir le tableau 2). La performance est également bien meilleure qu'au moment de l'évaluation externe indépendante du FIDA réalisée en 2005, et ce dans tous les domaines d'impact. Presque tous les projets (99%) obtiennent une évaluation positive pour la pertinence, un indicateur qui évalue dans quelle mesure le FIDA s'aligne sur les objectifs de développement des gouvernements partenaires et se conforme à ses propres politiques et stratégies. Dans les domaines essentiels que sont l'égalité des sexes et la durabilité, l'amélioration se poursuit et les cibles arrêtées pour 2015 sont dépassées.
5. Les résultats du FIDA sont bons en ce qui concerne l'obtention d'un impact sur la pauvreté rurale, et ils se sont améliorés pour tous les indicateurs subsidiaires à l'exception d'un seul, la commercialisation, pour lequel la performance reste stable. S'agissant de l'innovation et l'apprentissage, ainsi que de la reproduction et la

<sup>6</sup> Les indicateurs correspondant au niveau 2 du CMR permettent d'évaluer la performance des projets appuyés par le FIDA à leur achèvement; cette évaluation repose sur l'analyse du rapport d'achèvement de projet (RAP) établi par l'administration du pays où il est mis en œuvre, auquel des notes sont attribuées dans le cadre d'un examen réalisé par les services du FIDA. La responsabilité des résultats obtenus est partagée entre les pouvoirs publics du pays dans lequel le projet est mis en œuvre, les autres partenaires chargés de son exécution et le FIDA. Les cohortes de projets sont constituées en regroupant les projets achevés au cours d'une période de trois ans, selon la méthode utilisée pour le Rapport sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI). Le nombre de projets par cohorte s'établit comme suit: 2005-2007 – 59, 2008-2010 – 67 et 2011-2013 – 80, soit 205 projets au total. La cohorte 2011-2013 est le dernier échantillon représentatif de RAP examinés. Elle comprend les projets qui figuraient dans la cohorte analysée pour les besoins de l'édition 2014 du RIDE, auxquels s'ajoutent 21 projets achevés entre 2011 et 2013 et examinés en 2014-2015.

transposition à plus grande échelle, la performance s'est considérablement renforcée et les résultats sont proches de la cible établie pour 2015, voire supérieurs. Pour l'environnement et la gestion des ressources naturelles, la performance demeure très satisfaisante, et elle est presque conforme à la cible.











6. Bien que les résultats en matière d'efficacité se soient considérablement améliorés et dépassent la cible établie pour 2015, c'est ce domaine qui obtient le score le plus faible. L'efficacité pâtit souvent d'arrangements institutionnels complexes, d'un retard dans la mise en place de l'unité de gestion du projet, d'une gestion du projet qui laisse à désirer et de la lenteur des décaissements. Ces différents facteurs, entre autres, sont susceptibles de contribuer à faire basculer une intervention en cours d'exécution dans la catégorie des projets faisant problème.
7. Pour remédier à ces failles, le FIDA prend les mesures suivantes: i) intégration systématique de l'analyse économique et financière dans la conception des projets, en s'appuyant sur des lignes directrices spécifiques au FIDA et la formation du personnel à ce type d'analyse; ii) mise au point de nouvelles méthodes d'assurance axée sur le risque; iii) attention portée aux projets faisant problème, notamment grâce à un don d'assistance technique géré par la FAO, qui a pour objet d'apporter un appui à l'exécution des projets faisant problème ou mis en œuvre dans des États fragiles<sup>7</sup>; et iv) mise en œuvre du Plan d'action consolidé du FIDA pour l'amélioration de son efficacité opérationnelle et institutionnelle<sup>8</sup>, qui met l'accent sur la nécessité d'assurer une conception plus réaliste des projets, d'adopter des arrangements institutionnels plus clairs et de mettre en place rapidement des équipes de gestion de projet de meilleure qualité.
8. Les résultats obtenus dans le domaine de la performance des pouvoirs publics sont relativement médiocres. Il s'agit d'un facteur déterminant de réussite des projets, étant donné que ce sont des partenaires et institutions appartenant aux pouvoirs publics qui assurent la maîtrise, la gestion et l'exécution des projets appuyés par le FIDA. En particulier, la performance des pouvoirs publics pénalise la mise en œuvre du projet dans les domaines suivants: i) lenteur du recrutement du personnel de projet; ii) faiblesses affectant des aspects essentiels de la gestion des projets (passation des marchés, suivi-évaluation (S&E), gestion financière); et iii) mise à disposition des fonds de contrepartie.
9. La direction est résolue à intensifier le soutien apporté aux pouvoirs publics partenaires. Les mesures suivantes sont notamment prévues: i) dispositions de nature à accélérer la sélection du personnel de projet; ii) simplification des outils de mesure des résultats existants afin d'assurer l'homogénéité des mesures et des informations transmises tout au long du cycle de vie du projet, de la conception à l'achèvement, afin d'améliorer la prise de décisions; iii) redéfinition de la supervision et l'appui à l'exécution des projets pour qu'il soit clair que cet aspect relève de la responsabilité conjointe du FIDA et des pouvoirs publics; iv) formation plus systématique à la gestion de projet et la gestion financière, y compris en ce qui concerne la passation des marchés, dans le cadre d'ateliers dédiés organisés à l'échelle d'une région ou d'un pays; et v) mise à jour des directives et des procédures relatives à l'achèvement des projets pour faire en sorte que les savoirs et l'expérience acquis par les pouvoirs publics et le personnel des projets soient systématiquement exploités et réinvestis dans la conception des futurs projets.

---

<sup>7</sup> Document EB 2013/LOT/G.10

<sup>8</sup> Document EB 2013/109/R.12.

Tableau 2  
**Niveau 2 du CMR pour 2013-2015: Contribution du FIDA aux effets sur le développement et à leur impact**

Indicateurs	RAP 2010	Résultats 2011-2013 <sup>a</sup>	Cible 2015	Progrès
<b>2.1. Indicateurs d'effet (pourcentage de projets jugés plutôt satisfaisants ou mieux) à l'achèvement</b>				
2.1.1 Pertinence	98	99	100	
2.1.2 Efficacité	80	90	90	
2.1.3 Efficience	69	76	75	
2.1.4 Impact sur la pauvreté rurale	81	90	90	
Revenus et actifs des ménages		90		
Agriculture et sécurité alimentaire		92		
Autonomisation des personnes et capital social		91		
Institutions et politiques		92		
Marchés		79		
2.1.5 Égalité des sexes	90	95	90	
2.1.6 Durabilité des avantages	73	84	75	
2.1.7 Innovation et apprentissage	86	89	90	
2.1.8 Reproduction et transposition à plus grande échelle	85	93	90	
2.1.9 Environnement et gestion des ressources naturelles	88	89	90	
2.1.10 Adaptation des petits paysans au changement climatique <sup>b</sup>	-	-		
2.1.11 Performance des pouvoirs publics	73	79	80	
<b>2.2. Indicateurs d'impact<sup>c</sup></b>				
2.2.1 Indice des biens des ménages	-		Suivi	
2.2.2 Niveau de malnutrition des enfants (3 indicateurs subsidiaires – aiguë, chronique et insuffisance pondérale), avec une ventilation entre filles et garçons	-		Suivi	
2.2.3 Durée de la période de soudure	-		Suivi	
<b>2.3. Personnes sorties de la pauvreté<sup>c</sup></b>				
2.3.1 Personnes sorties de la pauvreté	-		80 millions	

<sup>a</sup> La cohorte 2011-2013 est le dernier échantillon représentatif de RAP examinés. Elle comprend les projets qui figuraient dans la cohorte analysée pour les besoins de l'édition 2014 du RIDE, auxquels s'ajoutent 21 projets achevés entre 2011 et 2013 et examinés en 2014-2015.

<sup>b</sup> Les données disponibles à ce stade ne sont pas suffisantes pour assurer un suivi fiable et représentatif de cet indicateur pour l'ensemble du portefeuille d'investissements du FIDA. Les résultats obtenus pour cet indicateur seront mentionnés à compter de 2016 afin d'évaluer dans quelle mesure les bénéficiaires des projets et les communautés locales ont acquis les moyens d'améliorer leur résilience face aux chocs et aux stress d'origine climatique.

<sup>c</sup> Les résultats obtenus pour ces indicateurs seront communiqués en avril 2016 dans le rapport de synthèse sur l'initiative d'évaluation de l'impact de FIDA9.

10. Une forte proportion des opérations du FIDA sont mises en œuvre dans des États fragiles. Pour la cohorte 2011-2013 de rapports d'achèvement de projets (RAP), c'est le cas de 43% des projets évalués. Malgré cela, l'analyse ne révèle aucune différence significative de la performance entre les États fragiles et les autres, contrairement aux études effectuées les années précédentes. Cela tient en grande partie aux spécificités des échantillons de projets et aux modifications apportées à la liste des États fragiles (entrées et sorties).
11. En outre, la direction du FIDA a pris des mesures ces dernières années pour améliorer la performance dans les contextes fragiles. Le FIDA dispose aujourd'hui de 20 bureaux de pays dans les États fragiles, ce qui permet d'exercer une supervision plus étroite et un appui à l'exécution plus rapproché. Par ailleurs, les divisions régionales ont renforcé les mécanismes internes d'examen collégial dans le cadre du processus de supervision et d'achèvement; les directeurs de programme de pays ont ainsi l'occasion d'échanger les enseignements, et cela

permet de renforcer davantage la supervision. Quels que soient les effets bénéfiques que ces mesures d'amélioration pourront produire, il faut s'attendre à des variations de la performance d'une année à l'autre en raison de problèmes liés à la composition des échantillons et du fait de la forte instabilité qui caractérise les situations fragiles.

#### IV. Contribution du FIDA aux produits des programmes de pays et des projets (niveau 3 du CMR)<sup>9</sup>

12. Le tableau 3 présente les résultats obtenus au regard des indicateurs du niveau 3 du CMR pour 2013-2015. Ces indicateurs constituent un sous-ensemble d'une série plus vaste utilisée dans le Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA. À l'exception de l'indicateur portant sur le nombre de bénéficiaires, les projets ne rendent compte que des indicateurs du CMR qui correspondent le mieux aux caractéristiques d'un projet. Les résultats communiqués dans la présente édition du RIDE ont été établis à partir de données concernant 215 projets<sup>10</sup>. Le portefeuille de projets en cours<sup>11</sup> en 2014 représente un engagement financier de 13,6 milliards d'USD au total, montant réparti entre le FIDA (5,8 milliards d'USD, soit 43% du total), les sources de financement nationales – institutions financières et pouvoirs publics (4,8 milliards d'USD, soit 35%), et les cofinancements (3,0 milliards d'USD, soit 22%).
13. À la fin de 2014, le portefeuille de projets en cours du FIDA comptait 114,2 millions de personnes, dépassant de beaucoup la cible de 90 millions fixée pour 2015. Les cinq projets qui touchent le plus grand nombre de personnes sont des opérations de finance rurale exécutées au Bangladesh, en Éthiopie, au Ghana et au Nigéria (deux projets). Au total, ces projets fournissent des services à 58,6 millions de personnes. La phase II du Programme d'intermédiation financière rurale mis en œuvre en Éthiopie est l'opération qui a touché le plus grand nombre de personnes (40,1 millions) en raison de son envergure nationale.
14. À mesure que de nouveaux projets s'ajoutent au portefeuille en cours et que les projets achevés en sortent, la composition sectorielle des produits évolue. Cela se traduit par des variations d'une année à l'autre, qui affectent aussi bien les indicateurs du CMR que les autres indicateurs relatifs aux produits. Lorsque des projets très performants sortent de l'échantillon, les répercussions sur la performance au regard de certains indicateurs peuvent s'avérer significatives. Par exemple, pour l'ensemble des projets dont l'exécution s'est achevée en 2013, les cinq projets les plus performants<sup>12</sup> ont entraîné une variation de la performance de 10 millions pour le nombre de bénéficiaires, de plus de 720 000 hectares pour les ressources foncières bénéficiant de pratiques de gestion améliorées, et de plus de 970 000 pour le nombre d'épargnants volontaires. Cette année, de nouvelles améliorations méthodologiques ont été apportées afin d'augmenter la précision des données cumulées et d'harmoniser les pratiques avec celles des autres banques multilatérales de développement.

<sup>9</sup> Les indicateurs du niveau 3 du CMR mesurent le nombre de bénéficiaires des projets en cours financés par le FIDA et les produits obtenus. Dans ce domaine, la responsabilité de la performance est partagée avec les pouvoirs publics du pays dans lequel le projet est mis en œuvre et les autres partenaires chargés de son exécution, et les projets en rendent directement compte dans le cadre du SYGRI. Puisque les produits varient selon le type de projet, tous les indicateurs font l'objet d'un suivi au lieu d'être assortis d'une cible, à l'exception de l'indicateur relatif au nombre de personnes bénéficiant de services fournis par des projets appuyés par le FIDA.

<sup>10</sup> À l'exclusion des projets dans des pays dont les portefeuilles ont été suspendus et de certains projets dont la mise en œuvre a souffert des retards en raison de l'épidémie d'Ebola.

<sup>11</sup> Tous les projets approuvés et non achevés ou clos.

<sup>12</sup> Burundi, Programme transitoire de reconstruction après-conflit; Mozambique, Programme d'appui au financement rural; Pakistan, Programme de renforcement du microfinancement durable; Nigéria, Programme de développement agricole et rural à assise communautaire; Ouganda, Programme relatif aux services financiers ruraux.

Tableau 3  
**Niveau 3 du CMR pour 2013-2015: Contribution du FIDA aux produits des programmes de pays et des projets**

<i>Indicateurs</i>	<i>Valeur de référence<sup>a</sup></i>	<i>Résultats 2014</i>
<b>Gestion des ressources naturelles</b>		
3.1 Ressources foncières communes bénéficiant de pratiques de gestion améliorées (en ha)	5,5 millions	2,28 millions
3.2 Superficie des périmètres d'irrigation remis en état/nouveaux (en ha)	373 milliers	191 milliers
<b>Techniques agricoles</b>		
3.3 Personnes formées à des pratiques/techniques de culture	4,51 millions	2,47 millions
Ratio hommes/femmes	65/35	49/51
3.4 Personnes formées à des pratiques/techniques d'élevage	1,2 million	1,04 million
Ratio hommes/femmes (en pourcentage)	44/56	52/48
<b>Services financiers ruraux<sup>b</sup></b>		
3.5 Épargnants volontaires	7,86 millions	20,76 millions
Ratio hommes/femmes	47/53	45/55
3.6 Emprunteurs effectifs	2,70 millions	4,82 millions
Ratio hommes/femmes	43/57	31/69
3.7 Valeur de l'épargne mobilisée	495 millions d'USD	4,28 milliards d'USD
3.8 Valeur du portefeuille brut de prêts	338 millions d'USD	1,96 milliard d'USD
<b>Commercialisation</b>		
3.9 Routes construites/remises en état (en km)	17,6 milliers	17,36 milliers
3.10 Groupements de commercialisation créés/renforcés	13,2 milliers	22,67 milliers
<b>Microentreprises</b>		
3.11 Personnes formées au commerce et à la gestion d'entreprise	716 milliers	1,01 million
Ratio hommes/femmes (en pourcentage)	39/61	18/82
3.12 Entreprises ayant accès aux services non financiers fournis	57 milliers	38,73 milliers
<b>Politiques et institutions</b>		
3.13 Personnes formées à la gestion communautaire	2,13 millions	1,82 million
Ratio hommes/femmes (en pourcentage)	33/67	18/82
3.14 Plans d'action villageois/communautaires élaborés	28 milliers	37,08 milliers
3.15 Personnes bénéficiant de services fournis par des projets appuyés par le FIDA (nombre)	59,1 millions (Cible 2015: 90 millions)	114,25 millions
Ratio hommes/femmes (en pourcentage)	52/48	51/49

Source: SYGRI en ligne, Système de projets d'investissement et de dons (GRIPS).

<sup>a</sup> Toutes les valeurs de référence sont celles de 2010, excepté pour le nombre de personnes bénéficiant de services, le chiffre correspondant dans ce cas à l'année 2011.

<sup>b</sup> Pour tous les indicateurs relatifs à la finance rurale, les chiffres indiqués sont annuels.

## V. Efficacité opérationnelle des programmes de pays et des projets (niveau 4 du CMR)<sup>13</sup>

15. Gestion du programme de pays. Le tableau 4 récapitule les progrès enregistrés au regard des indicateurs relatifs aux programmes de pays. Les programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats (COSOP-AR) ont tous été

<sup>13</sup> Les indicateurs du niveau 4 du CMR ont trait aux variables sur lesquelles le FIDA exerce un contrôle plus important et qui rendent mieux compte de sa performance en matière de gestion. Ils témoignent des mesures prises par le FIDA pour optimiser les résultats et l'impact des programmes. Plusieurs indicateurs sont communiqués par des tiers ou des sources indépendantes, par exemple par le Groupe chargé de l'assurance qualité en ce qui concerne la qualité du projet au point de départ, et par le biais d'enquêtes auprès des clients pour la performance du programme de pays.

jugés plutôt satisfaisants ou mieux selon les enquêtes auprès des clients effectuées en 2014 et 2015 dans 70 pays, et les cibles fixées pour 2015 sont dépassées pour l'ensemble des quatre indicateurs. Les résultats obtenus en 2015 sont également meilleurs que ceux de l'enquête effectuée en 2013, qui portait sur le même groupe de pays.

Tableau 4

**Niveau 4 du CMR pour 2013-2015: Gestion du programme de pays**

<i>Indicateurs</i>	<i>Valeur de référence<sup>a</sup></i>	<i>Résultats 2015<sup>b</sup></i>	<i>Cible 2015</i>	<i>Progrès</i>
<b>4.1 Qualité du programme de pays au point de départ</b>				
4.1.1 Pourcentage de COSOP-AR notés 4 ou plus <sup>c</sup>	100	n.d.	100	
<b>4.2 Pourcentage de programmes de pays notés 4 ou plus en cours d'exécution pour:</b>				
4.2.1 La contribution à l'augmentation des revenus, l'amélioration de la sécurité alimentaire et l'autonomisation des ruraux pauvres des deux sexes	78	99	90	●
4.2.2 Le respect des directives sur l'efficacité de l'aide au développement	93	100	100	●
4.2.3 La participation à la concertation sur les politiques nationales	55	96	70	●
4.2.4 L'établissement de partenariats <sup>d</sup>	88	99	90	●

<sup>a</sup> Toutes les valeurs de référence sont celles de 2011, à l'exception de celles qui concernent la qualité du programme de pays au point de départ (2010) et l'établissement de partenariats (2013).

<sup>b</sup> Les résultats dont il est fait état au point 4.2 font référence aux enquêtes auprès des clients menées en 2014 et 2015.

<sup>c</sup> Cet indicateur n'est plus mesuré à la suite de la rationalisation du processus d'amélioration de la qualité.

<sup>d</sup> Il s'agit d'un nouvel indicateur mesuré pour la première fois en 2013. La valeur de référence correspond à la valeur constatée en 2013, et la cible a été fixée sur la base de cette valeur.

16. Qualité des projets au point de départ. Le tableau 5 récapitule les progrès au regard des indicateurs concernant la qualité des projets au point de départ (on trouvera à l'annexe IV un compte rendu complet de la performance du FIDA en matière de qualité au point de départ). La qualité d'ensemble de la conception des projets demeure satisfaisante. Les notes des projets à mettre en œuvre dans des États fragiles et toutes les autres dimensions évaluées se sont considérablement améliorées par rapport aux valeurs de référence, et presque toutes les cibles arrêtées pour 2015 ont été dépassées. Les notes obtenues au regard de l'indicateur relatif à l'égalité des sexes se sont considérablement améliorées, d'autant que les critères d'évaluation appliqués sont beaucoup plus rigoureux que ceux appliqués à l'époque de FIDA8 pour établir la valeur de référence.

Tableau 5

**Indicateurs du CMR pour la qualité des projets au point de départ**

<i>Indicateurs</i>	<i>Valeur de référence<sup>a</sup></i>	<i>Résultats 2014/2015</i>	<i>Cible 2015</i>	<i>Progrès</i>
<b>4.3 Pourcentage de projets obtenant une note moyenne supérieure ou égale à 4 pour leur qualité au point de départ</b>				
4.3.1 Moyenne générale	79	92	85	●
4.3.2 Moyenne générale uniquement pour les projets exécutés dans des États fragiles	n.d.	90	80	●
4.3.3 Égalité entre les sexes	86	89	90	●
4.3.4 Suivi-évaluation	70	89	80	●
4.3.5 Reproduction à plus grande échelle	72	94	80	●

<sup>a</sup> Toutes les valeurs de référence correspondent à l'année 2010/2011.

17. Gestion du portefeuille. Le tableau 6 récapitule les progrès enregistrés au regard des indicateurs relatifs à la gestion du portefeuille. La performance est satisfaisante dans de nombreux domaines, mais des améliorations sont nécessaires par ailleurs. La cible fixée pour l'indicateur relatif au délai de traitement des demandes de retrait a été atteinte. En revanche, le délai qui s'écoule entre l'approbation d'un projet et le premier décaissement s'est allongé d'un mois par rapport à la valeur de référence, sept projets ayant subi des retards prolongés avant leur entrée en vigueur (à peu près quatre ans en moyenne). Comme cet indicateur permet de suivre la performance des projets sur une période de 36 mois, il est probable que le délai qui s'écoule entre l'approbation d'un projet et le premier décaissement restera élevé jusqu'à ce que ces projets cessent de figurer dans l'échantillon. Si l'on ne tient pas compte de ces projets atypiques, le délai moyen se rapproche de la cible, puisqu'il est d'environ 15 mois. Mis à part ces questions méthodologiques, la direction met de plus en plus l'accent sur l'appui aux activités préalables à l'exécution et au démarrage des projets. Certains facteurs contribuent à des retards, mais échappent un tant soit peu au contrôle du FIDA; il s'agit notamment des procédures de ratification des accords de financement par les gouvernements et du recrutement du personnel chargé de la gestion des projets.
18. S'agissant des retards d'exécution (dépassement du délai du projet), la proportion de projets affectés a encore diminué (à 9%), la cible fixée pour 2015 étant dépassée; cette amélioration est à mettre au crédit de l'approche plus rigoureuse appliquée par la direction du FIDA concernant les extensions de projets. Dans la logique des bons résultats relatifs à l'égalité entre les sexes à l'achèvement des projets (section III), le score relatif à la prise en compte de la question de l'égalité des sexes dans l'exécution demeure élevé et frôle la cible visée. La performance du FIDA en tant que partenaire reste très supérieure à la cible fixée pour 2015, ce qui témoigne des améliorations apportées ces dernières années au modèle opérationnel du FIDA. Les projets à risque<sup>14</sup> représentent actuellement 20% de l'ensemble du portefeuille<sup>15</sup>. Si l'on ne tient pas compte des opérations actuellement suspendues (six projets faisant problème), la part du portefeuille à risque (18%) reste stable. L'indice de proactivité a diminué; il s'établit actuellement à 33%, car 31 projets qui faisaient problème l'an dernier figurent toujours dans cette catégorie. Si l'on ne tient pas compte des projets actuellement suspendus, l'indice de proactivité atteint 36%. Le FIDA a entrepris de renforcer ses méthodes de suivi des opérations à risque en mettant en commun d'une région à l'autre les enseignements tirés de l'expérience et en suivant plus activement la performance.
19. Les ratios de décaissement ont chuté, en particulier dans les États fragiles. Le contexte a été particulièrement difficile dans la sous-région Proche-Orient et Afrique du Nord, en raison des conflits, et dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre, à la suite de l'épidémie d'Ebola. La direction poursuit les efforts engagés pour remédier à cette situation en renforçant l'appui apporté à la préparation des projets et à leur mise en œuvre, de manière à éviter les retards d'exécution. En outre, la direction entreprend un travail d'analyse afin de comprendre les corrélations entre les caractéristiques des projets et leur capacité de décaissement.

<sup>14</sup> La catégorie des projets à risque comprend les projets faisant problème et les projets pouvant faire problème.

<sup>15</sup> À la fin de la période considérée, c'est-à-dire au 30 juin 2015, le portefeuille d'investissements du FIDA (qui compte 245 projets actifs) comprenait 41 projets considérés comme "faisant problème" et huit projets considérés comme "pouvant faire problème".



Tableau 6  
Niveau 4 du CMR pour 2013-2015: Gestion du portefeuille

Indicateurs	Valeur de référence <sup>a</sup>	Résultats 2015	Cible 2015	Progrès
<b>4.4 Gestion du portefeuille</b>				
4.4.1 Délai entre l'approbation d'un projet et le premier décaissement (en mois)	17	18	14	●
4.4.2 Indice de proactivité	50	33	75	●
4.4.3 Projets à risque	18	20	Suivi	
4.4.4 Dépassements de délais des projets (pourcentage)	22	9	18	●
4.4.5 Délai de traitement des demandes de retrait (en jours)	28	20	20	●
4.4.6 Ratio de décaissement (en pourcentage) – ensemble du portefeuille	15,7	14	18	●
4.4.7 Ratio de décaissement (en pourcentage) – pays en situation fragile <sup>b</sup>	15	12	17	●
4.4.8 Pourcentage de projets pour lesquels la prise en compte de la parité hommes-femmes dans l'exécution est jugée plutôt satisfaisante ou mieux	88	89	90	●
4.4.9 Pourcentage de projets pour lesquels la performance du FIDA à l'achèvement est jugée plutôt satisfaisante ou mieux <sup>c</sup>	73	91	80	●

<sup>a</sup> Toutes les valeurs de référence correspondent à la période 2010/2011, à l'exception de celles indiquées pour le délai de traitement des demandes de retrait (2009/2010), les ratios de décaissement et la parité hommes-femmes (mi-2011) et la performance du FIDA (2012/2013).

<sup>b</sup> Ce chiffre correspondant aux décaissements dans les pays figurant sur la liste des États fragiles établie par le FIDA.

<sup>c</sup> Pour cet indicateur, la valeur de référence (initialement 71%) a été relevée afin de tenir compte de la nouvelle méthodologie adoptée par IOE pour rendre compte de la performance du FIDA, qui est maintenant fondée sur les cohortes de projets achevés. Le résultat indiqué pour 2015 (91%) correspond aux projets achevés dans la période 2011-2013.

20. Suivi-évaluation des projets. Le tableau 7 récapitule les progrès constatés au regard des indicateurs relatifs au S&E des projets. Ces indicateurs ont été introduits dans le CMR pour FIDA9 afin d'attirer l'attention sur la performance insuffisante des dispositifs de S&E des projets, pourtant indispensables à une gestion efficace des projets et à l'obtention de bons résultats. La qualité des RAP établis par les homologues du FIDA continue de s'améliorer, et la cible fixée pour 2015 a été dépassée. Le FIDA a insisté davantage sur la nécessité que le personnel des projets conduise des enquêtes de référence, ce qui a permis de dépasser amplement la cible fixée pour 2015. La proportion de projets qui présentent des études d'impact reste stable, et cette question sera abordée dans le cadre de la nouvelle stratégie d'évaluation de l'impact qui sera mise au point pour FIDA10.

Tableau 7  
Niveau 4 du CMR pour 2013-2015: Suivi-évaluation des projets

Indicateurs	Valeur de référence <sup>a</sup>	Résultats 2015	Cible 2015	Progrès
<b>4.5 Suivi-évaluation des projets</b>				
4.5.1 Pourcentage de projets comportant des enquêtes de référence SYGRI ou équivalent (pourcentage cumulatif)	23	47	40	●
4.5.2 Pourcentage de projets soumettant des enquêtes d'impact SYGRI	70	69	95	●
4.5.3 Qualité des RAP (pourcentage de rapports notés 4 ou plus)	80	96	90	●


Note: Le pourcentage de projets pour lesquels on dispose d'enquêtes d'impact ou d'achèvement est calculé à partir des projets achevés en décembre 2013 au plus tard et pour lesquels des enquêtes de référence avaient été effectuées.

<sup>a</sup> Toutes les valeurs de référence correspondent à la mi-2011, excepté en ce qui concerne la qualité des RAP, indicateur pour lequel la période de référence est 2010/2011.

21. Cofinancement. Le tableau 8 présente le ratio de cofinancement, qui s'établit à 1,27, soit un niveau légèrement supérieur à celui de l'année précédente, ce qui confirme l'évolution constatée dans la durée. Atteindre la cible fixée pour 2015 reste une gageure, car il sera difficile de mobiliser de nouveau des ressources nationales d'un montant exceptionnel comme ce fut le cas en 2010-2011.

Tableau 8

**Niveau 4 du CMR pour 2013-2015: Cofinancement**

<i>Indicateur</i>	<i>Valeur de référence<sup>a</sup></i>	<i>Résultats 2015</i>	<i>Cible 2015</i>	<i>Progrès</i>
4.6.1 Ratio de cofinancement	1,34	1,27	1,6	

<sup>a</sup> La valeur de référence correspond à la période 2008-2010.

## VI. Efficacité et efficacité institutionnelles (niveau 5 du CMR)<sup>16</sup>

22. Le tableau 9 présente les résultats obtenus au regard des indicateurs du niveau 5 du CMR pour 2013-2015, qui permettent d'évaluer la performance en matière de reconstitution, de gestion des ressources humaines, de gestion des risques et d'efficacité administrative. Pour FIDA9, les annonces de contribution des donateurs se montent à 1,42 milliard d'USD, soit 95% de la cible fixée pour FIDA9, à savoir 1,5 milliard d'USD.
23. L'indice d'engagement du personnel du FIDA atteint 74%, soit un niveau très proche de la cible. Le délai moyen de recrutement aux postes vacants du cadre organique est de 116 jours; il se rapproche donc de la cible fixée à 100 jours. De nouvelles améliorations des processus de recrutement ont été adoptées, telles que des outils de présélection permettant de gagner du temps et le développement des possibilités de rotation interne et des nominations à partir de listes de candidats présélectionnés.
24. La proportion de l'effectif du FIDA – personnel et consultants en équivalents temps plein – provenant des États membres des Listes B et C est à son plus haut niveau de ces dernières années (41,5%), ce qui témoigne d'une évolution favorable sur le plan de la diversification de l'effectif du FIDA. L'équilibre entre les sexes aux postes d'encadrement reste stable. Différentes mesures correctives sont en cours d'application, dont un nouveau plan d'action du FIDA pour l'égalité des sexes sur le lieu de travail, des aménagements du temps de travail, la recherche spécifique de candidatures féminines qualifiées et l'organisation de sessions de formation aux techniques d'entretien attentives à la problématique hommes-femmes à l'intention des responsables et des membres des jurys de sélection.

<sup>16</sup> Les indicateurs du niveau 5 du CMR ont trait aux variables sur lesquelles FIDA exerce un contrôle plus important et qui rendent mieux compte de sa performance en matière de gestion. Ils témoignent des mesures prises par le FIDA pour tirer le meilleur parti des sommes investies en agissant sur les coûts, les délais et la gestion des ressources humaines.

Tableau 9  
Niveau 5 du CMR pour 2013-2015: Efficacité et efficience institutionnelles

Indicateur	Valeur de référence <sup>a</sup>	Résultats 2015	Cible 2015	Progrès
<b>5.1 Amélioration de la mobilisation et de la gestion des ressources</b>				
5.1.1 Pourcentage de contributions par rapport au niveau cible fixé pour FIDA9	s.o.	95	100	●
<b>5.2 Amélioration de la gestion des ressources humaines</b>				
5.2.1 Indice d'engagement du personnel: pourcentage du personnel effectivement engagé dans la réalisation des objectifs du FIDA	70	74	75	●
5.2.2 Pourcentage du personnel provenant des États membres des Listes B et C	40	42	Suivi	
5.2.3 Pourcentage de femmes aux postes P-5 et au-dessus	28	28	35	●
5.2.4 Délai de recrutement aux postes vacants du cadre organique (en jours)	144	116	100	●
<b>5.3 Amélioration de la gestion des risques</b>				
5.3.1 Nombre de recommandations hautement prioritaires issues de l'audit interne dont l'application a pris du retard	21	4	15	●
<b>5.4 Amélioration de l'efficience administrative</b>				
5.4.1 Ratio budget administratif/programme de prêts et dons	14,1	14,7	Suivi	
5.4.2 Part des allocations budgétaires affectée au: (référence 2011)	62	60,6	65	●
Groupe 1	7	8,7	9	●
Groupe 2	23	25,3	20	●
Groupe 3	8	5,4	6	●
Groupe 4				
5.4.3 Ratio postes inscrits au budget/total des postes inscrits au budget dans le:	57	56,1	61	●
Groupe 1	7	10,2	9	●
Groupe 2	25	27,1	22	●
Groupe 3	11	6,6	8	●
Groupe 4				
5.4.4 Ratio postes inscrits au budget dans les bureaux de pays/postes inscrits au budget dans les divisions chargées des programmes de pays	38	45,5	45	●
5.4.5 Ratio dépenses administratives effectives (y compris les dépenses financées sur des frais de gestion)/programme annuel de prêts et dons financé par le FIDA, augmenté de la valeur des programmes et projets gérés par le FIDA mais financés par d'autres organismes	14,7	13,9	12,5	●
5.4.6 Ratio dépenses administratives effectives (y compris les dépenses financées sur des frais de gestion) moins les dépenses effectives consacrées au "soutien technique" aux États membres en développement/programme de travail intégré	12,5	11,8	10,6	●
5.4.7 Ratio dépenses administratives effectives (y compris les dépenses financées sur des frais de gestion)/décaissements annuels	22,1	19,2	18,8	●
5.4.8 Ratio dépenses effectives liées au personnel des services généraux/dépenses totales de personnel	30	25,2	25	●

Note: Les données communiquées pour les indicateurs 5.4.1 à 5.4.3 sont provisoires, dans l'attente de l'approbation du budget administratif pour 2016.

<sup>a</sup> Toutes les valeurs de référence sont celles de 2011, à l'exception de l'indice d'engagement du personnel et des indicateurs relatifs aux recommandations d'audit dont l'application a pris du retard et au ratio dépenses effectives liées au personnel des services généraux/dépenses totales de personnel, pour lesquels l'année de référence est 2010, et des autres indicateurs d'efficience mesurés a posteriori (période de référence 2008-2010).

25. Le nombre de recommandations d'audit hautement prioritaires dont l'application a pris du retard a diminué, passant de 21 en 2011 à seulement quatre. Les indicateurs ex ante mesurant l'évolution de la répartition des dépenses administratives et des effectifs prévus sont tout à fait conformes aux objectifs pour les groupes de résultats 2 et 4. En revanche, en ce qui concerne les groupes 1 et 3, les progrès ont pâti de l'augmentation des dépenses prévues pour la mise en œuvre du Plan d'action consolidé du FIDA pour l'amélioration de son efficience opérationnelle et institutionnelle, qui comporte un important volet relatif aux

technologies de l'information et des communications relevant du groupe de résultats 3<sup>17</sup>. La part des postes prévus dans les bureaux de pays est conforme à la cible, ce qui témoigne de la vigueur des efforts entrepris par le FIDA en matière de décentralisation et de détachements du personnel. Les ratios d'efficacité calculés a posteriori (5.4.5 à 5.4.8) sont en amélioration par rapport aux valeurs de référence. Cependant, la performance est mitigée en regard des résultats obtenus l'année précédente, car les indicateurs 5.4.5 et 5.4.6 sont en régression en raison d'engagements au titre des prêts et dons plus faibles que prévu en 2014. Les résultats devraient redevenir conformes aux attentes d'ici à la fin de 2015 à la faveur de l'exécution du programme de prêts et dons prévu pour 2015, qui atteindra un niveau record. Un large éventail d'initiatives sont en cours ou prévues pour améliorer l'efficacité administrative, en se concentrant sur la poursuite de la rationalisation et la simplification des principaux processus opérationnels, et en tirant un meilleur parti des technologies de l'information et des communications (pour plus de précisions, se référer à l'annexe I, engagements 33 à 38).

---

<sup>17</sup> La répartition des coûts par groupe suit la même méthodologie que les années précédentes. Cela étant, l'utilisation et la pertinence de cette méthode sont en cours d'examen compte tenu des travaux engagés pour élaborer le nouveau Cadre stratégique du FIDA pour 2016-2025.

## Rapport sur les engagements souscrits pour la période couverte par FIDA9

Le présent rapport fait brièvement le point sur la mise en œuvre des engagements souscrits pour la période couverte par FIDA9, de janvier 2013 à août 2015. La direction du FIDA suit chaque trimestre les progrès accomplis au regard des engagements pris de manière à cerner les difficultés rencontrées dans leur mise en œuvre et y remédier. Dans l'ensemble, le bilan est positif. Selon les informations transmises, la mise en œuvre de l'ensemble des engagements se déroule comme prévu ou rencontre des difficultés minimales auxquelles les départements qui en sont responsables s'emploient à remédier.

Tableau 1

### Récapitulatif de la mise en œuvre des engagements souscrits pour la période couverte par FIDA9 en août 2015

Domaine	TOTAL Résultat attendu	Conforme (vert)	Problèmes mineurs (orange)	Problèmes majeurs (rouge)
1. Renforcer l'efficacité opérationnelle du FIDA	32	22 (69%)	10 (31%)	-
2. Améliorer l'efficacité et l'efficacité institutionnelles du FIDA	10	10 (100%)		-
3. Renforcer la capacité et la gestion financières du FIDA	7	6 (86%)	1 (14%)	-
4. Améliorer le système de gestion des résultats du FIDA	7	7 (100%)	-	-
<b>TOTAL (pourcentage du TOTAL)</b>	<b>56</b>	<b>45 (80%)</b>	<b>11 (20%)</b>	-

Indicateur de l'état de la mise en œuvre:

Vert = conforme

Orange = conforme avec problèmes mineurs

Rouge = problèmes majeurs

Tableau 2

### État de la mise en œuvre des engagements souscrits pour la période couverte par FIDA9

Domaine de réforme	Principaux engagements	Responsabilité	Calendrier et rapports	État d'avancement
<b>1. Renforcer l'efficacité opérationnelle du FIDA</b>				
Efficacité de l'aide	1. Renforcer la prise en charge et l'appropriation par les pays.	<b>D'ensemble:</b> Département gestion des programmes (PMD)	En cours - RIDE, une fois/an - Examen à mi-parcours (EMP) de FIDA9	<b>Orange</b> Les équipes chargées de la préparation des programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) et les équipes de gestion des programmes de pays (EGPP) comptent parmi leurs membres des ressortissants des pays concernés (appartenant ou non à la fonction publique). Les pouvoirs publics participent de plus en plus aux missions de supervision des projets et assument progressivement la responsabilité de

Domaine de réforme	Principaux engagements	Responsabilité	Calendrier et rapports		État d'avancement
		<b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PMD	- Engagements de Busan <sup>18</sup>		l'élaboration des rapports d'achèvement de projet. Des difficultés sont rencontrées dans les États fragiles, en raison surtout de l'insuffisance de leurs capacités institutionnelles.
	2. Consolider l'utilisation des systèmes nationaux et des structures d'exécution et, si possible, recourir davantage à ceux-ci.	<b>D'ensemble:</b> PMD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PMD et de la Division du Contrôleur et des services financiers (CFS)	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9 - Busan	<b>Vert</b>	Les projets du FIDA sont tous gérés par des institutions nationales, appartenant pour la plupart aux pouvoirs publics.
	3. Relever le niveau de coopération technique fournie par le FIDA dans le cadre de programmes coordonnés.	<b>D'ensemble:</b> PMD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PMD	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9 - Busan	<b>Vert</b>	Les programmes et projets sont maintenant coordonnés dans le cadre d'accords de cofinancement. Environ 65% des projets financés par le FIDA sont cofinancés avec d'autres donateurs, et tous les projets bénéficient désormais de contributions des pays. De plus en plus fréquemment, ces projets font partie de programmes agricoles plus importants lancés à l'initiative des gouvernements.
Reproduction à plus grande échelle	4. Renforcer les processus d'élaboration, de suivi et de gestion des programmes de pays afin de garantir la prise en compte systématique de la reproduction à plus grande échelle, l'élargissement des partenariats, une plus grande rigueur dans l'analyse des politiques ainsi que la participation active à la concertation nationale sur les politiques en matière d'agriculture et de développement rural.	<b>D'ensemble:</b> PMD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PMD et du Département de la stratégie et des savoirs (SKD)	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	<b>Vert</b>	Un indicateur relatif à la reproduction à plus grande échelle a été ajouté au Cadre de mesure des résultats (CMR), et cette dimension est désormais prise en compte plus systématiquement dans les COSOP et dans les processus d'examen au niveau de l'institution (amélioration de la qualité et assurance qualité). Le RIDE 2014 annonce que les objectifs pour 2015 concernant la reproduction à plus grande échelle ont été dépassés, 83% des projets ayant été jugés plutôt satisfaisants ou mieux (par rapport à l'objectif de 80%).  La concertation sur les politiques est un élément clé dans la reproduction à plus grande échelle. Les capacités au sein de la Division des politiques et du conseil technique (PTA) sont actuellement développées, afin de renforcer l'orientation politique des COSOP et de la conception des projets, et d'aider les chargés de programme de pays (CPP) à s'engager dans les instances de concertation sur l'élaboration des politiques au niveau national avec les gouvernements des États membres. Pour faciliter cette démarche, PTA a élaboré un document d'orientation. PMD, en collaboration avec SKD (avec la Division de la planification stratégique et de l'évaluation de l'impact [SPA]), améliore actuellement le système de mesure des résultats du FIDA afin d'être en mesure d'évaluer la performance du Fonds et l'impact de ses activités au moment de l'achèvement des projets. Les résultats obtenus dans ce domaine s'améliorent, bien que la capacité du FIDA d'offrir un large appui aux processus d'élaboration des politiques au niveau national soit limitée par

<sup>18</sup> Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement.

Domaine de réforme	Principaux engagements	Responsabilité	Calendrier et rapports		État d'avancement
					<p>l'absence d'un guichet de financement exclusivement affecté à ce type d'activités.</p> <p>Un programme financé par un don au titre de l'Initiative pour intégrer l'innovation (III) a été lancé pour appuyer la mise en œuvre systématique de la reproduction à plus grande échelle d'ensemble des programmes de pays du FIDA. Il s'agit d'aider les CPP et les EGPP à mobiliser les compétences techniques et stratégiques nécessaires pour mettre au point, au niveau national, des schémas de reproduction à plus grande échelle (un certain nombre de domaines thématiques faisant l'objet d'une attention prioritaire, tels que l'égalité des sexes, le ciblage, les marchés, les États fragiles et les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire).</p>
	5. Consolider les processus de gestion des savoirs afin de renforcer les capacités du FIDA à mieux recueillir et exploiter les savoirs fondés sur l'expérience en vue de la reproduction à plus grande échelle.	<p><b>D'ensemble:</b> SKD</p> <p><b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de SKD, de la Division de la communication (COM) et PMD</p>	<p>En cours</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- RIDE, une fois/an</li> <li>- EMP de FIDA9</li> </ul>	<b>Vert</b>	<p>Les processus de gestion des savoirs ont été renforcés au sein du FIDA (notamment par le biais de l'III susmentionnée), moyennant une série ininterrompue d'activités d'apprentissage et de partage des savoirs et d'amélioration de la qualité/d'assurance qualité. Ce travail s'appuie sur une version plus ciblée du cadre et du plan de gestion des savoirs, parallèlement à l'examen des principales procédures opérationnelles visant à s'assurer de la pertinence des modalités de gestion des savoirs, et sur le renforcement des dispositifs de S&amp;E des projets, ainsi que sur la réalisation de 30 évaluations de l'impact d'ici à 2015. La responsabilité du renforcement de l'intégration des perspectives de reproduction à plus grande échelle au sein des opérations du FIDA a été transférée au groupe chargé de la gestion du processus d'amélioration de la qualité des programmes (au sein de la division PTA).</p>
Secteur privé	6. Intensifier la participation au processus de concertation sur les politiques afin de promouvoir des environnements économiques favorisant l'accès des petits agriculteurs et des ruraux pauvres aux marchés et aux filières.	<p><b>D'ensemble:</b> PMD</p> <p><b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PMD</p>	<p>En cours</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- RIDE, une fois/an</li> <li>- EMP de FIDA9</li> </ul>	<b>Vert</b>	<p>Dans neuf des 17 COSOP approuvés depuis 2012, la concertation sur les politiques visant à promouvoir un environnement économique favorable aux entreprises rurales figurait en toutes lettres parmi les objectifs spécifiques, et/ou il était prévu de mettre en place des instances de concertation multipartites au sein desquelles le secteur privé aurait sa place. Dans environ la moitié des 24 projets conçus depuis 2013 dans lesquels le secteur privé est partie prenante, à titre de partenaire ou de bénéficiaire, il est prévu de mener une concertation sur les politiques visant à promouvoir un climat plus favorable aux entreprises rurales.</p>
	7. Impliquer plus systématiquement les acteurs du secteur privé dans la programmation au niveau des pays et des projets afin d'encourager des investissements durables et au profit des pauvres en milieu rural.	<p><b>D'ensemble:</b> PMD</p> <p><b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PMD</p>	<p>En cours</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- RIDE, une fois/an</li> <li>- EMP de FIDA9</li> </ul>	<b>Vert</b>	<p>Plus de 50% des prêts et dons approuvés par le FIDA depuis 2013 (sur un total de 45) ont pour objet de financer des projets dans lesquels le secteur privé est partie prenante en qualité de partenaire ou de bénéficiaire. En règle générale, il s'agit de faciliter la collaboration des acteurs des filières issus du secteur privé avec les groupes cibles du FIDA, ce qui permet d'exploiter les compétences spécialisées et les ressources des entreprises agroalimentaires privées et du secteur financier privé local.</p>
	8. Multiplier les activités relatives aux technologies de	<p><b>D'ensemble:</b> PMD</p>	<p>En cours</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- RIDE, une</li> </ul>	<b>Orange</b>	<p>Ce résultat a été obtenu dans quelques projets (le projet First Mile en République-Unie de Tanzanie, celui sur l'utilisation de téléphones</p>

Domaine de réforme	Principaux engagements	Responsabilité	Calendrier et rapports	État d'avancement
	l'information et des communications dans les programmes appuyés par le FIDA.	<b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PMD	fois/an - EMP de FIDA9	portables au Kenya). La conception d'un programme de don au titre du guichet régional axé sur les technologies de l'information et des communications (TIC) est en cours; ce programme sera financé au moyen de fonds supplémentaires d'un montant de 1,6 million d'USD apportés par la République de Corée. Le nouveau partenariat entre le FIDA et Intel, qui porte sur l'utilisation de ses logiciels de vulgarisation agricole, est désormais opérationnel dans le cadre de projets mis en œuvre au Cambodge et au Népal, et son extension à l'Afrique subsaharienne est en cours. Les progrès sont lents, car il s'agit pour le FIDA d'un domaine relativement nouveau dans lequel il ne dispose pas des compétences spécialisées.
Égalité des sexes et autonomisation des femmes	9. Consolider l'analyse des questions relatives à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes dans les opérations du FIDA pour des résultats plus solides et plus uniformes en ce sens, et pour élargir les possibilités économiques offertes aux femmes rurales.	<b>D'ensemble:</b> PMD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PMD	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9 - document Programme de travail et budget annuel	<b>Vert</b>  Il ressort des rapports de supervision, de l'examen du portefeuille et des évaluations conduites par IOE que le FIDA obtient de bons résultats en matière d'égalité des sexes. Des points faibles concernant la communication d'informations sur la répartition des crédits budgétaires par activité se rapportant à ce domaine ont été mis en évidence. Des mesures correctives ont été prises pour remédier à ce problème, et le FIDA présente chaque année des informations ventilées par sexe dans le programme de travail et budget annuel du FIDA.
	10. Enrichir les indicateurs de mesure de l'impact et des résultats en relation avec l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.	<b>D'ensemble:</b> PMD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeur de PTA	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	<b>Vert</b>  Le Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI), les évaluations d'IOE et le CMR comprennent tous des indicateurs relatifs à la problématique hommes-femmes, qui sont mesurés et communiqués à divers stades du cycle de projet – au démarrage, chaque année pendant l'exécution, puis à l'achèvement. Le FIDA obtient généralement de bons résultats pour ces indicateurs. Même si ces indicateurs n'ont pas encore été consolidés, par exemple en mesurant l'impact au moyen d'une évaluation rigoureuse, le RIDE 2014 faisait état d'un impact très favorable en matière d'égalité des sexes. L'élaboration d'un module de base permettant de mesurer l'autonomisation des femmes est en cours. Ce module comprend une série de questions clés qui figureront dans la deuxième version des directives sur les études de l'impact dans la deuxième version du SYGRI. Ces questions seront expérimentées dans les 24 évaluations de l'impact ex post. Certaines évaluations de l'impact de FIDA9 rendront compte de l'autonomisation des femmes en se fondant sur la méthodologie mise au point par le Groupe d'évaluation de l'impact de SKD, en collaboration avec PTA.
	11. Renforcer les capacités du FIDA s'agissant de la collecte et de la diffusion d'expériences de terrain concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et intensifier ses efforts de plaidoyer dans ce	<b>D'ensemble:</b> PMD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PMD et COM	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	<b>Vert</b>  Des efforts sont actuellement déployés pour renforcer les capacités du FIDA s'agissant de la collecte et de la diffusion d'expériences de terrain, et quelques exemples encourageants sont à noter. Tel qu'il ressort du rapport annuel sur l'égalité des sexes (annexe II), le FIDA a joué un rôle actif dans les forums internationaux, renforçant la perspective sexospécifique et la compréhension des questions touchant les femmes rurales dans le programme de développement mondial. Le FIDA a créé une page web sur



Domaine de réforme	Principaux engagements	Responsabilité	Calendrier et rapports		État d'avancement
	domaine.				l'égalité des sexes, ainsi qu'un bulletin bimensuel et un réseau mondial de plus de 1 000 membres.
Changement climatique et gestion durable des ressources environnementales	12. Consolider l'analyse des questions relatives au changement climatique et à l'environnement dans les opérations du FIDA, en appui à des démarches novatrices de résistance aux chocs climatiques et d'utilisation durable des ressources naturelles.	<b>D'ensemble:</b> PMD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PMD	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	<b>Vert</b>	Depuis la publication de la politique de gestion de l'environnement et de la stratégie concernant le changement climatique du FIDA, celui-ci a mis au point une importante initiative relative à l'adaptation au changement climatique, qui est maintenant en cours d'exécution (Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne [ASAP]) et qui favorise et appuie l'analyse et la gestion des risques liés au changement climatique dans les opérations du FIDA. Dans le même temps, le FIDA continue à mobiliser un cofinancement auprès du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), du Fonds pour les pays les moins avancés et du Fonds spécial pour les changements climatiques pour traiter les questions d'environnement et de changement climatique dans ses projets. Tous les nouveaux investissements sont examinés au regard de leur impact sur l'environnement et des risques climatiques à l'aide des nouvelles Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC). Le CMR du FIDA a été actualisé pour rendre compte des résultats obtenus en matière d'adaptation au changement climatique et de durabilité environnementale. Le SYGRI du FIDA a été actualisé pour inclure de nouveaux indicateurs liés à l'adaptation au changement climatique. Un plan en 10 points pour la prise en compte systématique des questions climatiques pour la période couverte par FIDA10 a été élaboré.
	13. Aider les petits producteurs à bénéficier du financement de la lutte contre le changement climatique et autres mesures incitatives d'adaptation et d'atténuation, notamment dans le cadre du nouveau programme ASAP administré par le FIDA.	<b>D'ensemble:</b> PMD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PMD	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	<b>Vert</b>	Le FIDA a réussi à faire de l'ASAP le plus grand programme d'adaptation en faveur des petits exploitants agricoles. Au mois de mai 2015, 23 investissements d'un volume financier de 214 millions d'USD ont été approuvés au titre de l'ASAP par le Conseil d'administration du FIDA et sont à divers stades de mise en œuvre. Neuf projets financés au titre de l'ASAP ont commencé à décaisser des fonds et fournir les premiers résultats sur le terrain. Au moins 20 autres investissements figurent au titre de l'ASAP dans la réserve de projets pour 2015-2017. Le FIDA a commandé un examen externe des progrès accomplis au titre de l'ASAP dans le but d'évaluer la pertinence, l'efficacité et l'efficience du modèle et de concevoir des options pour l'avenir du programme.
	14. Veiller à ce que les contributions complémentaires en appui à l'exécution de l'ASAP soient utilisées à cette fin.	<b>D'ensemble:</b> PMD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PMD et CFS	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	<b>Vert</b>	Le FIDA a défini un accord relatif au Fonds fiduciaire de l'ASAP et un cadre de surveillance de l'utilisation des fonds de l'ASAP. Une disposition a été prise dans FIDA10 pour que les contributions complémentaires pour l'action sur le changement climatique puissent être réalisées hors du cadre de l'accord relatif au Fonds fiduciaire de l'ASAP, qui permet au FIDA de prendre en compte de manière plus systématique les questions climatiques, sans aucune restriction, ni géographique ni en termes d'instruments de programmation de dons ou de prêts.
	15. Renforcer les capacités du FIDA en matière de gestion des savoirs, de plaidoyer et de	<b>D'ensemble:</b> PMD  <b>Mise en œuvre:</b>	En cours - RIDE, une fois/an	<b>Orange</b>	La Division environnement et climat (ECD) du FIDA a formé plus de 200 membres du personnel et des consultants du FIDA sur les questions liées à l'adaptation au changement climatique et la prise en compte

Domaine de réforme	Principaux engagements	Responsabilité	Calendrier et rapports		État d'avancement
	partenariats sur le changement climatique et la gestion de l'environnement et des ressources naturelles.	Directeurs de PMD et COM	- EMP de FIDA9		systématique des questions climatiques. Vingt CPP se sont engagés dans la programmation du financement de la lutte contre le changement climatique grâce à une formation pratique et un apprentissage par la pratique, ce qui leur a permis de reconnaître et de traiter également les questions climatiques dans des programmes qui ne bénéficient pas directement des fonds affectés à la lutte contre le changement climatique. La formation continue est nécessaire pour veiller à ce que les questions climatiques et environnementales soient considérées comme partie intégrante de la conception des investissements du FIDA, et non comme un complément. Cela est particulièrement important pour la mise en œuvre des nouvelles PESEC du FIDA, qui n'ont pas encore été pleinement assimilées par le personnel.
Efficience des projets	16. Renforcer l'évaluation de la rentabilité économique des investissements lors de la conception des projets, en reconnaissant la nécessité de garantir la réalisation des objectifs sociaux et environnementaux.	<b>D'ensemble:</b> PMD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PMD et SKD	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	Orange	PTA a fourni un effort important pour former le personnel à l'analyse économique et financière et fournir un appui technique à la division régionale. Un fonctionnaire et un agent temporaire ont été recrutés dans cette division pour épauler les équipes de projet à cet égard et s'occuper de la formation. Une analyse économique doit maintenant être effectuée pour tous les projets au stade de la conception. Dans la mesure du possible, dans le cadre de la préparation des projets, les effets sur le plan environnemental et social doivent également être évalués. La généralisation de la maîtrise de l'analyse financière et économique et le bon usage de cet outil au sein de PMD posent toujours problème.
	17. Mettre en œuvre le programme de reproduction à plus grande échelle.	<b>D'ensemble:</b> PMD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PMD et SKD	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	Vert	Voir les observations ci-dessus concernant l'engagement 4.
	18. Réduire les délais dans le cycle des projets.	<b>D'ensemble:</b> PMD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PMD et CFS	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	Orange	La réduction des délais qui s'écoulent entre l'approbation des projets et leur démarrage est aujourd'hui en bonne voie, et le personnel s'emploie à les réduire davantage. La mobilisation de fonds supplémentaires à l'appui d'une conception et d'une mise en œuvre approfondies des projets constitue encore un défi.
Décentralisation au niveau des pays	19. Ouvrir d'autres bureaux de pays, conformément à la Politique et stratégie du FIDA concernant la présence dans les pays, en veillant à ce que les pouvoirs nécessaires soient délégués à ce niveau et à ce que la création et le fonctionnement des bureaux de pays respectent un rapport coût-efficacité.	<b>D'ensemble:</b> PMD, Département des services institutionnels (CSD)  <b>Mise en œuvre:</b> Groupe de coordination de la présence dans les pays, présidé par la	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	Vert	Des bureaux de pays ont été ouverts et dotés d'effectifs suffisants. Leur coût est acceptable et, selon le rapport sur la performance du portefeuille du FIDA et les évaluations des programmes de pays effectuées par IOE, des résultats positifs ont été notés au niveau des pays. La stratégie du FIDA concernant la présence dans les pays (2014-2015) a été approuvée par le Conseil d'administration au début de 2014, concernant notamment l'ouverture de 10 bureaux supplémentaires pour atteindre un total de 50 bureaux de pays. Il est prévu que d'ici à la fin de 2015 quelque 44 bureaux de pays auront été mis en place.  Le budget de l'évaluation au niveau de l'institution de l'efficience institutionnelle du FIDA et de l'efficience des opérations qu'il finance

Domaine de réforme	Principaux engagements	Responsabilité	Calendrier et rapports		État d'avancement
	20. Renforcer la gestion et la coordination des bureaux de pays, grâce notamment à l'adoption de mesures favorisant le détachement de personnel recruté au niveau international et à une délégation de pouvoirs suffisante pour un fonctionnement efficace et efficient.	Vice-Présidente adjointe, CSD  <b>D'ensemble:</b> PMD, CSD  <b>Mise en œuvre:</b> Groupe de coordination de la présence dans les pays, présidé par la Vice-Présidente adjointe, CSD	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	<b>Vert</b>	(ENI-E) relatif à la décentralisation est utilisé pour le rapport coût-efficacité de l'installation de ces bureaux de pays.  Les mesures incitatives favorisant les détachements ont été améliorées. D'ici à la fin de 2015, il est prévu d'affecter environ 21 CPP aux bureaux de pays. La délégation de pouvoirs au FIDA a été examinée et révisée. En collaboration avec les divisions régionales de PMD, la Division des services administratifs (ADM) envisage la délégation de pouvoirs dans les domaines des achats de faible valeur et de la décentralisation de la billetterie pour un certain nombre de bureaux de pays. En outre, le nouveau manuel de gestion des actifs, qui comprend une section consacrée aux bureaux de pays et aux bureaux de liaison, sera publié sous peu. L'Unité d'appui sur le terrain (FSU), qui a été créée au sein du Département des services institutionnels (CSD), fournit divers services d'appui aux bureaux de pays. FSU appuie la création de 10 autres bureaux de pays. D'autre part, elle a détaché en Afrique orientale et australe un responsable administratif régional, afin de simplifier les procédures administratives dans la région.
États fragiles	21. Adopter une approche flexible de conception des programmes et d'appui à l'exécution dans les États fragiles, l'accent étant résolument mis sur le renforcement des capacités des institutions communautaires et gouvernementales, y compris grâce à des dispositions appropriées relatives à la présence dans les pays, et à une étroite collaboration avec d'autres partenaires multilatéraux et bilatéraux.	<b>D'ensemble:</b> PMD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PMD	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	<b>Orange</b>	Les programmes appuyés par le FIDA sont moins efficaces, voire parfois inefficaces, dans les États fragiles. Une initiative prise grâce à un don accordé à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) concerne un programme pilote d'appui aux projets, dans le souci de renforcer les capacités des unités de projet et les institutions et communautés locales, et d'améliorer les politiques gouvernementales dans les États fragiles. Toutefois il reste beaucoup plus à faire pour appuyer la conception des projets, l'appui à l'exécution, le renforcement des capacités et l'analyse, afin d'améliorer la situation dans les États fragiles.  Les grandes lignes de l'approche adoptée par le FIDA en faveur des États fragiles seront décrites dans la stratégie qui sera présentée en 2016.
	22. Améliorer la qualité de la conception des programmes et de l'appui à l'exécution dans les États fragiles en conduisant une analyse approfondie des causes de fragilité.	<b>D'ensemble:</b> PMD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PMD	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	<b>Orange</b>	Une évaluation des opérations dans les États fragiles ayant été achevées a été entreprise en 2013, et IOE a terminé son évaluation au niveau de l'institution sur les États fragiles, qui a été présentée au Conseil d'administration en avril 2015. Les deux alimenteront la stratégie sur les États fragiles que le FIDA s'est engagé à présenter en 2016. En outre, le prochain rapport sur le développement rural comprend un chapitre sur les États fragiles qui permettra au FIDA de mieux comprendre les causes profondes de la fragilité et la façon d'y faire face.
	23. Simplifier les objectifs et les activités des projets dans les États fragiles.	<b>D'ensemble:</b> PMD  <b>Mise en œuvre:</b>	En cours - RIDE, une fois/an	<b>Orange</b>	PMD s'emploie à porter dans les processus d'assurance qualité et d'amélioration de la qualité une attention particulière à l'inclusion d'indicateurs de performance vérifiables et simples pour les projets dans

Domaine de réforme	Principaux engagements	Responsabilité	Calendrier et rapports		État d'avancement
	24. Appliquer systématiquement une approche de gestion des risques, y compris la sécurité de la main-d'œuvre, dans le cadre des programmes mis en œuvre dans des États fragiles.	Directeurs de PMD <b>D'ensemble:</b> PMD <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PMD	- EMP de FIDA9 En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	Orange	les États fragiles. Le FIDA procède désormais à une évaluation plus poussée de la gestion des risques dans les États fragiles, mais cette évaluation manque encore de rigueur. Il conviendra d'étudier la possibilité de nouer des partenariats avec d'autres organisations. En ce qui concerne la sécurité de la main-d'œuvre, le FIDA applique les directives du système des Nations Unies.
Systèmes nationaux de suivi-évaluation	25. Renforcer les systèmes nationaux de suivi-évaluation en développant les capacités du personnel de gestion des projets et des partenaires d'exécution, en particulier lors du démarrage et durant la phase initiale de mise en œuvre, grâce à la participation systématique de spécialistes de S&E aux missions de conception et de supervision.	<b>D'ensemble:</b> PMD <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de SPA et PMD	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	Orange	En phase de démarrage, mais trop peu de progrès ont été accomplis au regard de l'ampleur du problème. Le FIDA accorde une attention croissante au S&E et aux capacités dans ce domaine au niveau des projets, bien qu'il soit nécessaire de redoubler d'efforts pour assurer le partage des savoirs et de simplifier les outils de S&E. Au siège, des capacités internes en matière de S&E et d'évaluation de l'impact existent désormais. Un avant-projet de directives pour l'évaluation de l'impact a été préparé. Il met davantage l'accent sur l'intégration des systèmes de S&E des projets du FIDA dans le cadre plus large des systèmes nationaux de S&E, tout en jetant les bases de l'évaluation de l'impact au niveau des projets.
Coopération Sud-Sud et triangulaire	26. Établir une fonction de coordination institutionnelle dotée des ressources suffisantes pour que la coopération Sud-Sud et triangulaire soit abordée de manière stratégique, soit largement intégrée à tous les programmes de pays et repose sur des données solides.	<b>D'ensemble:</b> SKD <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PMD et SKD	2013 - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	Vert	Grâce au financement de l'III, des informations sur la stratégie et l'expérience du FIDA en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire sont diffusées sur le site intranet du FIDA et sur internet. Le Fonds s'est imposé dans les instances mondiales portant sur cette question – notamment grâce à l'articulation entre la coopération Sud-Sud et triangulaire et la priorité accordée à la reproduction à plus grande échelle, ainsi qu'à la mobilisation du personnel des projets au service des activités de partage et d'apprentissage. Les divisions régionales prennent l'initiative, notamment en mobilisant des dons à l'appui de la coopération Sud-Sud et triangulaire et en collaborant avec des centres nationaux afin de promouvoir la coopération Sud-Sud et triangulaire bilatérale et multilatérale. Le 7 juillet 2015, le FIDA a organisé une table ronde pour examiner et partager des approches novatrices visant à faciliter la coopération Sud-Sud. Au nombre des participants à la réunion figuraient des représentants d'institutions de développement, des bénéficiaires de dons du FIDA, des représentants des États membres et des membres du personnel du Fonds.
	27. Mettre en place les mesures d'incitation nécessaires pour que le personnel recherche activement et encourage la coopération Sud-Sud et triangulaire.	<b>D'ensemble:</b> SKD <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de SKD et PMD	2013 - RIDE 2013 - EMP de FIDA9	Vert	Voir les observations ci-dessus concernant l'engagement 26.
Partenariats et sensibilisation	28. Privilégier les partenariats stratégiques à long terme, en	<b>D'ensemble:</b> SKD	En cours - RIDE, une	Vert	Aux côtés de la FAO et du PAM, le FIDA apporte son concours au Secrétariat du CSA; l'encadrement et le personnel technique du FIDA ne

Domaine de réforme	Principaux engagements	Responsabilité	Calendrier et rapports	État d'avancement
	particulier avec la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM), afin de favoriser le succès du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), de renforcer la programmation par pays, et d'accroître l'efficacité grâce à des initiatives conjointes de prestation de services.	<b>Mise en œuvre:</b> Directeurs d'OPV, de la Division engagement et recherche à l'échelle mondiale (GER), CSD et PMD	fois/an - EMP de FIDA9	ménagent pas leurs efforts à son égard. Un fonctionnaire consacre la moitié de son activité au CSA, cette fonction étant associée au travail de suivi des politiques et d'évaluation de leur impact. Le personnel de SKD et d'autres départements ont activement collaboré avec des fonctionnaires de la FAO et du PAM à l'appui de l'obtention de certains des principaux résultats attendus du CSA en 2014, notamment les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires et un plan d'action sur la sécurité alimentaire dans des situations de crise prolongée.  En février 2013, un accord-cadre a été signé entre la FAO et le FIDA afin de faciliter l'hébergement des bureaux de pays dans les locaux de la FAO. Depuis lors, deux accords de service ont été conclus en vue de l'hébergement de bureaux de pays par la FAO (Sierra Leone et Égypte). Des tarifs préférentiels susceptibles de se traduire par des économies appréciables font actuellement l'objet de négociations conjointes au niveau des organismes ayant leur siège à Rome avec les compagnies aériennes et les alliances les plus utilisées.  Un accord institutionnel a été conclu entre le FIDA et le PAM pour parvenir à une plus grande perméabilité des échanges de données tirées de l'observation de la terre et des systèmes d'information géographique (SIG) entre les deux institutions et permettre une fourniture plus efficace de données de référence pour la conception et la surveillance des investissements du FIDA.
	29. Consolider les partenariats avec les banques multilatérales de développement, le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, les institutions bilatérales de développement, la Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural, les fondations, les ONG, les associations paysannes et le secteur privé.	<b>D'ensemble:</b> PMD, SKD, Bureau des partenariats et de la mobilisation des ressources (PRM)  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PMD et PRM	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	<b>Vert</b>  Des partenariats solides ont été établis avec la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, le Fonds de l'OPEP pour le développement international et le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) afin d'appuyer des projets de développement rural. Le FIDA est un membre actif de la Plateforme mondiale des donateurs, et il joue un rôle important dans la promotion et la défense des organisations paysannes et des ONG. À titre d'exemple, le Fonds participe activement à la gouvernance du CGIAR; il travaille en particulier à l'élaboration de modèles qui permettront de mieux adapter les dons du FIDA au CGIAR et de tirer parti de ses savoirs. Un guichet spécial intitulé "Recherche agricole pour le développement" (AR4D) a été créé dans le cadre du programme de dons du FIDA afin d'appuyer les partenariats à long terme à l'appui de recherches d'intérêt stratégique.  Le FIDA a établi des partenariats avec les banques multilatérales de développement à travers un certain nombre de groupes de travail au sein desquels les questions d'intérêt commun sont abordées: Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), efficacité en matière de développement, gestion axée sur les résultats, gestion du portefeuille.  En outre, le partenariat avec d'autres institutions financières internationales (IFI) a été renforcé. Celles-ci ont assisté en qualité d'observateurs aux consultations de FIDA10, de même que le FIDA à leurs réunions de

Domaine de réforme	Principaux engagements	Responsabilité	Calendrier et rapports	État d'avancement	État d'avancement
					reconstitution. La Stratégie du FIDA en matière de partenariat a été approuvée en septembre 2012. Des coordonnateurs ont été désignés au sein des divisions régionales. Un certain nombre d'accords de partenariat stratégique et de lettres d'intention ont été signés en 2014 et 2015 (par exemple avec la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Société andine de développement (SAD). Afin d'améliorer la gestion des partenariats, une évaluation de tous les accords de partenariat a été réalisée, dont le rapport a été présenté au Conseil d'administration en septembre 2013. Les initiatives de partenariat avec des sociétés privées telles qu'Intel et Unilever, ainsi qu'avec la Fondation MasterCard et la Fondation Bill et Melinda Gates vont de l'avant. Une formation à l'établissement de partenariats et aux techniques de communication a été mise au point et lancée afin de doter les CPP du FIDA et leurs équipes d'outils adaptés pour communiquer sur le FIDA dans différents contextes et sélectionner des partenaires stratégiques, entrer en contact, cultiver et maintenir les liens avec eux.
	30. Participer de manière plus intensive aux forums de décision et de plaider à l'échelle mondiale, comme le G20, qui jouent un rôle majeur dans l'édification de l'architecture internationale du développement.	<b>D'ensemble:</b> SKD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de SKD et d'OPV	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	<b>Vert</b>	Depuis 2013, le FIDA a suivi une approche stratégique visant à renforcer sa participation aux processus internationaux d'élaboration des politiques approuvés par le Comité exécutif de gestion. En 2014, un plan annuel pour les initiatives institutionnelles dans ce domaine a été élaboré, approuvé par l'équipe de direction, et mis en œuvre. L'accent a été principalement mis sur la participation du FIDA au processus du programme de développement pour l'après-2015, avec le soutien d'un groupe de travail interdépartemental dirigé par le Président et coordonné par SKD. La contribution du FIDA à ce débat, en particulier dans le contexte du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable de l'Assemblée générale des Nations Unies, a été bien accueillie par les États membres et s'est avérée très influente. Tout au long de l'année, le FIDA a également participé au Groupe de travail du G20 sur le développement, au sein duquel il a réussi à élargir le débat sur un éventail de questions allant de la sécurité alimentaire à l'inclusion financière, en mettant un accent particulier sur la gestion des risques et les envois de fonds. En outre, le FIDA participe activement aux principales instances mondiales telles que la cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V), le Pacte mondial, l'Assemblée générale des Nations Unies, les processus de reconstitution de diverses IFI, etc. Depuis 2012, le FIDA a considérablement intensifié son engagement et sa visibilité dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et il est devenu membre de l'Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face aux changements climatiques.

Domaine de réforme	Principaux engagements	Responsabilité	Calendrier et rapports		État d'avancement
	31. Identifier de nouvelles initiatives de plaidoyer pertinentes et à fort potentiel de portée mondiale et y participer de manière plus intensive.	<b>D'ensemble:</b> PMD, SKD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de SKD, PMD et d'OPV	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	Vert	Des efforts sont actuellement déployés pour identifier et entreprendre de nouvelles initiatives de plaidoyer de portée mondiale en complément de celles qui sont énumérées au point 30 ci-dessus.
	32. Appuyer les efforts visant à élargir les perspectives de concertation sur les politiques, au niveau mondial et national, concernant l'agriculture paysanne, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la lutte contre la pauvreté rurale, en particulier pour les ruraux pauvres et les organisations paysannes.	<b>D'ensemble:</b> SKD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de SKD et PTA	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	Vert	Le FIDA n'a cessé de plaider pour faire entendre la voix des populations rurales et des agriculteurs pauvres dans les forums internationaux auxquels il participe. À cet égard, on peut citer en particulier, au titre de l'année 2014, le CSA, le processus de l'après-2015 et la Conférence mondiale sur les peuples autochtones.
<b>2. Améliorer l'efficacité et l'efficience institutionnelles du FIDA</b>					
Efficience institutionnelle	33. Mettre en place un système adapté et rationnel d'enregistrement du temps de travail du personnel afin d'évaluer le coût d'ensemble des principaux processus opérationnels et activités.	<b>D'ensemble:</b> Unité du budget et du développement organisationnel (BOD), CSD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs du FIDA	2013 - RIDE 2013 - EMP de FIDA9	Vert	<p>Suite à une consultation interdépartementale sur différentes options pour un système approprié d'enregistrement du temps de travail et à un examen des systèmes utilisés dans des organisations similaires, un accord a été conclu sur une approche qui permettra au FIDA de fournir au niveau de l'institution un système de prévision de la répartition des activités de son personnel au début de l'année, avec la possibilité de réviser ces prévisions en cours d'année. Le système permettra une plus grande clarté dans la gestion du coût d'ensemble des principaux processus opérationnels et activités (y compris les dépenses de personnel) et offrira une meilleure information sur la manière dont les dépenses de personnel sont réparties entre les projets et les principaux processus opérationnels (c'est-à-dire la conception, la mise en œuvre, la gestion des programmes de pays, etc.), en particulier ceux qui sont liés à l'exécution du programme de prêts et dons. Ces données fourniront des informations essentielles pour l'exercice annuel de planification stratégique pour le personnel et l'affectation des ressources.</p> <p>La solution s'appuie sur le processus de préparation du budget existant pour la répartition des dépenses de chaque membre du personnel entre les différentes activités et recueil des données par membre du personnel, centre de coûts, activité et projet, ce qui offre la possibilité d'établir des rapports de gestion de portée pratique. Il sera mis en place grâce au progiciel PeopleSoft du FIDA, en mettant à profit les systèmes qui sont déjà utilisés dans le cycle budgétaire ordinaire.</p> <p>L'approche fait actuellement l'objet d'une expérimentation dans le cadre du cycle budgétaire de 2015, et les résultats préliminaires seront analysés à</p>

Domaine de réforme	Principaux engagements	Responsabilité	Calendrier et rapports		État d'avancement
					la suite de l'examen à mi-parcours.
	34. Développer des indicateurs et des indices de référence pour l'efficacité des principaux processus opérationnels de façon à mieux identifier les possibilités de rationalisation et de réduction des coûts.	<b>D'ensemble:</b> SKD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeur de SPA	2013 - RIDE 2013 - EMP de FIDA9	<b>Vert</b>	L'équipe de direction a entériné un cadre de mesure de l'efficacité des processus opérationnels qui contient des indicateurs clés de performance des coûts, de la productivité, du respect des délais et de la qualité des principaux processus opérationnels du FIDA. La présentation d'informations sur ces indicateurs a été prise en compte dans la planification annuelle et les rapports trimestriels sur la performance des responsables des différents processus opérationnels (divisions) et sera affinée à l'avenir.
	35. Rechercher, de concert avec le Conseil d'administration, des solutions pour réduire les coûts liés au fonctionnement des organes directeurs du FIDA.	<b>D'ensemble:</b> SEC  <b>Mise en œuvre:</b> Secrétaire du FIDA	2013 - RIDE 2013 - EMP de FIDA9	<b>Vert</b>	À sa cent treizième session, le Conseil d'administration s'est félicité des gains significatifs d'efficacité réalisés par le FIDA en termes de réduction de la longueur des documents et des coûts de production associés, résultant des mesures approuvées par le Conseil à ses cent septième et cent dixième sessions et visant à remplir les engagements de FIDA9 au titre du groupe 4. Ils ont également appuyé fermement les mesures en cours d'exécution, notamment le mécanisme de recouvrement des coûts, afin d'améliorer le respect des dates limites de soumission de la documentation au Bureau du Secrétaire, ce qui s'est traduit par une plus grande ponctualité dans la transmission aux organes directeurs.
	36. Intégrer les recommandations issues de l'évaluation au niveau de l'institution de l'efficacité du FIDA dans le Programme de changement et de réforme, et renforcer en conséquence les indicateurs destinés à mesurer la performance par rapport à l'efficacité, y compris les ratios d'efficacité du FIDA.	<b>D'ensemble:</b> OPV  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs du FIDA	2013 - RIDE 2013 - EMP de FIDA9	<b>Vert</b>	Pour donner suite à l'ENI-E, le FIDA a élaboré un plan d'action consolidé qui a été présenté au Conseil d'administration en septembre 2013 (EB 2013/109/R.12). Ce plan d'action traite aussi bien des engagements pris au titre de la Consultation sur FIDA9 que des recommandations de l'ENI-E. Plusieurs mesures qui donnent suite aux recommandations de l'ENI-E ont été prises pour assurer la continuité du Programme de changement et de réforme arrêté pendant FIDA9 en cours d'exécution, et le renforcent. Le Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA) rend compte de l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan d'action consolidé, et les résultats obtenus seront présentés au Comité de l'évaluation et au Conseil d'administration dans le RIDE.
	37. Rationaliser les processus et les flux de travail du Fonds grâce à l'adoption de technologies améliorées de l'information et des communications.	<b>D'ensemble:</b> CSD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs du FIDA	2013 - RIDE 2013 - EMP de FIDA9	<b>Vert</b>	La Division des technologies de l'information et des communications (ICT) continue à appuyer et à encadrer les initiatives visant à rationaliser les processus et les flux de travail du Fonds. À ce jour, ICT a accompli des progrès dans un certain nombre de domaines clés: elle a collaboré avec PMD pour achever l'élaboration du système de suivi des rapports d'audit des dons et mis en place un tableau de bord des opérations d'aide à la décision et le SAFP qui doivent faire l'objet de tests avec les principaux usagers de PMD.  En outre, la mise au point du Système prêts et dons (SPD) 1.5 et de l'entrepôt de données de SPD 1.5 a été achevée et livrée. L'appel d'offres pour les activités de développement de la phase 2 a été lancé: le portail de l'emprunteur.



Domaine de réforme	Principaux engagements	Responsabilité	Calendrier et rapports	État d'avancement	État d'avancement
					<p>L'exécution de trois projets de l'ENI-E visant à une plus grande efficacité des processus des ressources humaines au niveau de l'institution progresse conformément aux prévisions. Des améliorations ont été apportées au système de gestion des absences et les systèmes d'eRecruitment et d'eRPA sont en cours d'amélioration.</p> <p>La division est également sur la bonne voie pour fournir un appui enrichi et systématique aux bureaux de pays du FIDA. La phase 1 du projet de vidéoconférence des bureaux de pays a été achevée, et 22 de ces bureaux sont désormais dotés d'équipements de vidéoconférence. La phase 2 est en cours. Elle vise à équiper les petits bureaux d'ici à la fin de l'année.</p>
	<p>38. Évaluer la valeur ajoutée des processus opérationnels ainsi que l'opportunité d'opter pour des modalités alternatives plus rentables, notamment sous la forme d'initiatives conjointes de prestation de services avec les autres organisations ayant leur siège à Rome.</p>	<p><b>D'ensemble:</b> CSD</p> <p><b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de CSD et du Département des opérations financières (FOD)</p>	<p>2013</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- RIDE 2013</li> <li>- EMP de FIDA9</li> </ul>	<p>Vert</p>	<p>La politique du FIDA en matière de voyages ainsi que les procédures y relatives ont été revues, et des recommandations permettant des gains d'efficacité ont été mis en œuvre. Elles englobent un système d'authentification unique, qui permet aux utilisateurs de se connecter à un seul module institutionnel de voyage, ainsi que la création automatisée de rapports sur les frais de voyage. L'intégration entre le logiciel PeopleSoft et le Département de la sûreté et de la sécurité a été poursuivie afin que les données saisies dans PeopleSoft soient automatiquement préremplies dans les champs du site web du Département de la sûreté et de la sécurité.</p> <p>En outre, la politique et les procédures relatives aux voyages ainsi que les contrats avec l'agence de voyages sont constamment passés en revue en étroite concertation avec les autres organisations ayant leur siège à Rome et avec les membres du Réseau interinstitutions Voyages. Un nouveau contrat de voyage global a été signé durant le premier trimestre de 2015. Il comprend plusieurs fonctionnalités à valeur ajoutée telles que la possibilité d'une nouvelle décentralisation de la billetterie pour les bureaux de pays, des durées de réservation étendues et l'inclusion de services améliorés dans les frais de transaction.</p> <p>À la suite d'un appel d'offres conjoint, les organisations ayant leur siège à Rome ont réussi à mettre en place des cartes de carburant pour remplacer les bons de carburant sur support papier utilisés jusqu'alors. Ce changement a permis d'améliorer l'efficacité administrative en réduisant la nécessité de traiter manuellement ces bons. En outre, ces cartes ont permis de limiter le risque d'utilisation abusive des privilèges dont jouit le personnel du Fonds.</p> <p>Conformément aux pratiques en usage dans certaines organisations internationales, un forfait pour frais d'expédition des effets personnels a été mis en place – réduisant ainsi la nécessité de solliciter des devis de transport au coup par coup.</p> <p>La subdélégation aux directeurs des divisions du pouvoir d'effectuer des achats de faible valeur, jusqu'à concurrence de 10 000 EUR, ainsi que la poursuite de la simplification des directives du FIDA relatives à la passation des marchés permettront d'améliorer l'efficacité administrative</p>

Domaine de réforme	Principaux engagements	Responsabilité	Calendrier et rapports		État d'avancement
					<p>en éliminant les phases de transaction pour les achats de faible valeur qui ne présentent guère de risques.</p> <p>La décentralisation des achats de faible valeur a été déployée avec succès au premier et deuxième trimestre de 2015. Au deuxième trimestre de 2013, les processus fonctionnels relatifs à la gestion des dossiers, aux archives et à la bibliothèque ont fait l'objet d'un examen approfondi. Il s'est ensuivi le transfert des activités de la bibliothèque à SKD et l'élaboration d'un plan d'action pour donner suite aux principales recommandations. L'exécution des tâches concernant les factures a été rationalisée par ADM et CFS dans le courant du deuxième trimestre de 2015.</p> <p>Compte tenu des bons résultats obtenus par l'Équipe chargée des achats communs des organisations ayant leur siège à Rome, cette initiative a été élevée au rang de stratégie en adoptant le principe qui consiste à désigner un organisme chef de file pour les appels d'offres conjoints. Le FIDA a assumé le rôle de chef de file de la passation des marchés publics aux fins de la planification et de l'établissement de rapports.</p> <p>CFS a pris diverses initiatives pour la rationalisation et l'automatisation, mais plusieurs d'entre elles doivent être soumises au Comité sur la gouvernance des technologies de l'information pour ce qui est du financement et de l'affectation des ressources. Des ressources internes/externes devront également être allouées pour promouvoir, en particulier, d'autres questions dans ce domaine telles que la comptabilité et les paiements, pour lesquels des discussions sont en cours entre les unités concernées.</p>
	39. Rendre compte aux organes directeurs, dans le cadre du Rapport annuel sur l'efficacité du FIDA en matière de développement, des progrès accomplis au regard des cibles d'efficacité fixées pour FIDA9, y compris les économies réalisées.	<p><b>D'ensemble:</b> SKD</p> <p><b>Mise en œuvre:</b> Directeur de SPA</p>	À partir de 2013	Vert	<p>Les données sur les indicateurs du CMR ont été intégrées dans le RIDE.</p>
Réforme des ressources humaines	40. Consolider et approfondir les réformes achevées durant FIDA8.	<p><b>D'ensemble:</b> CSD</p> <p><b>Mise en œuvre:</b> Directeur de la Division des ressources humaines (HRD)</p>	<p>En cours</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- RIDE, une fois/an</li> <li>- EMP de FIDA9</li> </ul>	Vert	<p>Il a été reconnu, bien que les principaux engagements de réforme souscrits pour la période FIDA8 aient été réalisés (audit des fonctions et plan stratégique pour le personnel, mise à jour des règles et procédures relatives au personnel, renforcement de la plateforme des ressources humaines chargée des bureaux de pays, révision du système d'évaluation de la performance, orientation du programme d'apprentissage et de perfectionnement en fonction des besoins stratégiques, création du Bureau de la déontologie, amélioration de la rotation du personnel, automatisation des procédures relatives aux ressources humaines, et amélioration de la communication avec le personnel, notamment), que les travaux ne sont pas achevés pour deux raisons: a) les efforts entrepris pour consolider et approfondir ces réformes devront nécessairement se poursuivre dans le</p>

Domaine de réforme	Principaux engagements	Responsabilité	Calendrier et rapports	État d'avancement
				<p>cadre du processus d'amélioration continue; et b) il faut maintenant faire en sorte que ces réformes soient pleinement intégrées dans les activités quotidiennes du FIDA. Le travail est donc en cours dans ces domaines. La mise en œuvre du plan d'action sur les résultats du Sondage mondial du personnel de 2012 a été une partie essentielle de l'engagement en faveur de la consolidation de la réforme des ressources humaines dans le cadre des processus et procédures du FIDA, et des résultats concrets ont été produits, améliorant considérablement le moral et la satisfaction du personnel, comme le montrent les résultats du Sondage mondial du personnel de 2014. Le FIDA s'attelle maintenant à la mise en œuvre du plan d'action relatif aux résultats du Sondage mondial du personnel de 2014, en mettant l'accent sur les perspectives de carrière et la reconnaissance de la performance, l'efficacité des processus, l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, le leadership et la gestion des personnes. Grâce à la coordination générale de HRD, les promoteurs et les responsables de projet ont mis en place des groupes de travail dans leurs différents domaines d'intervention et établi des chartes des projets comportant des objectifs, des responsabilités et des échéanciers clairs. Le 12 juin, tous les membres du personnel ont été invités à un déjeuner informel afin de partager une mise à jour des progrès accomplis, de donner leur point de vue et d'apporter leur contribution. Alors que les premiers résultats concrets sont attendus d'ici à la fin de 2015, certaines actions ne seront achevées qu'en 2016. Les améliorations dans ces domaines permettront même au FIDA de consolider et d'approfondir les réformes menées à terme au titre de FIDA8.</p>
	<p>41. Doter le FIDA des outils et ressources nécessaires pour promouvoir tant les compétences en matière de parité hommes-femmes et d'égalité des sexes dans ses politiques de gestion des ressources humaines que l'équilibre hommes-femmes et une répartition géographique équitable dans sa dotation en effectifs.</p>	<p><b>D'ensemble:</b> CSD</p> <p><b>Mise en œuvre:</b> Directeur de HRD</p>	<p>En cours</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- RIDE, une fois/an</li> <li>- EMP de FIDA9</li> </ul>	<p style="color: green; text-align: center;">Vert</p> <p>Une formation a été élaborée et est actuellement dispensée au siège et sur le terrain, en collaboration avec le groupe thématique du FIDA sur la question sexospécifique, afin de sensibiliser davantage le personnel au rôle de la problématique hommes-femmes et à ses répercussions sur le succès des activités de développement rural, et d'encourager la reconnaissance et la prise en considération sur le lieu de travail des questions d'égalité entre les sexes et des meilleures pratiques en la matière.</p> <p>Le cours pilote sur l'accès des femmes aux postes de responsabilité a remporté un vif succès, avec la participation du conseiller principal du FIDA chargé de la problématique hommes-femmes. Les participants ont décidé de créer un réseau de femmes exerçant des responsabilités et de collaborer afin de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. HRD analysera cette expérience pilote et la reproduira.</p> <p>Les prescriptions en matière de parité hommes-femmes et de répartition géographique sont intégrées dans les politiques relatives aux ressources humaines chaque fois que ces dernières sont révisées.</p> <p>La version améliorée du cadre de compétences, qui a été élaborée en étroite consultation avec le groupe thématique du FIDA sur la problématique hommes-femmes et qui englobe l'égalité des sexes et</p>

Domaine de réforme	Principaux engagements	Responsabilité	Calendrier et rapports	État	État d'avancement
					<p>l'autonomisation des femmes, a été pleinement mise en œuvre dans le cadre du processus de gestion de la performance et intégrée dans le processus de recrutement et dans les activités de perfectionnement du personnel. En particulier, le processus de sélection du personnel a été passé en revue, et des modifications ont été apportées afin de renforcer l'attention accordée à une répartition équitable entre hommes et femmes.</p> <p>HRD participe activement aux petits déjeuners consacrés à des discussions sur l'égalité des sexes, afin de trouver des idées sur d'autres possibilités de promouvoir l'égalité des sexes dans les politiques du FIDA en matière de ressources humaines, d'améliorer l'équilibre hommes-femmes et de garantir une répartition géographique équitable du personnel.</p>
	<p>42. Continuer, tout en maintenant l'alignement sur le régime commun des Nations Unies, à explorer la possibilité d'instaurer un système flexible de rémunération et de prestations au FIDA afin de garantir, comme moyen d'atteindre les objectifs d'efficacité institutionnelle, que soient mis en place des niveaux de rémunération appropriés et des systèmes de récompense fondés sur la performance pour tout le personnel du FIDA. Cela nécessiterait, entre autres, de participer activement, en 2011-2012, au Comité local d'enquête de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) sur les conditions d'emploi à Rome sur la question des salaires des services généraux, d'exhorter la CFPI à garantir aux cadres des niveaux de rémunération appropriés et de tester, en collaboration avec la CFPI, un modèle de rémunération fondée sur la performance.</p>	<p><b>D'ensemble:</b> CSD</p> <p><b>Mise en œuvre:</b> Directeur de HRD</p>	<p>En cours</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- RIDE, une fois/an</li> <li>- EMP de FIDA9</li> </ul>	Vert	<p>L'enquête sur les conditions d'emploi du personnel des services généraux au niveau local est achevée et ses résultats sont mis en application. Le barème des traitements du personnel des services généraux a été réduit de 9,2% pour les nouveaux arrivants, et les traitements des agents des services généraux déjà en poste ont été gelés jusqu'à ce que le nouveau barème finisse par rattraper l'ancien.</p> <p>Un dispositif de récompense et de reconnaissance du personnel, notamment monétaire et non monétaire a maintenant été mis en œuvre avec succès pour deux ans. Les résultats du Sondage mondial du personnel de 2014 confirment une appréciation générale du dispositif de récompense et de reconnaissance. Alors que le Sondage mondial du personnel de 2012 indiquait que 20% seulement des agents estimaient que le FIDA récompensait de manière adéquate le personnel pour encourager les bonnes performances, en 2014, ils étaient 43% à exprimer une opinion favorable sur cette question. En 2012, 16% seulement des membres du personnel estimaient que le FIDA récompensait de manière adéquate la performance, tandis qu'en 2014 ils étaient 36% à exprimer une opinion favorable. Ces résultats indiquent clairement, comme d'autres, qu'il y a eu une nette amélioration de l'opinion que le personnel se fait des mécanismes de récompense et de reconnaissance que l'organisation a mis en place. Suite à une analyse de la première évaluation, le FIDA a opéré en 2015 des ajustements, afin de transformer une partie du financement des éléments non monétaires en primes de voyage, tout en conservant la structure globale du mécanisme.</p> <p>En juin 2015, le FIDA a participé à l'atelier des Nations Unies sur la gestion de la performance, afin de déterminer les bonnes pratiques susceptibles d'être partagées par l'ensemble du système des Nations Unies et d'apporter une contribution au plan stratégique du Comité de haut niveau sur la gestion pour 2013-2016, qui définit la gestion de la performance comme une priorité. Le FIDA est l'une des deux organisations qui ont mis en œuvre un système complet de récompense et de reconnaissance, y compris monétaire et non monétaire, et la seule qui ait lié son modèle de récompense au processus de gestion de la performance.</p>

Domaine de réforme	Principaux engagements	Responsabilité	Calendrier et rapports		État d'avancement
					La CFPI a entrepris en 2013 un examen approfondi de l'ensemble des prestations du régime commun des Nations Unies, dont les résultats définitifs seront présentés à l'Assemblée générale fin 2015. Le FIDA participe activement à ces travaux, et il a notamment accueilli dans ses locaux la soixante-dix-neuvième session de la CFPI en juillet 2014. Le FIDA est également représenté au sein des groupes de travail de la CFPI, du groupe stratégique du Comité de haut niveau du Conseil des chefs de secrétariat sur la gestion et du Réseau Ressources humaines.
<b>3. Renforcer la capacité et la gestion financières du FIDA</b>					
Le modèle financier du FIDA	43. Mettre en place, le 1 <sup>er</sup> janvier 2013, un modèle financier renforcé reposant sur le principe du flux de trésorerie durable. À cette fin, les capacités de la Division des services de trésorerie seront renforcées et un examen du modèle financier actuel sera conduit afin d'améliorer la flexibilité, la solidité et l'alignement sur les modèles de projection financière utilisés par d'autres institutions financières internationales.	<b>D'ensemble:</b> FOD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de FOD	2013 - Comité d'audit - Conseil d'administration, session d'avril 2013 - EMP de FIDA9	<b>Vert</b>	Un modèle fondé sur le principe du flux de trésorerie durable a été mis au point. Il a été vérifié (par le Commissaire aux comptes) et les procédures connexes ont été consignées par écrit.
	44. Soumettre au Conseil d'administration une proposition concernant le recours futur au pouvoir d'engagement anticipé, une fois pleinement appliqué le principe du flux de trésorerie durable. Jusque-là, les modalités de recours, de compte rendu et d'approbation s'agissant du pouvoir d'engagement anticipé resteront inchangées.	<b>D'ensemble:</b> FOD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de FOD	2013 - Proposition soumise au Comité d'audit - Conseil d'administration en 2013	<b>Vert</b>	La méthodologie du flux de trésorerie durable a été mise au point et approuvée par le Conseil d'administration en avril 2013.
	45. Soumettre au Conseil d'administration une proposition concernant la manière dont la responsabilité de la compensation pour la charge du principal non recouvré découlant de l'adoption du Cadre pour la	<b>D'ensemble:</b> FOD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de FOD	2013 - Proposition soumise au Comité d'audit - Conseil d'administration en 2013	<b>Vert</b>	La méthodologie du CSD a été élaborée, un rapport a été rédigé et la version actualisée a été examinée par le Comité d'audit en novembre 2013, puis entérinée par le Conseil d'administration en décembre 2013 afin d'être soumise à la Consultation sur FIDA10 en octobre 2014 et à la session du Conseil des gouverneurs en février 2015.

Domaine de réforme	Principaux engagements	Responsabilité	Calendrier et rapports		État d'avancement
	soutenabilité de la dette (CSD) sera gérée à compter de FIDA10.				
Mobilisation de ressources internes	46. Augmenter les ressources internes disponibles en appui au programme de prêts et dons du FIDA durant la période de FIDA9, conformément à la décision prise par le Conseil d'administration, à sa cent quatrième session, de mener en 2012 un examen exhaustif des Principes et critères du FIDA en matière de prêts, et d'aligner autant que possible les conditions de prêt du FIDA sur celles de l'Association internationale de développement et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, en tenant compte de la spécificité du FIDA telle qu'énoncée dans l'Accord portant création du FIDA.	<b>D'ensemble:</b> FOD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de FOD et du Bureau du Conseiller juridique (LEG)	À partir de 2013 - Proposition soumise au Conseil d'administration en 2012	Vert	Un examen exhaustif a été entrepris et un document a été rédigé et entériné par le Conseil d'administration en décembre 2012, avant d'être approuvé par le Conseil des gouverneurs en février 2013.
	47. Accroître les ressources internes du FIDA en sollicitant le remboursement des prêts et le versement des contributions en situation d'arriéré, et en envisageant la possibilité d'un remboursement anticipé des prêts par les États membres emprunteurs intéressés.	<b>D'ensemble:</b> FOD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PRM et LEG	En cours - Proposition au Comité d'audit et au Conseil d'administration, selon qu'il convient	Orange	La possibilité d'un remboursement anticipé a été étudiée avec un certain nombre d'emprunteurs mais, en général, cette option n'a pas été retenue, car son avantage sur le plan des ressources internes ne serait pas très important. Les arriérés de prêts et de versement de contributions font rapidement l'objet de rappels. Le montant des arriérés rapporté au total des remboursements est à son plus bas niveau ces dernières années, en raison également des mesures énergiques prises pour rééchelonner la dette de trois emprunteurs.
Nouveaux donateurs souverains et modalités alternatives de financement	48. Amener des États ou des groupements d'États non membres du FIDA à contribuer et/ou devenir membres du Fonds.	<b>D'ensemble:</b> Directeurs de PRM, SEC et LEG  <b>Mise en œuvre:</b> Directeur de PRM	En cours - Proposition au Conseil des gouverneurs et au Conseil d'administration, selon qu'il convient	Vert	Vanuatu, les Tuvalu et Nauru ont rejoint le FIDA en 2013, la Fédération de Russie en 2014, et la Micronésie, le Monténégro et les Palaos en 2015. La décision de l'Australie de redevenir membre du FIDA a été suspendue par le nouveau gouvernement. La Nouvelle-Zélande a repris sa collaboration en contribuant à FIDA9. En outre, les pays suivants ont pris contact avec le FIDA ou ont été pressentis: Bélarus, Brunei, Pologne, Singapour, Slovaquie, Turkménistan et Ukraine.

Domaine de réforme	Principaux engagements	Responsabilité	Calendrier et rapports		État d'avancement
	49. Examiner la possibilité de mobiliser des fonds auprès de sources qui devront être soumises au Conseil d'administration, à condition que les accords connexes n'aient aucune incidence sur la gouvernance du Fonds.	<b>D'ensemble:</b> FOD, PRM  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PRM et LEG	En cours - Proposition soumise au Conseil d'administration, s'il y a lieu	<b>Vert</b>	D'importants travaux ont été entrepris dans le cadre de l'Initiative de mobilisation de ressources supplémentaires: contacts avec des sources de financement potentielles, contacts pris avec d'autres institutions poursuivant des objectifs analogues et, en interne, conceptualisation de modalités viables. Des négociations et des études sont en cours. Un document exposant des propositions concrètes a été présenté à la troisième session de la Consultation sur FIDA10, en octobre 2014. Les négociations avec la Banque de développement KfW ont été couronnées de succès, et elles constituent une occasion d'apprentissage enrichissante pour tous les départements concernés. Le prêt en vue de l'approbation du Conseil a été soumis en septembre 2014 et signé en novembre 2014. Le Conseil d'administration d'avril 2015 a mis en place un cadre établissant les paramètres au regard desquels le FIDA serait autorisé à emprunter uniquement auprès d'États souverains et d'institutions appuyées par un État. Le FIDA continue de tirer parti des nouveaux partenariats qu'il a noués au service de la mobilisation de ressources; il lève des financements plus importants en faveur de la lutte contre la pauvreté rurale, notamment dans le cadre des mémorandums d'accord conclus avec la Fondation Bill et Melinda Gates, Unilever et Intel Corporation; et de nouveaux partenariats sont à l'étude avec plusieurs multinationales agroalimentaires désireuses de faire davantage appel aux petits exploitants agricoles pour s'approvisionner. La recherche de moyens d'accéder aux mécanismes de panachage de la Commission européenne se poursuit (le FIDA a demandé à la Commission une évaluation de ses instruments financiers, condition préalable de l'accès à ces mécanismes).
<b>4. Améliorer le système de gestion des résultats du FIDA</b>					
Évaluation de l'impact	50. Relever le niveau de respect de l'obligation, pour les projets, de disposer d'une étude de référence avant la fin de la première année d'exécution.	<b>D'ensemble:</b> PMD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de PMD et SPA	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	<b>Vert</b>	Environ 180 projets ont à ce jour mené des enquêtes de référence. Parmi eux, 158 projets ayant démarré depuis 2004. Le FIDA prévoit d'atteindre les objectifs fixés pour la présentation de ces études (40% de l'ensemble des projets). La principale difficulté est que le budget réservé à la conception n'est pas suffisant pour financer des études de référence. Le FIDA accorde une attention croissante au S&E, bien qu'il soit nécessaire de redoubler d'efforts pour assurer le partage des savoirs et de simplifier les outils de S&E. Au siège, des capacités internes en matière de S&E et d'évaluation de l'impact existent désormais.
	51. Chercher activement à forger des partenariats avec des institutions spécialisées dans l'évaluation de l'impact, et à mobiliser des ressources afin de renforcer les capacités internes nécessaires pour effectuer/encadrer les travaux d'évaluation de l'impact.	<b>D'ensemble:</b> SKD, PMD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de SKD (SPA), PMD	En cours - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	<b>Vert</b>	Parmi les partenariats en cours, il faut citer ceux que le FIDA a noués avec le Groupe sur l'harmonisation du S&E, International Initiative for Impact Evaluation (3IE), l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), l'Université Wageningen, l'Institut royal tropical des Pays-Bas, le Centre du développement et de l'innovation (CDI), ICF International, l'Université d'East Anglia, l'Agence d'aide à la coopération technique et au développement et l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA).

Domaine de réforme	Principaux engagements	Responsabilité	Calendrier et rapports		État d'avancement
	52. Présenter au Conseil d'administration une note d'information sur les méthodologies auxquelles aura recours le FIDA pour mener les évaluations de l'impact et mesurer les nouveaux indicateurs du niveau d'impact introduits dans le CMR 2013-2015.	<b>D'ensemble:</b> SKD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeur de SPA	Décembre 2012 - Document soumis au Conseil d'administration en décembre 2012	<b>Vert</b>	Achevé.
	53. Conduire, durant la période de FIDA9, une trentaine d'études d'impact, synthétiser leurs résultats et en rendre compte. Pour trois à six de ces études, on utilisera la méthodologie des essais aléatoires contrôlés ou autres méthodologies tout aussi rigoureuses en fonction des possibilités de partage des coûts et de l'intérêt et de la disponibilité d'institutions spécialisées à appuyer ce type de travaux.	<b>D'ensemble:</b> SKD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeur de SPA	À partir de 2013 - Présentation d'un rapport sur les effets obtenus par le FIDA au Conseil d'administration à partir de 2014	<b>Vert</b>	Une analyse de la série d'études menées dans le cadre du SYGRI a été effectuée afin de sélectionner les 24 projets qui feront l'objet d'une évaluation de l'impact ex post. Six projets ont été retenus pour participer à des essais aléatoires contrôlés, dans le cadre du volet thématique sur l'innovation agricole de l'initiative 3IE (financé par le Ministère du développement international du Royaume-Uni [DFID] et la Fondation Bill et Melinda Gates à hauteur de 10 millions d'USD). Les 24 évaluations ex post sont menées en partenariat avec des institutions de recherche de renommée internationale (IFPRI, Université Wageningen, Université d'East Anglia, ICF International et 3IE). En outre, la mise au point de la méthode d'estimation du nombre de bénéficiaires étant sortis de la pauvreté a été menée à terme. À cette fin, 14 évaluations internes de l'impact ont été menées par le Groupe d'évaluation de l'impact et SPA, afin d'élargir la base de données factuelles pour atteindre l'objectif de l'institution de sortir de la pauvreté 80 millions de bénéficiaires. Un appui est également apporté pour la conception des essais aléatoires contrôlés dans le cadre de l'ASAP. Un séminaire informel de présentation de l'initiative en faveur d'une évaluation de l'impact de FIDA9 et des résultats préliminaires au Conseil d'administration est prévu pour le 15 décembre.
Communication des résultats	54. Revoir et consolider les mécanismes de communication des résultats aux organes directeurs, dans une optique de rapports plus succincts présentant essentiellement l'impact et les résultats obtenus.	<b>D'ensemble:</b> SKD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeur de SPA	Avril 2013 Proposition soumise au Conseil d'administration en avril 2013	<b>Vert</b>	Achevé. Le Conseil d'administration a entériné les propositions de la direction visant à consolider les mécanismes de communication des résultats aux organes directeurs en septembre 2012.
	55. Rendre compte, une fois l'an, au Conseil d'administration et au Comité de l'évaluation, de la performance sur la base des indicateurs et des objectifs du CMR 2013-2015, dans le cadre	<b>D'ensemble:</b> SKD  <b>Mise en œuvre:</b> Directeurs de SPA et PMD	À partir de 2013 - RIDE, une fois/an - EMP de FIDA9	<b>Vert</b>	Achevé. Dans le cadre du RIDE, la performance au regard des indicateurs du CMR a été présentée sous une forme simplifiée au Conseil d'administration en décembre 2013.



Domaine de réforme	Principaux engagements	Responsabilité	Calendrier et rapports	État d'avancement
	du Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement.			
	56. Rendre compte une fois l'an au Conseil d'administration, par l'intermédiaire du Comité d'audit, des activités de gestion des risques au FIDA.	<p><b>D'ensemble:</b> Vice-Président</p> <p><b>Mise en œuvre:</b> "Champions" de la gestion des risques</p>	<p>Tous les ans</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport annuel au Comité d'audit</li> <li>- Présentation au Conseil d'administration d'un rapport annuel sur les activités de gestion des risques au FIDA</li> </ul>	<p><b>Vert</b></p> <p>Achevé. Le Conseil d'administration ayant entériné, en septembre 2012, la proposition de la direction visant à regrouper les mécanismes de communication des résultats aux organes directeurs (voir l'engagement 54), le rapport annuel sur les activités de gestion des risques au FIDA cessera d'être établi. Conformément à la politique de gestion des risques au FIDA, par le biais du Comité de gestion des risques présidé par le Vice-Président, le FIDA applique une approche dynamique de la gestion des risques – les risques institutionnels étant évalués et communiqués à la direction chaque trimestre, dans le cadre de l'examen trimestriel de la performance de l'institution.</p>

## Rapport annuel sur la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

1. L'année écoulée a été riche en initiatives visant à promouvoir l'égalité des sexes, tandis que la communauté mondiale reconnaissait les progrès accomplis depuis la signature de la Déclaration de Beijing il y a vingt ans, et les défis qu'il reste à relever. Le FIDA a également réaffirmé son engagement à maintenir l'égalité des sexes comme l'une des principales questions transversales du Cadre de gestion des résultats de FIDA10 et du prochain cadre stratégique pour 2016-2025.
  2. Le présent document est le quatrième rapport annuel sur l'égalité des sexes au FIDA. Il rend compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
- A. Résultats obtenus au regard des objectifs stratégiques**
3. Le nombre de femmes parmi les personnes qui reçoivent des services fournis par les projets appuyés par le FIDA n'a cessé de croître, passant de 28 millions en 2011 à près de 56 millions en 2014, et les femmes représentent désormais presque la moitié de tous les bénéficiaires de ces projets (voir le tableau 1). Elles demeurent les plus nombreuses dans la formation aux activités commerciales et à l'entrepreneuriat et sur les questions de gestion communautaire, et elles représentent près de la moitié des personnes qui ont reçu une formation aux pratiques de production végétale et animale. Les femmes sont aussi activement engagées dans les services financiers ruraux, tant à titre d'emprunteurs que d'épargnants.

Tableau 1  
**Nombre de personnes recevant des services fournis par des projets appuyés par le FIDA, ventilé par sexe**

<i>Mesure des résultats et sources de vérification</i>					
<i>Résultats opérationnels</i>	<i>Indicateur</i>	<i>RIDE 2012 (données de 2011)</i>	<i>RIDE 2013 (données de 2012)</i>	<i>RIDE 2014 (données de 2013)</i>	<i>RIDE 2015 (données de 2014)</i>
<i>Personnes recevant des services des projets appuyés par le FIDA</i>	Personnes recevant des services des projets appuyés par le FIDA (nombre)	59,1 millions	78,7 millions	98,6 millions	114,2 millions
	Hommes: femmes (%)	52:48	51:49	52:48	51:49
<i>Pratiques et techniques agricoles</i>	Personnes ayant reçu une formation sur les pratiques/techniques de production végétale	4,8 millions	4,5 millions	3,5 millions	2,5 millions
	Hommes: femmes (%)	64:36	55:45	51:49	49: 51
	Personnes ayant reçu une formation sur les pratiques/techniques de production animale	1,2 million	2,6 millions	2,9 millions	1 million
	Hommes: femmes (%)	55:45	56:44	57:43	52:48
<i>Services financiers ruraux</i>	Emprunteurs actifs	4,3 millions	2,5 millions	6,2 millions	4,8 millions
	Hommes: femmes (%)	31:69	26:74	41:59	31:69
	Épargnants volontaires	5 millions	5,5 millions	19 millions	20,8 millions
	Hommes: femmes (%)	32:68	29:71	28:72	45:55
<i>Microentreprise</i>	Personnes ayant reçu une formation sur les activités commerciales et l'entrepreneuriat	1,4 million	1,5 million	1,2 million	1 million
	Hommes: femmes (%)	25:75	16:84	24:76	18:82
<i>Politiques et institutions</i>	Personnes ayant reçu une formation sur la gestion communautaire	3,2 millions	2,7 millions	1,8 million	1,8 million
	Hommes: femmes (%)	25:75	16:84	24:76	18:82

Source: SYGRI.

4. Le Prix pour l'égalité entre les sexes a été lancé en 2013 par la direction du FIDA pour reconnaître les meilleurs projets en matière d'élimination des inégalités entre les sexes et d'autonomisation des femmes dans chaque région. Un événement spécial a été organisé le 25 novembre 2014, à savoir la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Les projets récompensés en 2014 étaient les suivants: Projet de développement du couloir central (Équateur) Programme de renforcement du microfinancement durable (Pakistan), Projet de gestion communautaire des bassins versants de Kirehe (Rwanda), Projet de relèvement et de réduction de la pauvreté à assise communautaire (Sierra Leone) et Projet de gestion communautaire des ressources dans le gouvernorat d'al-Dhala (Yémen).

## B. Résultats atteints au regard du plan d'exécution

5. La politique du FIDA concernant l'égalité des sexes est mise en œuvre dans cinq domaines d'action, chacun étant assorti d'indicateurs de mesure des produits spécifiques. Les domaines d'action 1 à 3 portent sur les activités de base du FIDA, tandis que les domaines d'action 4 et 5 se rapportent aux structures et ressources institutionnelles concourant à la mise en œuvre de la politique.

Domaine d'action 1: Programmes de pays et projets soutenus par le FIDA

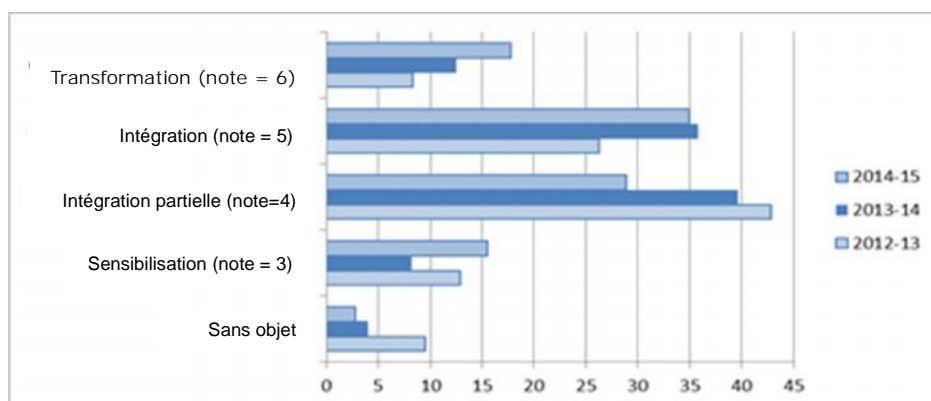
6. Les spécialistes des questions d'égalité des sexes, tant au siège qu'au niveau régional, apportent un appui technique lors de la conception et de l'exécution des programmes de pays et des projets afin de renforcer l'égalité des sexes et le ciblage de la pauvreté; à cet effet, ils participent aux missions en tant que membres de l'équipe de gestion du programme de pays et contribuent à l'examen des documents.
7. Des engagements précis ont été pris au titre de FIDA10 en vue de l'adoption d'une approche plus systématique pour le suivi de la performance des projets et le renforcement de la perspective sexospécifique du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI). Le groupe d'évaluation de l'impact et le service chargé des questions de parité hommes-femmes ont collaboré afin d'adapter le caractère multidimensionnel de l'Indice de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture (IAFA) aux besoins du FIDA, et cet indice est actuellement appliqué à titre expérimental dans certaines études d'impact et du SYGRI, ainsi qu'au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, grâce à un don du FIDA.

Indicateur 1.1: Augmentation de la proportion des prêts et des dons ayant des objectifs spécifiques d'égalité des sexes et soutenus par des allocations budgétaires claires

8. Une méthodologie a été mise au point en 2013 pour procéder à une analyse ex ante de la sensibilité à l'égalité des sexes de la valeur du portefeuille de prêts du FIDA. Chaque composante ou sous-composante de prêt est notée en fonction de l'attention portée aux questions de parité entre les sexes, en utilisant le barème sur six points en vigueur au FIDA.
9. La figure 1 présente trois ensembles de données: les résultats pour les 30 prêts (d'un montant de 829 millions d'USD) qui ont été approuvés par le Conseil d'administration entre septembre 2014 et avril 2015, ainsi que les résultats des années précédentes (34 prêts approuvés d'une valeur totale de 882 millions d'USD en 2013-2014, et 35 prêts d'une valeur totale de 825 millions d'USD en 2012-2013). Les données les plus récentes montrent que le contenu de 82% de la valeur des prêts a été jugé plutôt satisfaisant ou mieux en ce qui concerne l'égalité des sexes.

Figure 1

**Prêts approuvés entre septembre 2012 et avril 2015 – Répartition de la valeur totale en fonction de la note évaluant la prise en compte des questions de parité hommes-femmes**  
(en pourcentage de la valeur totale des prêts)



10. Alors que la proportion de la valeur totale des prêts qui peuvent être classés comme tenant compte de l'égalité des sexes<sup>1</sup> est restée stable, autour de 35%, celle qui peut être décrite comme ayant entraîné une transformation dans ce domaine<sup>2</sup> a augmenté, passant de 8% en 2012-2013 à 18% en 2014-2015. En particulier, cela reflète une approche moins discriminatoire envers les femmes pour ce qui est des liens avec les marchés et du développement des filières. En revanche, 29% de la valeur des prêts n'ont intégré que de manière partielle l'égalité des sexes<sup>3</sup> et 18% tiennent peu compte, voire pas du tout, de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. L'accroissement de la valeur des prêts classés dans la catégorie sensibilisation sur l'égalité des sexes est essentiellement le fait d'un projet pour lequel la conception de la stratégie relative à l'égalité des sexes a été reportée jusqu'à l'exécution.

Indicateur 1.2: Amélioration de la notation de l'égalité des sexes dans la conception des prêts et des dons

11. L'intégration des questions d'égalité des sexes dans la conception des projets ne cesse de se renforcer (voir le tableau 2). Au titre de FIDA9, les critères qui déterminent la note évaluant la parité des sexes ont été définis de façon plus précise afin de concentrer spécifiquement l'attention portée aux aspects relatifs à la problématique hommes-femmes dans la conception, alors que l'indicateur utilisé pour FIDA8 s'attachait aussi bien à la pauvreté qu'à l'égalité des sexes.

Tableau 2

**Prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la conception – pourcentage de projets ayant obtenu une note supérieure ou égale à 4 en appliquant les critères de FIDA9**

Indicateur	2010-2011	2013-2014	Cible 2015
Égalité entre les sexes et population cible.	86	81	90

Source: Rapport annuel sur l'assurance qualité dans les projets et programmes du FIDA.

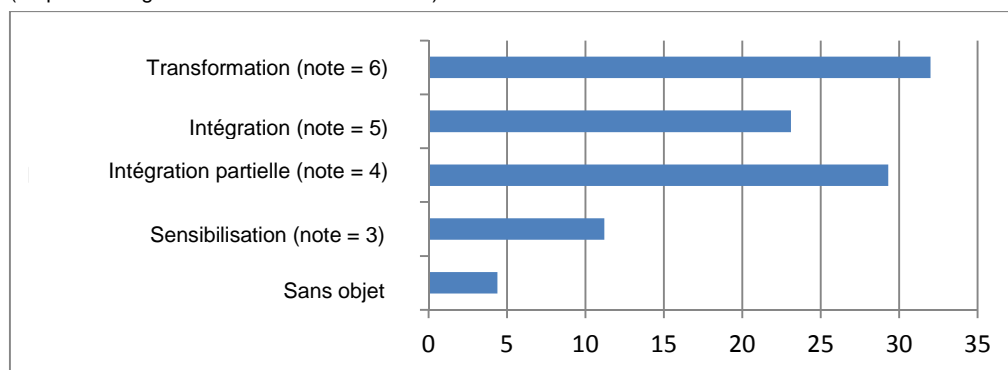
12. La figure 2 présente une analyse des inégalités entre les sexes de la valeur de 48 dons approuvés entre septembre 2014 et juillet 2015, d'un montant total de 42 millions d'USD. Presque un tiers de la valeur peut être décrite comme ayant un pouvoir de transformation de la problématique homme-femmes et 23% comme intégrant cette question. Fait intéressant, la répartition est, dans l'ensemble, semblable à celle du portefeuille de prêts. Les dons offrent la possibilité d'innover, notamment en ce qui concerne les activités visant à autonomiser les femmes, en renforçant Her Farm Radio, les produits financiers liés aux transferts de fonds, les activités agricoles et non agricoles génératrices de revenus, les organisations de femmes autochtones, et de promouvoir l'égalité entre les sexes grâce à des méthodes axées sur les ménages et la concertation avec les jeunes.

<sup>1</sup> Intégration de la problématique hommes-femmes: l'engagement en faveur de l'égalité des sexes est pleinement intégré dans les activités de la composante et transparaît dans l'allocation des ressources humaines et financières, ainsi que dans les mesures et procédures opérationnelles.

<sup>2</sup> Transformation des rapports entre les sexes: les activités n'ont pas pour seul objet de remédier aux symptômes des inégalités hommes-femmes, mais de s'attacher à transformer les normes sociales, les attitudes, les comportements et les systèmes sociaux qui en sont la cause.

<sup>3</sup> Intégration partielle de la problématique hommes-femmes: ces considérations ont été prises en compte dans un nombre limité d'aspects de la conception de la composante.

Figure 2  
**Dons approuvés entre juillet 2014 et juin 2015 – Répartition de la valeur totale en fonction de la note évaluant la prise en compte des questions de parité hommes-femmes**  
 (en pourcentage de la valeur totale des dons)



Domaine d'action 2: Le FIDA, catalyseur du plaidoyer, des partenariats et de la gestion des savoirs

13. Les partenariats, la gestion des savoirs et la communication sont essentiels pour des activités de plaidoyer et de diffusion.

Indicateur 2.1: Augmentation de l'apport du FIDA concernant les questions d'égalité des sexes dans les réunions et les publications internationales

14. Les principales activités entreprises sont les suivantes:

- L'équipe du FIDA chargée des questions de parité de la Division Afrique orientale et australe (ESA) et de la Division des politiques et du conseil technique (PTA) a joué un rôle actif dans l'organisation, en octobre, à Nairobi, d'une foire régionale de partage des savoirs de trois jours et la présentation des technologies accessibles aux femmes rurales, fruit d'un effort de collaboration entre ONU-Femmes, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le FIDA, le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Institut international pour la reconstruction rurale. Plus de 100 technologies et activités novatrices qui appuient les petites exploitantes agricoles ont été présentées, dont certaines qui traitaient d'adaptation au changement climatique et qui ont été récemment mises à l'essai dans le cadre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP). Cet événement, qui a réuni plus de 400 délégués de 20 pays, a attiré une participation de haut niveau de décideurs, d'universitaires, d'experts en développement et autres.
- Un certain nombre d'activités et de campagnes liées à Beijing + 20 ont été organisées dans le cadre et en marge de la cinquante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, à New York, en mars, notamment: la déclaration du FIDA lors du débat général; une manifestation parallèle conjointe (FAO, FIDA, Mission permanente de la Mongolie du PAM) sur l'autonomisation des femmes en vue de parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, conformément au programme de développement pour l'après-2015; une manifestation parallèle conjointe (Commission Huairou, FIDA, United Methodist Women), qui a porté sur les solutions locales novatrices mises en œuvre par les organisations féminines de base; un événement parallèle conjoint (FAO, FIDA) sur le thème "Statistiques ventilées par sexe et outils de suivi sur l'agriculture et la sécurité alimentaire"; une manifestation parallèle conjointe (FIDA, Instance internationale des femmes autochtones, ONU-Femmes), qui a célébré les réalisations des femmes et des filles autochtones et mis en évidence les obstacles qui continuent de s'opposer à la pleine réalisation de leurs droits; une manifestation parallèle

conjointe (FAO, Partenariat pour l'égalité des sexes dans l'agriculture, Forum mondial de la recherche agricole, FIDA, Organisation mondiale des agriculteurs) sur la sensibilisation aux droits des femmes à la terre et les conséquences qui en résultent pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

- Le FIDA a participé aux conférences régionales d'examen de Beijing + 20 pour l'Afrique et l'Europe, afin de discuter des progrès réalisés lors des 20 années qui se sont écoulées depuis la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, ainsi que des défis qu'il reste à relever. On notera qu'en Afrique, en particulier, les femmes demeurent plus pauvres que les hommes; les inégalités entre riches et pauvres et entre hommes et femmes ne cessent de croître; les politiques macroéconomiques sont dictées par un impératif de croissance, sans développement équitable ni respect pour les droits de l'homme; les pratiques culturelles néfastes persistent. En Europe, des efforts concertés sont déployés pour lutter contre la violence à l'égard des femmes, améliorer leur statut dans l'économie, et renforcer leur pouvoir et leur rôle dans la prise de décisions.
- Le thème de l'Exposition universelle (Expo 2015), accueillie à Milan (Italie), sur le thème "Nourrir la planète, énergie pour la vie", a débouché sur un étroit partenariat avec le système des Nations Unies. Le service du FIDA chargé des questions de parité hommes-femmes a apporté sa contribution à un atelier sur "L'égalité des sexes, la sécurité alimentaire et la microfinance" et à un séminaire technique sur le thème "Mesurer l'autonomisation des femmes rurales dans le programme de développement pour l'après-2015 en matière de sécurité alimentaire et de nutrition".

Indicateur 2.2: Mention, dans les documents clés de politique du FIDA et les produits relatifs aux savoirs, des questions d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes

15. La gestion des savoirs et la communication jouent un rôle essentiel dans l'action menée pour mettre au point des produits et des outils du savoir efficaces reposant sur des éléments probants, notamment un bulletin en ligne publié tous les deux mois, une série de 10 notes d'information régionales ou sous-régionales sur la problématique hommes-femmes et le développement rural, et le site que le FIDA consacre aux questions de parité hommes-femmes, qui donne accès à des pages régionales (<http://www.ifad.org/gender/>). Le Bulletin attire désormais de nombreuses contributions de terrain, par exemple la participation de 22 pays à un concours de photographie organisé par la Journée internationale de la femme. Ce travail a bénéficié de la collaboration entre la Division de la communication (COM) et le Département de la stratégie et des savoirs (SKD).

Indicateur 2.3: Concentration renforcée sur les questions d'égalité des sexes, dans la concertation et la reproduction à plus grande échelle

16. Les questions de parité hommes-femmes ont occupé le devant de la scène lors de la session du Conseil des gouverneurs du FIDA en 2015, lorsqu'un groupe de haut niveau a débattu du rôle de la femme dans la transformation durable du monde rural, avec des expériences de première main des partenaires du FIDA en Égypte, au Pakistan et en Afrique orientale.
17. Dans le cadre des séries de PTA sur la reproduction à plus grande échelle, une note a mis particulièrement l'accent sur la manière dont différentes approches novatrices du FIDA pour relever le défi que posent l'autonomisation économique des femmes, leur représentation et leur participation à la prise de décisions, ainsi qu'une répartition équilibrée de la charge de travail peuvent être reproduites à plus grande échelle. Ces approches offrent d'importants enseignements pour une reproduction à plus grande échelle (en démarrant souvent par une phase pilote financée par un don) et pour l'intégration d'autres composantes de projet,

notamment la production agricole, la finance rurale, l'accès aux marchés et le renforcement des capacités.

18. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a préparé un projet de recommandation générale sur les femmes rurales, en se fondant sur les observations des institutions ayant leur siège à Rome et d'ONU-Femmes. Les États parties à la Convention pourront s'en inspirer dans la préparation de leurs rapports périodiques, ainsi que le système des Nations Unies dans la promotion des droits des femmes rurales.

Indicateur 2.4: Initiatives communes plus nombreuses avec les autres institutions de développement pour les activités relatives à l'égalité des sexes

19. À l'occasion de la Journée internationale des femmes rurales, qui a lieu le 15 octobre, les délégués des États membres, le personnel des Nations Unies et des représentants de la société civile se sont réunis pour une manifestation organisée par la FAO, le FIDA, le PAM et ONU-Femmes, à New York. Ils ont débattu de la façon de rehausser la visibilité des femmes rurales dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015 par des voies novatrices, et notamment des mesures propres à rompre les cercles vicieux, comme la pauvreté, l'exclusion, la discrimination et la violence, et de comment parer au risque de leur transmission intergénérationnelle. Les participants à cette manifestation ont également reconnu que les nombreux défis que doivent relever les femmes rurales ne concernent pas que les pays en développement. En fait, il s'agit d'un problème universel que tous les pays devraient s'employer davantage à résoudre.
20. Le FIDA a accueilli la célébration de la Journée internationale de la femme, le 8 mars, conjointement organisée avec la FAO et le PAM. Plusieurs experts éminents ont apporté leur témoignage sur des interventions novatrices des organisations ayant leur siège à Rome, qui ont contribué à autonomiser les femmes, renforcé concrètement les moyens d'existence ruraux et amélioré la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La session a été suivie d'une Foire aux savoirs sur l'égalité des sexes où Bioversity International, la FAO, l'Organisation internationale de droit du développement, le FIDA, la Coalition internationale pour l'accès à la terre, le Cercle féminin des Nations Unies, le PAM et l'Organisation mondiale des agriculteurs ont présenté des expériences innovantes d'autonomisation des femmes rurales.
21. En 2012, les institutions ayant leur siège à Rome et ONU-Femmes ont élaboré un programme quinquennal conjoint pour l'accélération des progrès en faveur de l'autonomisation économique des femmes rurales. Les contributions financières des Gouvernements norvégien et suédois, par le biais du Fonds d'affectation spéciale multipartenaires, ont appuyé la mise en œuvre des activités menées au niveau des pays. Aux côtés d'ONU-Femmes, le FIDA dirige les activités menées en Éthiopie avec le concours financier du Fonds pour les objectifs de développement durable (Espagne), et il coordonne des recherches sur l'IAFA dans le cadre des activités conduites au Guatemala, au Nigéria et au Rwanda.
22. Le FIDA participe aux réunions annuelles du Réseau interinstitutions pour les femmes et l'égalité des sexes, du Groupe de travail des banques multilatérales de développement sur l'égalité des sexes des Nations Unies et du Réseau sur l'égalité hommes-femmes (GENDERNET) de l'OCDE/CAD, et il a joué un rôle actif dans les axes de travail sur les femmes rurales, les objectifs de développement durable et Beijing + 20.



Domaine d'action 3: Renforcement des capacités des partenaires d'exécution et des institutions gouvernementales

23. Le service responsable des questions de parité hommes-femmes au sein de PTA a lancé une série d'activités novatrices en matière de formation et de partage des savoirs. Des spécialistes du FIDA animent une fois par mois un petit déjeuner de travail consacré à la problématique hommes-femmes; c'est l'occasion d'étudier différents domaines thématiques dans lesquels cette problématique joue un rôle, notamment les questions foncières, les groupes d'entraide, l'élevage, la pêche artisanale, le biogaz, l'agriculture de conservation, les technologies économisant la main-d'œuvre, le ciblage, l'évaluation, les perspectives de carrière et l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.
24. Le FIDA est l'un des principaux organismes de développement qui apportent des innovations dans le domaine des technologies axées sur les ménages susceptibles d'autonomiser les familles et les groupes, de manière à ce qu'ils créent des petites exploitations et des systèmes de subsistance en milieu rural plus forts, plus résilients et plus durables. Avec le concours de fonds supplémentaires du Gouvernement japonais, le service chargé des questions de parité hommes-femmes a mis au point une boîte à outils sur les méthodologies axées sur les ménages, qui offre un guide pas à pas sur la manière de tirer parti, avec des études de cas à l'appui, des différents types d'intervention que le FIDA et d'autres organismes de développement ont utilisés avec succès. Le lancement de la boîte à outils a eu lieu en Ouganda. Le FIDA a célébré la Journée internationale des familles le 15 mai 2015 avec une session spéciale de formation sur les méthodologies axées sur les ménages. COM a appuyé ces initiatives par la production d'une infographie et d'une vidéo sur des expériences d'encadrement de ménages en Ouganda.
25. Avec l'appui des fonds de l'ASAP, les méthodologies axées sur les ménages ont été adaptées pour être utilisées dans le contexte de l'adaptation au changement climatique lors d'une session de formation avec des fonctionnaires et des membres des ONG au Malawi.
26. Dans le cadre du don en cours du FIDA, Oxfam Novib a organisé un atelier auquel ont participé les coordonnateurs pour les questions de parité hommes femmes des programmes financés par des prêts du FIDA au Nigéria, en mettant l'accent sur GALSatScale, une méthode d'autonomisation impulsée par les communautés qui vise à permettre aux femmes, comme aux hommes, d'avoir une plus grande maîtrise de leur existence et à catalyser et soutenir un mouvement durable en faveur de l'équité entre les sexes. En 2015, un nouveau programme appuyé par un don du FIDA en collaboration avec Oxfam Novib, intitulé "Intégration de méthodes axées sur les ménages dans la vulgarisation agricole, les filières et la finance rurale en Afrique subsaharienne", a été lancé. Il accordera la priorité au Burundi, à la République démocratique du Congo et au Rwanda et sera exécuté pour une durée de trois ans.
27. Les initiatives régionales et nationales lancées en 2014-2015 sont les suivantes:
  - En collaboration avec Procasur Afrique, le FIDA a organisé, en septembre, un itinéraire d'apprentissage en Ouganda, intitulé "Nouveaux outils et nouvelles approches destinés à renforcer l'égalité des sexes dans le développement des filières", qui a démontré comment une méthode communautaire telle que le Système d'apprentissage interactif entre les sexes (GALS) a été utilisée pour soutenir le développement des filières.
  - En collaboration avec Procasur Asie, le FIDA a organisé, en décembre, un itinéraire d'apprentissage au Népal sur les bonnes pratiques s'agissant de l'amélioration des moyens d'existence des populations rurales grâce au développement des petites entreprises et la gestion des ressources naturelles et des coopératives destinées à autonomiser les femmes.

- Les réseaux de pays du FIDA pour l'égalité des sexes sont bien implantés au Népal et aux Philippines, où des ateliers ont été organisés à l'intention du personnel des projets du FIDA, dans le but d'examiner les expériences ayant trait à la parité hommes-femmes dans les projets et de mettre en commun de bonnes pratiques.
- Une session de formation aux questions de parité propres au pays a eu lieu, en avril, au Nigéria pour tous les projets appuyés par le FIDA.

Indicateur 3.1: Amélioration de la notation de l'égalité des sexes à l'achèvement dans le portefeuille de prêts et dons

28. L'amélioration de la performance des projets s'est poursuivie tout au long de la période couverte par le présent rapport en ce qui concerne la question de savoir jusqu'à quel point l'attention a été accordée aux questions de parité durant la mise en œuvre des projets, si un projet a été précisément conçu pour faire face aux besoins des femmes et s'il a contribué à améliorer la situation des femmes en général.

Tableau 3

**Pourcentage de projets jugés plutôt satisfaisant ou mieux en matière d'égalité des sexes à leur achèvement**

<i>Indicateur</i>	<i>Résultats 2008-2010</i>	<i>Résultats 2011-2013</i>	<i>Cible 2015</i>
Égalité entre les sexes	91	95	90

Source: Scores des rapports d'achèvement des projets/programmes concernant les projets achevés au cours de la période considérée.

29. IOE est l'un des rares bureaux d'évaluation d'une organisation multilatérale à considérer la parité hommes-femmes comme un critère spécifique de sa méthode d'évaluation. Le Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) de 2014 avait relevé que près de 90% des projets achevés entre 2012 et 2014 avaient été notés plutôt satisfaisants ou mieux en matière de promotion de l'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes. IOE avait observé que les opérations financées par le FIDA sont en train d'avoir un impact remarquable sur la réduction de la pauvreté en milieu rural, les domaines d'intervention déterminants étant: la pertinence des projets financés par le FIDA, la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ainsi que l'innovation et la reproduction à plus grande échelle. L'évaluation du bureau régional au Kenya a révélé que celui-ci a été efficace dans l'appui aux activités menées dans toute la région, par exemple en fournissant un appui à l'exécution des projets dans des zones spécifiques en temps opportun, et par le biais du partage des savoirs et de l'élaboration des politiques sur des questions essentielles (en particulier sur la parité hommes-femmes et les régimes fonciers). ONU-Femmes a observé que l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les évaluations est un domaine relativement nouveau de la pratique de l'évaluation et a reconnu le rôle d'avant-garde que joue IOE sur cette question.

Indicateur 3.2: Augmentation du nombre et de la qualité des initiatives à l'appui de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes entreprises par les institutions gouvernementales

30. Dans le cadre du programme quinquennal conjoint pour l'accélération des progrès en faveur de l'autonomisation économique des femmes rurales, le Ministère de l'agriculture du Guatemala a reçu un appui pour le perfectionnement du personnel en ce qui concerne les questions de parité hommes-femmes et, en particulier, pour les outils d'autonomisation économique. En conséquence du travail accompli avec l'unité spéciale chargée des questions de parité, une politique en matière d'égalité des sexes a été lancée en juin.

31. Dans le cadre du Projet intégré d'appui aux moyens de subsistance dans l'État d'Uttarakhand, en Inde, un certain nombre de fédérations d'entreprises féminines interviennent dans la fourniture de rations à emporter au titre du programme intégré pour le développement de l'enfant. Cela s'est traduit non seulement par l'amélioration de la qualité, de la valeur nutritive et de la fourniture en temps utile des rations, mais également par la rentabilité et la création d'emplois au sein des fédérations. À la suite de cette expérience, le Gouvernement de l'État d'Uttarakhand est en train de reproduire ce modèle à l'échelle du pays tout entier.

Domaine d'action 4: Égalité des sexes et diversité équilibrée au sein du FIDA

32. En 2013, le FIDA a mis à jour son cadre de compétences, afin de faire clairement apparaître l'articulation entre les compétences et les valeurs fondamentales du FIDA. Les considérations relatives à la parité hommes-femmes ont été intégrées dans cinq compétences, dont l'une concerne expressément le personnel exerçant des responsabilités de direction. Les questions de parité hommes-femmes sont abordées durant diverses sessions de formation au niveau de l'institution, notamment dans la formation initiale. L'Unité chargée de la sécurité sur le terrain tient compte de la problématique hommes-femmes dans la sensibilisation aux questions de sécurité au niveau du siège et sur le terrain.

Indicateur 4.1: Augmentation du nombre de femmes de grade P-5 ou supérieur employées au FIDA

33. Au 1<sup>er</sup> août 2015, le FIDA employait un total de 596 agents. Les femmes représentaient 80% des 243 agents des services généraux, 46% des 353 membres du cadre organique et des fonctionnaires de rang supérieur. Comme il ressort du RIDE, les femmes représentaient 28% des fonctionnaires de grade P-5 ou supérieur, soit une proportion décevante au regard de la cible de 35% fixée aux termes du Cadre de mesure des résultats (CMR) (voir le tableau 4). En ce qui concerne les 65 membres du personnel du FIDA en poste sur le terrain rémunérés par l'intermédiaire d'autres institutions des Nations Unies, les femmes représentent 76% des agents des services généraux et 23% des membres du cadre organique recrutés sur le plan national. La proportion du personnel provenant d'États membres des Listes B ou C est de 42% et la répartition de l'effectif entre les sexes reste équitable.

Tableau 4  
Composition du personnel

Indicateur	Valeur de référence 2008	RIDE 2012	RIDE 2013	RIDE 2014	RIDE 2015	Cible CMR (2015)
Pourcentage de femmes de grade P-5 ou supérieur	30	30	29	29	28	35
Pourcentage de femmes de grade P-4 ou supérieur	31	30	33	34	37	50*
Pourcentage de femmes dans la catégorie des services généraux	81	81	81	80	80	50*
Pourcentage de l'effectif provenant d'États membres des Listes B ou C	33	39	40	40	42	Suivi

\* Indicateurs servant à évaluer la performance au titre du plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

34. Le profil des effectifs du FIDA n'a rien à envier à celui des autres institutions du système des Nations Unies, car la proportion de femmes aux postes de niveau P-3 et de directeur est supérieure à la moyenne. Toutefois, le Fonds a encore du chemin à parcourir pour parvenir à l'objectif de 35% de femmes aux postes de niveau P-5 ou supérieur (le chiffre se maintenant aux alentours de 29-30%). Au regard des cibles à atteindre dans le cadre du système des Nations Unies, l'objectif est ambitieux: parité hommes-femmes (50%) aux postes de niveau P-4 ou

supérieur. Les données actuelles montrent que les femmes occupent 37% des postes de niveau P-4 ou supérieur au FIDA.

Indicateur 4.2: Amélioration de la notation des réponses des femmes et des hommes aux enquêtes auprès du personnel portant sur l'égalité des sexes

35. Globalement, l'amélioration des appréciations portées sur le fait de travailler au FIDA se poursuit depuis 2010, sans que l'on constate d'écart significatif entre les réponses des femmes et des hommes.

Tableau 5  
**Conciliation travail-vie**

Indicateur	Valeur de référence 2008	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Indice d'engagement du personnel <sup>a</sup>	70	69	71	75	75	76	74

<sup>a</sup> Cet indice rend compte d'une enquête annuelle auprès du personnel, en se fondant sur un sous-ensemble de six indicateurs du Sondage mondial du personnel.

36. Le Sondage mondial du personnel du FIDA, qui est mené tous les deux ans, constitue un outil organisationnel essentiel pour obtenir des informations en retour de la part du personnel sur diverses questions d'ordre organisationnel. En 2014, 473 membres du personnel avaient rempli le questionnaire, dont 59% de femmes et 41% d'hommes; 58% appartenaient à la catégorie du cadre organique et 42% à celle des services généraux. Les résultats 2014 indiquent, par rapport à l'enquête générale de 2012, une amélioration très positive de l'engagement d'ensemble du personnel et de la manière dont il perçoit le cadre de travail. L'enquête générale de 2014 présente des données non seulement ventilées par sexe, mais également selon l'âge et le type de contrat. Il est important d'en tenir compte pour mieux comprendre la manière dont le travail au FIDA est vécu différemment par les diverses cohortes. L'analyse des données selon le sexe et l'âge montre, en général, que les hommes sont plus positifs que les femmes en ce qui concerne le personnel du cadre organique, mis à part quelques questions ayant trait au degré de satisfaction au travail et à la rémunération. Les femmes des services généraux sont plus satisfaites que celles du cadre organique, et les hommes des services généraux sont moins satisfaits que ceux du cadre organique. Les hommes âgés de 46 à 55 ans sont souvent moins satisfaits que ceux des autres groupes d'âge, tandis que les hommes âgés de plus de 55 ans sont souvent plus satisfaits. Parmi les femmes, celles du groupe d'âge des 36-45 ans et celles qui sont âgées de plus de 55 ans ont un degré de satisfaction moins élevé sur un certain nombre de questions. Les possibilités de promotion, d'avancement et de mobilité, l'application de la politique en matière de ressources humaines, la notation de la performance et le leadership constituent des domaines particuliers de préoccupation. Quatre groupes de réflexion (plans de carrière et perfectionnement du personnel, efficacité des processus, conciliation travail-vie et leadership) promus par des représentants de l'équipe de direction ont été mis en place pour examiner ces questions, se concerter avec le personnel et élaborer un plan d'action pour les résoudre.

Domaine d'action 5: Ressources, suivi et responsabilité professionnelle

37. Le Comité de gestion des opérations est la structure permettant de rendre compte des questions d'égalité des sexes, et le Vice-Président adjoint (PMD) a été désigné comme défenseur de la parité hommes-femmes au sein de l'équipe de direction.

Indicateur 5.1: Croissance des ressources humaines et financières du budget de base du FIDA investies à l'appui de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes

38. L'effectif spécialisé dans les questions d'égalité des sexes au siège du FIDA n'a pas changé en 2014-2015 et se compose de deux fonctionnaires du cadre organique (P-5 et P-4) et d'un agent des services généraux, qui travaille aussi avec un cadre d'un autre service. Comme auparavant, deux divisions disposent de coordonnateurs régionaux à plein temps détachés sur le terrain pour les questions d'égalité des sexes (Division Afrique de l'Ouest et du Centre [WCA] à Dakar et ESA à Nairobi).
39. La nouvelle structure de promotion de la parité hommes-femmes au FIDA comprend:
  - i) l'équipe de la parité hommes-femmes, composée du personnel spécialisé (voir ci-dessus) et des coordonnateurs des questions de parité pour les divisions ainsi que de leurs suppléants; à l'heure actuelle, ces coordonnateurs sont cinq fonctionnaires de grade P-5, trois P-4, huit P-3 et un G-6 (13 femmes et quatre hommes);
  - ii) le groupe thématique sur la parité hommes-femmes, qui se compose de 107 membres du personnel du FIDA issus de 22 divisions, dont 64% sont des femmes, et 97 membres du personnel des bureaux de pays du FIDA; et
  - iii) l'ensemble des personnels du FIDA, à savoir les coordonnateurs pour les questions de parité hommes-femmes des bureaux de pays et des unités de projet, ainsi que les fonctionnaires nationaux (257 personnes), les partenaires d'exécution (753) et les consultants (119).
40. Une méthodologie permettant de déterminer quels engagements sont destinés à prendre en charge le personnel et les activités en rapport avec les questions de parité hommes-femmes durant la préparation du budget ordinaire a été mise au point avec l'Unité du budget et du développement organisationnel. Globalement, les résultats de l'exercice budgétaire 2016 montrent qu'environ 10% du total des dépenses de personnel sont consacrés à ce type d'activités, soit un résultat identique à celui de 2015, de loin supérieur à l'estimation de 6% retenue pour 2014. Au niveau de l'organisation, c'est au sein de PMD que la parité entre les sexes occupe la place la plus importante (15%), le Département des services institutionnels se classant en deuxième position (8%). Parmi les divisions, COM (18%), PTA (12%) et la Division des ressources humaines (10%) méritent d'être mentionnées, ainsi que le Bureau de la déontologie (10%).

Indicateur 5.2: Augmentation du nombre de mentions substantielles des questions d'égalité des sexes dans le développement agricole et rural présentées par la direction du FIDA dans les réunions publiques et les médias

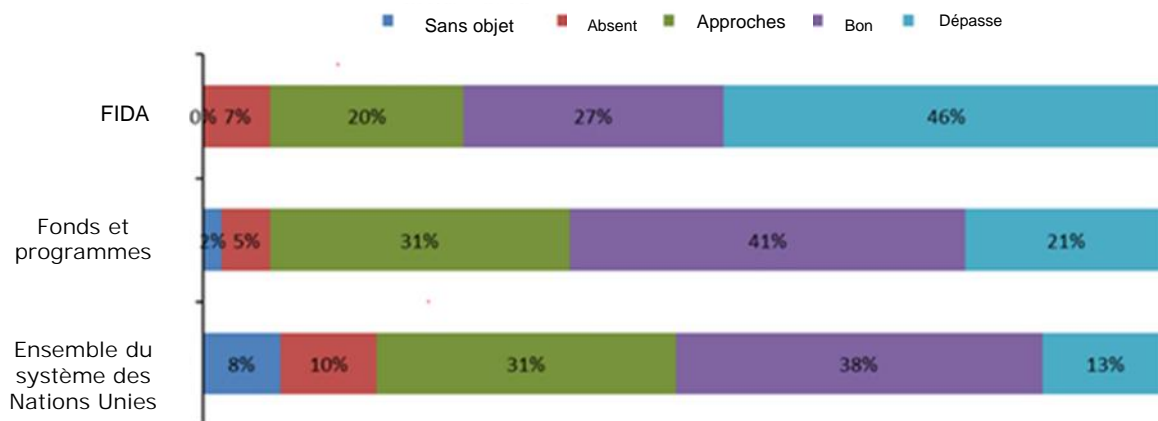
41. Entre juillet 2014 et juin 2015, le Président du FIDA a prononcé 28 allocutions, et il a mentionné des questions de parité des sexes en rapport avec le thème abordé dans 50% des cas. Dans diverses déclarations, il a insisté sur les points suivants: la charge de travail disproportionnée qui pèse sur les femmes et la manière dont les innovations pourraient les aider à gagner du temps; la faiblesse de leur pouvoir de décision; leur accès limité au crédit et aux services financiers, ainsi qu'à l'éducation et à la santé; et leur propension à investir leur épargne pour améliorer la nutrition et le bien-être de la famille. Le Président a également reconnu que les femmes jouent non seulement un rôle clé dans l'éradication de la faim, mais également qu'elles constituent un élément essentiel de la réalisation des objectifs de développement durable pour l'après-2015. À l'occasion de la remise du Prix pour l'égalité entre les sexes, le Vice-Président a mis l'accent sur les engagements de FIDA10 en faveur de l'égalité des sexes, en particulier l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les projets, dans leurs budgets et dans les systèmes de S&E.

Indicateur 5.3: Amélioration de la notation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans l'examen annuel de la performance du FIDA

42. Le plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes offre un cadre de responsabilité comportant 15 indicateurs. Le FIDA a poursuivi l'amélioration de sa performance globale, et la proportion d'indicateurs pour lesquels il a atteint ou dépassé le niveau exigé a augmenté, passant de 67% en 2013 à 73% en 2014. En 2014, des progrès ont été accomplis en matière de planification stratégique, de création de savoirs et de communication, d'audit et de surveillance.
43. Le FIDA continue de surclasser l'ensemble du système des Nations Unies ainsi que les agences des Nations Unies regroupées sous l'intitulé "Fonds et programmes" (voir la figure 3). ONU-Femmes estime que le FIDA a dépassé le niveau exigé pour presque la moitié des indicateurs et que cette prouesse lui permet de se distinguer comme l'une des entités les plus performantes du plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Figure 3

**Comparaison entre la performance du FIDA et celle du système des Nations Unies et de l'ensemble des Fonds et programmes: répartition des appréciations par type d'entité**



Source: ONU-Femmes (2015).

44. Un effort supplémentaire est nécessaire en ce qui concerne l'allocation de ressources financières à l'appui de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Le FIDA a satisfait à tous les critères de l'évaluation de la prise en compte de la problématique hommes-femmes menée par le Secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) dans les agences participant au FEM.

## Mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés

### A. Généralités

1. Les pays les moins avancés (PMA) représentent la fraction la plus pauvre et la plus vulnérable de la communauté internationale. Alors qu'ils comptent environ 12% de la population mondiale, ces pays génèrent moins de 2% du PIB mondial et environ 1% des échanges mondiaux de marchandises. Ils affichent la plus forte incidence de la pauvreté au monde. Par rapport à l'ensemble des pays en développement, la proportion de la population qui vit dans une pauvreté extrême est deux fois plus importante, et le taux de pauvreté y est dans certains cas supérieur à 80%. Il en va de même pour la prévalence de la faim. Ces pays sont aussi confrontés à des niveaux de développement social et humain qui restent faibles. Les indicateurs de développement concernant la population des PMA – 880 millions de personnes – sont parmi les plus bas, et le nombre d'habitants devrait doubler au cours des 40 prochaines années. Leur économie essentiellement agricole est victime du cercle vicieux associant faible productivité et faibles investissements.
2. Les PMA et les opérations financées par le FIDA. Les PMA sont au cœur de l'action du FIDA. Depuis 1978, date à laquelle le FIDA a débuté ses activités, le Fonds a affecté 43% de ses ressources à ces pays et, ces cinq dernières années, ce pourcentage a été porté à 46% (voir tableau 1).

Tableau 1

#### Montants affectés par le FIDA entre 2011 et septembre 2015

(financement de projets approuvés)

	<i>En milliards d'USD</i>
Ensemble du programme (y compris les PMA)	4,00
Financements approuvés octroyés par le FIDA – PMA	1,85
Part des PMA dans les montants alloués par le FIDA	46%

Source: GRIPS, FIDA.

3. Le FIDA intervient dans 45 pays, sur les 48 que compte la catégorie des PMA. Quarante-cinq pour cent des projets du FIDA approuvés entre 2011 et septembre 2015 ont été mis en œuvre dans des PMA. Au cours de l'année passée (janvier-septembre 2015), le FIDA a approuvé 11 nouveaux projets en faveur de PMA.
4. Conditions de financement. Les modalités de financement du FIDA étant entre autres fonction du revenu par habitant, les PMA obtiennent des financements à des conditions plus favorables pour leurs projets et programmes. La plupart des opérations sont financées au moyen d'un prêt à des conditions particulièrement favorables, ou d'un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD).

Tableau 2

#### Conditions des financements accordés par le FIDA aux PMA (2011 – septembre 2015)

(financement de projets approuvés)

<i>Conditions de financement</i>	<i>En millions d'USD</i>	<i>Projets d'investissement du FIDA</i>
Don au titre du CSD	525,848	20
Don au titre du CSD + prêt à des conditions particulièrement favorables	572,270	19
Prêt à des conditions particulièrement favorables	727,034	23
Conditions mixtes	25,506	2
<b>Total</b>	<b>1 850,658</b>	<b>64</b>

Source: GRIPS, FIDA.

## B. Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés

5. Le Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés a été adopté à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui s'est tenue en mai 2011 à Istanbul (Turquie), et le Conseil des gouverneurs du FIDA l'a entériné en 2012 lors de sa trente-cinquième session (GC35/L.11; Résolution 170/XXXV). Ce programme d'action a pour finalité de permettre à la moitié des PMA de satisfaire d'ici à 2020 aux critères qui conditionnent leur reclassement hors de la catégorie des PMA; il s'agit donc d'un effort significatif pour s'attaquer aux défis structurels auxquels ces pays sont confrontés.
6. Au cours des dernières années, le FIDA a participé au Programme d'action d'Istanbul, à la fois en appuyant les stratégies et les investissements en faveur du développement agricole et rural dans les PMA ainsi que par le biais du Groupe de travail interinstitutions sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, et le développement rural. Ce groupe spécialisé comprend le Bureau du Haut-Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, et les institutions ayant leur siège à Rome (FIDA, Programme alimentaire mondial [PAM] et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO]).
7. Le FIDA intervient régulièrement dans les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. En juin 2015, le Président du FIDA, M. Kanayo F. Nwanze, a participé en tant qu'orateur de marque à une séance organisée, dans le cadre de l'Expo Milano 2015, durant la réunion ministérielle des pays africains les moins avancés sur le thème Sécurité alimentaire et promotion du développement de l'agriculture dans les PMA africains. Cette réunion ministérielle des pays africains les moins avancés visait essentiellement à fournir aux PMA africains un appui afin qu'ils parviennent à atteindre les objectifs de développement convenus à l'échelle internationale, notamment les buts et objectifs fixés dans le cadre du Programme d'action d'Istanbul. Le Président du FIDA a mis l'accent sur l'importance cruciale que revêt le développement agricole au profit d'une transformation inclusive et durable du monde rural, en particulier dans les PMA, où 71,5% de la population vit en milieu rural, où près de 247 millions d'individus souffrent encore de la faim, et où la malnutrition reste un obstacle majeur au développement humain et social.
8. Le programme de développement durable à l'horizon 2030. Le document final approuvé lors du Sommet sur l'après-2015 qui s'est tenu à New York en septembre prend acte de la disparité des progrès accomplis et attire l'attention sur la situation particulière dans laquelle se trouvent les PMA. Avant que le programme soit adopté, le FIDA aidait les PAM à élaborer une stratégie dans le cadre des négociations pour l'après-2015. Plus précisément, à l'occasion de la dixième session du Groupe consultatif interinstitutions sur la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul, en mars 2014, le Fonds a présenté les travaux (fruit de la réflexion commune des institutions ayant leur siège à Rome) visant à arrêter d'un commun accord une série de domaines cibles et d'indicateurs envisageables en ce qui concerne la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable. Le programme de développement durable à l'horizon 2030 prend acte de la nécessité d'allouer des ressources au profit du développement de l'agriculture et des zones rurales, en particulier dans les PAM, et renouvelle son appui en faveur du Programme d'action d'Istanbul.
9. Petits États insulaires en développement. Parmi les PMA, on distingue un groupe de pays en développement qui présentent un certain nombre de fragilités spécifiques en matière sociale, économique et environnementale et en ce qui concerne l'alimentation et la nutrition. Parmi les petits États insulaires en



développement figurent certains des pays les plus pauvres au monde, et neuf d'entre eux se classent dans la catégorie des PMA.

10. En 2014, le FIDA a repensé ses principes d'intervention en faveur des petits États insulaires en développement, prenant acte des enjeux spécifiques et des besoins particuliers de ces pays en matière de sécurité alimentaire, et de l'obligation de tenir compte de leurs vulnérabilités spécifiques pour définir le programme de développement pour l'après-2015. La logique d'intervention arrêtée par le FIDA pour ces pays est axée sur trois domaines thématiques: i) la pêche artisanale et l'aquaculture durables; ii) les perspectives de développement et la création d'emplois dans la petite agriculture; et iii) l'environnement et le changement climatique. Cette démarche est conforme à l'engagement souscrit par le FIDA, qui entend soutenir le Programme d'action d'Istanbul et promouvoir les priorités de développement durable des PMA, et le Fonds l'a présentée durant la Troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, tenue au Samoa en septembre 2014 et qui a donné naissance aux Orientations de Samoa.
11. Cette démarche repensée est l'occasion pour le FIDA de se présenter en partenaire privilégié pour répondre aux besoins de certains des pays les plus vulnérables parmi les PMA, en les aidant à sortir de la catégorie des PMA sous l'égide du programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Programme d'action d'Addis Abeba.

## Rapport annuel sur l'assurance qualité dans les projets et programmes du FIDA

### I. Synthèse des résultats du cycle 2015 d'assurance qualité

1. En 2015, le Groupe assurance qualité a examiné 43 documents de conception de projet avant qu'ils ne soient présentés au Conseil d'administration, 13 notes conceptuelles avant leur entrée dans la réserve et 3 COSOP-AR. Il s'agit là du plus grand nombre d'examens réalisés depuis 2008, date de la mise en place du processus d'assurance qualité. Au total, ces 43 projets représentaient de la part du FIDA un financement de 1,1 milliard d'USD, en appui à des ménages bénéficiaires dans 38 pays, dont 16 États fragiles.
2. Il ressort de l'examen d'assurance qualité conduit en 2015 pour évaluer la qualité initiale des projets d'investissement du FIDA que, sur les 41 rapports de conception auxquels une note a été attribuée<sup>22</sup>, 21 projets (51%) ont été approuvés sous réserve de modifications mineures et, pour les 20 projets restants (49%), la conception devra être affinée lors des négociations du prêt et/ou de l'exécution.

Tableau 1

#### Résultats des examens d'assurance qualité pour la période 2008-2015

<i>Classement des projets à l'issue de leur examen</i>	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008
Nombre de projets examinés	41	32	27	35	40	36	33	32
1) Projets considérés comme pouvant être poursuivis avec de légères modifications (en pourcentage)	51	66	63	60	37	42	30	28
2) Projets considérés comme pouvant être poursuivis sous réserve que des assurances supplémentaires soient données au cours des négociations de prêt et/ou que d'autres modifications/examens soient effectués pendant l'exécution (en pourcentage)	49	28	37	37	60	58	67	56
3) Projets nécessitant d'importantes modifications entraînant un retard dans leur présentation au Conseil d'administration (en pourcentage)	0	6	0	3	3	0	0	6
4) Projets écartés du programme de prêts (en pourcentage)	0	0	0	0	0	0	3	3

3. Les Directives révisées concernant les financements supplémentaires destinés à des projets en cours, publiées en août 2014, et la Révision des principes en vigueur au FIDA pour l'utilisation des crédits provenant de l'annulation de prêts et/ou de dons approuvés, que le Conseil d'administration a avalisée en avril 2014, ont eu des répercussions sur les propositions parvenues au stade de l'examen de la qualité en 2015, tant en termes de nombre que de nature. Sur les 43 propositions examinées, neuf portaient sur une demande de financement supplémentaire pour des projets en cours. Conformément aux directives révisées, les propositions de projet ont été examinées dans le détail sur la base des mêmes critères que ceux appliqués à la conception de nouveaux projets. La portée de l'examen de l'assurance qualité et de l'attribution des notes pour l'obtention d'un financement supplémentaire sera précisée en 2016.
4. Comme convenu lors des consultations sur FIDA9, la conception des projets validés par le Groupe assurance qualité est évaluée au regard de plusieurs indicateurs: qualité globale de la conception (évaluée séparément pour les États fragiles), problématique hommes-femmes, suivi-évaluation, et reproduction à plus grande

<sup>22</sup> Au moment de l'élaboration du présent rapport, une nouvelle proposition de projet n'était pas parvenue au stade final d'assurance qualité. Une proposition de financement supplémentaire n'était pas parvenue au stade final d'assurance qualité.

échelle. Les résultats de cette évaluation "initiale" sont présentés au tableau 2 où l'on peut voir que, pour la quasi-totalité des indicateurs, les objectifs ont été dépassés. Les examinateurs chargés de l'assurance qualité ont estimé que 97% des 33 projets validés en vue de leur présentation au Conseil d'administration atteindront probablement leurs objectifs de développement.

Tableau 2

**Notes initiales au titre des indicateurs du CMR et pourcentage de projets jugés globalement satisfaisants ou mieux<sup>a</sup>**

<i>Indicateurs</i>	<i>Année de référence</i>	<i>Valeur de référence</i>	<i>Résultats 2014</i>	<i>Résultats 2015</i>	<i>Résultats 2014-2015</i>	<i>Cible 2015</i>
<b>4.3 Pourcentage de projets obtenant une note supérieure ou égale à 4 pour leur qualité initiale/note moyenne</b>						
4.3.1 Qualité globale de la conception	2010/2011	79	90	94	92	85
4.3.2 Qualité globale de la conception pour les projets à réaliser dans les États fragiles uniquement <sup>b</sup>	2010/2011	n.d.	86	94	90	80
4.3.3 Problématique hommes-femmes	2010/2011	86	83	94	89	90
4.3.4 Suivi-évaluation	2010/2011	70	90	88	89	80
4.3.5 Reproduction à plus grande échelle <sup>c</sup>	2010/2011	72	89	100	94	80

<sup>a</sup> Les notes évaluant la qualité initiale des projets sont attribuées en fonction d'un barème de 1 à 6, la note 1 correspondant à "très insuffisant" et la note 6 à "très satisfaisant". Le pourcentage indiqué correspond à la proportion de projets obtenant une note supérieure ou égale à 4 (autrement dit plutôt satisfaisant ou mieux) par rapport au nombre total de projets.

<sup>b</sup> En 2015, les 17 projets validés en vue de leur présentation au Conseil d'administration étaient situés dans 16 États fragiles. Ces chiffres correspondent exclusivement aux projets réalisés dans ces pays.

<sup>c</sup> Les notes 2015 portant sur la reproduction à plus grande échelle correspondent à 23 projets qui portent explicitement sur des activités de reproduction à plus grande échelle.

Source: Les chiffres ont été établis à partir des 33 projets validés en vue de leur présentation au Conseil d'administration en 2015. Les projets ne sont notés qu'une fois cette validation obtenue.

5. Il semble qu'un certain nombre de recommandations concernant la conception des projets, communes à de nombreux projets examinés en 2015, soient récurrentes et ont été systématiquement signalées ces dernières années dans les rapports annuels sur l'assurance qualité. Au stade de l'amélioration de la qualité, il est possible d'intensifier les efforts de manière que les déficiences constatées, en particulier celles qui sont récurrentes, soient signalées et corrigées comme il se doit avant l'examen d'assurance qualité. Au niveau institutionnel, des mesures ont été adoptées récemment pour y remédier, et ces efforts devraient se traduire l'an prochain par une amélioration des évaluations de la qualité initiale et des notes attribuées.
6. Cadres logiques. Depuis 2008, l'utilisation du cadre logique figure parmi les trois priorités recensées par le Groupe assurance qualité. En 2015, PMD a publié des instructions d'utilisation destinées à fournir des directives précises, un format et des incitations afin d'améliorer la qualité de ce dispositif. La qualité des projets examinés par le Groupe assurance qualité après la publication de ces nouvelles instructions était bien meilleure, même si beaucoup reste à faire pour démontrer le rapprochement entre budget agricole et indicateurs du cadre logique. Le nombre (élevé), la nature et la pertinence des indicateurs sélectionnés – et leur lien avec le SYGRI – ainsi que l'utilisation de données de référence sont des sujets de débat récurrents.
7. Analyse économique. Grâce aux directives spécifiques au FIDA concernant l'analyse économique et financière ainsi qu'à la formation du personnel dans ce domaine, l'analyse économique et financière est désormais réalisée de manière plus systématique au stade de la conception des projets. En 2015, les problèmes rencontrés avaient trait d'une part au choix d'une méthodologie pertinente pour inclure/exclure les subventions des modèles d'analyse économique et de revenu agricole, et d'autre part à l'application de coefficients d'actualisation.

8. Enseignements tirés. En dépit des efforts déployés pour promouvoir la reproduction à plus grande échelle des projets appuyés par le FIDA, l'analyse des résultats des précédentes interventions du FIDA (autrement dit les enseignements tirés) n'est pas toujours présentée pour étayer ou justifier la logique de conception retenue. En 2015, même si le travail accompli pour un certain nombre de conceptions afin d'examiner les enseignements tirés a été salué, beaucoup reste à faire afin de s'assurer que les conditions des interventions déjà appuyées par le FIDA dans un environnement donné sont pleinement exploitées et constituent un élément fondamental de la conception de chaque projet.
  9. Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC). Les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC), que le Conseil d'administration a approuvées en 2014, ont favorisé le débat sur la façon d'appliquer au mieux les nouvelles exigences, et sur les rôles et responsabilités, au sein du FIDA, en termes d'élaboration, d'examen et d'approbation des évaluations environnementales et sociales requises, et des cadres et plans y relatifs. Les discussions ont également abordé la question du moment et de la portée des évaluations conduites durant le processus de conception ou qu'il est prévu de réaliser durant la phase d'exécution. En 2016, le Groupe assurance qualité, de concert avec PMD, s'efforcera de préciser et de renforcer les modalités institutionnelles et opérationnelles des PESEC.
- ## II. Efficacité du système d'assurance qualité du FIDA
10. Restructuration. En octobre 2014, le nouveau Groupe assurance qualité a été officiellement mis en place; il rend compte au Vice-Président et a trois fonctions de base: i) assister le Président du FIDA, en sa qualité de président du Comité chargé des stratégies opérationnelles et de l'orientation des politiques (OSC), à valider et développer ultérieurement les COSOP, les notes conceptuelles concernant les prêts et les dons, et les documents relatifs aux stratégies opérationnelles et aux grandes orientations qui sont présentés aux organes directeurs du FIDA; ii) renforcer encore la qualité des prêts et des dons validés par les comités chargés de l'examen de l'assurance qualité, sous la conduite du Vice-Président; iii) mettre à disposition des produits de savoir fiables et faciliter le partage des connaissances au sein du FIDA, sur la base des enseignements tirés des processus d'examen de l'assurance qualité, et comme aboutissement de la Politique du FIDA en matière de dons.
  11. Efficacité du Groupe assurance qualité. Tout sera fait pour garantir une plus grande cohérence du processus d'assurance qualité, en mettant en lien les recommandations formulées par l'OSC au stade de l'examen des notes conceptuelles et des COSOP avec les examens d'assurance qualité conduits une fois la conception achevée, en renforçant le lien existant avec le processus d'amélioration de la qualité et en établissant des complémentarités avec les propositions de don concernées. En 2015, on constate déjà une tendance à examiner ensemble, au stade de l'assurance qualité, les composantes don d'activités plus importantes financées grâce à un prêt plutôt que d'opter pour un examen distinct de l'élément don. L'option d'une "assurance qualité au stade de l'amélioration de la qualité" a été expérimentée avec succès en 2014 et sera réexaminée. Pour améliorer le processus d'assurance qualité au FIDA, la démarche retenue, la collecte de données et la documentation, le Groupe assurance qualité explorera la possibilité de créer une communauté de pratique avec des collègues d'autres institutions qui sont chargés de gérer les évaluations de la qualité initiale.
  12. Lien avec l'assurance qualité des dons. En mars 2015, lors de l'approbation de la Politique du FIDA en matière de dons par le Conseil d'administration, le Groupe assurance qualité s'était engagé à présenter au Comité de la gestion opérationnelle (OMC) un rapport annuel sur les résultats et les enseignements tirés au cours du processus d'examen de la qualité. En outre, à compter de 2016, il présentera chaque année, dans le cadre du RIDE, une synthèse des rapports sur la mise en

œuvre de la politique et la performance globale du programme de dons, avec le concours de tous les départements du FIDA concernés.

13. Analyse future. Les données générées par l'assurance qualité depuis 2008 seront analysées plus en profondeur, afin de mieux comprendre les résultats des examens menés dans le cadre de l'assurance qualité et de trouver la manière de simplifier et d'améliorer ce processus. Il serait bon d'explorer les conclusions préliminaires ci-après, issues d'un examen réalisé en 2011: il pourrait y avoir un lien entre la probabilité de la réalisation des objectifs de développement et la région; d'après les données préliminaires, l'augmentation des volumes de financement et de cofinancement ou du nombre de ménages bénéficiaires n'est pas liée à la détérioration (ou à l'amélioration) des notes globales fondées sur le cadre de mesure des résultats; et il pourrait y avoir un lien entre les examinateurs chargés de l'assurance qualité et certaines recommandations récurrentes.
14. Système QUASAR. En 2015, des travaux ont débuté afin d'étendre et de développer le Système d'archivage des données relatives à l'assurance qualité (QUASAR), l'objectif étant d'intégrer d'autres processus d'examen, au-delà de l'assurance qualité concernant les prêts. À l'heure actuelle, l'examen d'assurance qualité des notes conceptuelles est réalisé avec le QUASAR – un logiciel prototype pour la gestion des tâches relatives à l'examen de l'amélioration de la qualité que PTA et ICT sont en train de développer; et la mise au point d'un logiciel QUASAR pour les dons vient tout juste de démarrer. À l'avenir, il est envisagé d'inclure: l'examen des COSOP, les examens assurance qualité et amélioration de la qualité ainsi que les documents thématiques de l'OSC. Le système comprend désormais de nouvelles fonctionnalités concernant la recherche de données, l'utilisation de filtres et la communication des informations. Pour l'avenir, l'une des priorités, outre l'expansion des fonctionnalités techniques, portera sur la gestion des savoirs: production de rapports et analyse statistique.

## Rapport de situation sur le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne

### Point sur le financement de l'ASAP

1. Au 10 septembre 2015, la situation financière de l'ASAP se présentait comme suit:

#### Point sur le financement de l'ASAP en septembre 2015

<i>Donateur</i>	<i>Année</i>	<i>Monnaie</i>	<i>Montant</i>	<i>Équivalent en USD</i>
Belgique	2012	EUR	6 000 000	8 583 691
Canada	2012	CAD	19 849 000	20 347 514
Finlande	2014	EUR	5 000 000	7 153 076
Flandre (Belgique)	2014	EUR	2 000 000	2 861 230
Pays-Bas	2012	EUR	40 000 000	57 224 607
Norvège	2013/2014/2015	NOK	63 000 000	11 580 031
République de Corée	2015	USD	3 000 000	3 000 000
Suède	2013	SEK	30 000 000	4 729 027
Suisse	2013	CHF	10 000 000	11 844 131
Royaume-Uni	2012/2013/2014	GBP	115 300 000	239 175 551
<b>Total</b>				<b>366 498 858</b>

### Point sur la programmation au titre de l'ASAP

2. Depuis le lancement du programme en septembre 2012, 28 projets appuyés au titre de l'ASAP ont été approuvés par le Conseil d'administration du FIDA, à hauteur de 239 millions d'USD en provenance du Fonds fiduciaire de l'ASAP, pour financer des actions concrètes qui aident les petits exploitants à s'adapter aux effets du changement climatique (voir le tableau 1 pour plus de détails).

### Mise en œuvre de l'ASAP

3. Au mois de septembre 2015, 22 projets bénéficiant d'un appui de l'ASAP ont démarré après les signatures d'accord avec les gouvernements. Onze de ces projets ont commencé à accorder des financements sous forme de dons au titre de l'ASAP. Il a fallu suspendre temporairement un projet bénéficiant d'un financement au titre de l'ASAP (Yémen) en raison d'une situation de conflit violent. Le total des décaissements au titre du Fonds fiduciaire de l'ASAP s'élevait à 14,3 millions d'USD au 18 septembre 2015.
4. Le tableau 2 récapitule les résultats qu'il est prévu d'obtenir dans le cadre des projets approuvés par le Conseil d'administration du FIDA et bénéficiant d'un financement au titre de l'ASAP au 10 septembre 2015 (à l'exclusion des investissements approuvés au titre de l'ASAP par le Conseil d'administration du FIDA à sa cent quinzième session). La première génération de résultats de la mise en œuvre de l'ASAP a été tirée des rapports de supervision de projets et comprend les aspects saillants suivants:
  - Au Rwanda, le financement au titre de l'ASAP a aidé 7 184 ménages à faire face à l'impact du changement climatique. Quarante-neuf abris de séchage ont été construits afin d'éviter les pertes après récolte dues à des précipitations intenses et plus fréquentes. Des bulletins d'information climatologique ont été produits et un mémorandum d'accord a été signé entre le Ministère de l'agriculture et l'Agence météorologique du Rwanda pour fournir en temps opportun des données climatologiques utiles aux institutions de petits exploitants et aux plateformes agricoles.

- Au Mozambique, un financement de l'ASAP a permis la création de deux stations météorologiques dans les provinces de Gaza et d'Inhambane en vue de recueillir des données climatologiques que l'Institut national de la météorologie doit traiter et diffuser auprès des communautés rurales dans la zone cible. Des sites de multiplication de boutures de manioc ont été mis en place sur 25 ha comme point de départ pour la reproduction et la diffusion de variétés améliorées de manioc, en particulier plus résistantes à la sécheresse et aux ravageurs. Seize organisations d'éleveurs ont reçu une formation aux techniques d'alimentation sèche. Il est prévu de creuser quatre forages, et des contrats ont été passés pour l'aménagement de points d'eau pour le bétail à Mabalane, Manhica et Chicualacuala. Deux membres du personnel du Centre de promotion des investissements agricoles (CEPAGRI) sont en voie d'obtenir une maîtrise en changement climatique et développement durable en vue d'une meilleure prise en compte du changement climatique au sein de leur institution et à travers celle-ci. Des études thématiques sur les mesures d'adaptation des filières de l'horticulture, du manioc et de la viande rouge ont été commandées.
- Au Viet Nam, 623 personnes, dont des membres du personnel de la planification et des services financiers des districts, du personnel de la planification des communes et des chefs de village ont été formés pour piloter des processus de planification du développement socioéconomique fondés sur des données climatologiques. Un système automatisé de surveillance de la qualité et de la salinité de l'eau a été mis au point. Deux manuels qui comprennent des critères de sélection spécifiques pour l'adaptation au changement climatique ont été rédigés à l'intention des fonds d'investissement communaux.
- Au Mali, l'appui de l'ASAP a permis d'élaborer une cartographie participative de la vulnérabilité au climat dans 30 communes et des plans d'adaptation communaux. Une centaine de digesteurs de biogaz ainsi que 55 systèmes de flexi-biogaz ont été installés dans des foyers ruraux vulnérables. Un sondage global utilisant l'Outil multidimensionnel d'évaluation de la pauvreté du FIDA a été entrepris afin d'analyser la capacité de résistance des ménages ruraux dans la zone cible.
- Au Bangladesh, 12 sites prioritaires pour la protection de villages, neuf sites pour la construction de killas ou refuges pour le bétail (remblais de terre) et cinq sites de protection de talus ont été retenus, avec l'approbation du gouvernement. Quatre cent soixante groupes ont été organisés pour recevoir une formation dans des pratiques de subsistance diversifiées, notamment la pisciculture en étang, la production de bois/bambou/canne à sucre, et la formation professionnelle. La conception d'un système d'alerte rapide en cas de crue soudaine a été lancée et des mémorandums d'accord ont été signés avec le Service météorologique du Bangladesh et l'Institut de gestion des crues et de l'eau de la Bangladesh University of Engineering and Technology.

Impact de l'ASAP sur la prise en compte de la dimension climatique

5. Le FIDA a commandé à l'Overseas Development Institute un examen externe des progrès accomplis, afin d'évaluer la situation de l'ASAP après deux ans et demi de mise en œuvre. Cet examen a révélé que l'impact du l'ASAP à ce jour a été important dans deux domaines. Tout d'abord, la politique interne et le processus de conception de projets du FIDA sont devenus beaucoup plus solidement charpentés en ce qui concerne le changement climatique, dans la mesure où des objectifs clairs en matière de S&E ont été inclus dans la nouvelle manière de concevoir les projets. Parallèlement à la formation et aux manifestations internes à l'intention du personnel, cela a suscité une plus grande prise de conscience et fourni les fondements d'une intégration minutieuse du changement climatique et d'une approche plus structurée du concept de "résilience" dans la conception des projets du FIDA. Deuxièmement, sur le plan externe, l'ASAP a créé une forte image de marque reconnue à l'échelle internationale sur l'adaptation des petits exploitants

au changement climatique, alliant la crédibilité actuelle du FIDA en matière d'agriculture et des partenariats stratégiques avec les institutions internationales de premier plan intervenant dans le domaine du changement climatique. L'ASAP fournit une plateforme de savoirs visible à partir de laquelle l'apprentissage et les résultats en matière d'adaptation des petits exploitants peuvent être diffusés à des auditoires internes et externes et à d'autres plateformes de savoirs sur l'agriculture intelligente face au climat.

Gestion des savoirs et supports de communication de l'ASAP

6. Le tableau ci-dessous contient une liste de produits du savoir appuyés par l'ASAP et diffusés au cours de l'année 2015.

<i>Gestion des savoirs et communication dans le cadre de l'ASAP</i>
<b>Publications imprimées</b>
Fiches d'information sur 12 nouveaux projets appuyés par l'ASAP
Brochure sur l'ASAP (mise à jour)
Fiches de recettes de Recipes for Change (R4C)
Gender in Climate Smart Agriculture module for Gender in Agriculture Sourcebook (FIDA, FAO, Banque mondiale)
Traditional Knowledge Advantage – à paraître en octobre 2015
Policy Advantage – à paraître en décembre 2015
Pro-poor Resource Governance under Changing Climates (compilation d'études de cas)
The Mitigation Advantage: Maximizing the co-benefits of investing in smallholder adaptation initiatives (compilation d'études de cas)
<b>Publications électroniques</b>
Bulletin de l'ASAP (janvier, juin, septembre, décembre)
<b>Publications ayant fait l'objet d'une évaluation par les pairs</b>
Walter Mupangwa, Steve Twomlow & S. Walker (2015): Reduced tillage and nitrogen effects on soil water dynamics and maize ( <i>Zea mays</i> L.) yield under semi-arid conditions, International Journal of Agricultural Sustainability, DOI: 10.1080/14735903.2015.1011393
Marie-Clarisse Chanoine et Lucia Zigriza (2015). Measuring and enhancing effective adaptation. Poster presentation at the 9th International conference on Community based adaptation. Avril 2015, Nairobi, Kenya.
Cataldo Ferrarese et Enrico Mazzoli (2015). Analysis of local economic impacts using a Village Social Accounting Matrix: the case of Oaxaca. Rome, Italie
<b>Notes internes d'orientation du FIDA</b>
Directives pour intégrer la question du changement climatique et prévoir des mesures d'adaptation dans la conception des projets intéressant la pêche et l'aquaculture
Scaling-up note on climate-resilient agricultural development
Conservation Agriculture toolkit – à paraître en décembre 2015
How-to integrate Climate Change Adaptation into Fisheries – à paraître en décembre 2015
How-to mainstream portable biogas systems in IFAD-supported projects
How-to assess climate-related risks in value chain projects
How-to measure climate resilience (édition imprimée)
Post-harvest toolkit – à paraître en décembre 2015
<b>Compilation d'études de cas</b>
Traditional Knowledge Advantage – à paraître en octobre 2015
Policy Advantage – à paraître en décembre 2015
Pro-poor Resource Governance under Changing Climates
The Mitigation Advantage: Maximizing the co-benefits of investing in smallholder adaptation initiatives



7. Les supports de communication et de plaidoyer élaborés et diffusés en 2015 au titre de l'ASAP comprennent notamment.

<i>Principales réalisations en matière de plaidoyer et de communication au titre de l'ASAP</i>	<i>Type</i>	<i>Date</i>
Médias et couverture de manifestations (couverture médiatique dans une variété de publications internationales/nationales)	• Communiqué de presse international sur l'étude de cas d'Oaxaca	juin 2015
	• Communiqué de presse international sur l'avantage en matière d'atténuation	juill. 2015
	• Avis aux médias sur le lancement de l'avantage en matière d'atténuation	juill. 2015
	• Produits médiatiques pour le lancement de l'avantage en matière de savoirs traditionnels	oct. 2015
	• Produits médiatiques pour le lancement du rapport Policy Advantage	déc. 2015
	• Produits médiatiques pour la promotion d'activités à la Conférence des Parties 21 (COP21)	déc. 2015
	• Produits médiatiques pour la promotion de la campagne en faveur de recettes pour le changement	déc. 2015
Vidéos destinées au web, à la télévision et à la diffusion de reportages sur les manifestations	• Communiqué de presse vidéo – adaptation au changement climatique au Maroc	avril 2015
	• R4C/Vidéos destinées au web – adaptation au changement climatique au Maroc	juin 2015
	• Communiqué de presse vidéo – adaptation au changement climatique au Sénégal	nov. 2015
	• Communiqué de presse vidéo – adaptation au changement climatique au Lesotho	oct. 2015
	• R4C You Tube/vidéo destinée au web – adaptation au changement climatique au Sénégal	nov. 2015
	• R4C You Tube/vidéo destinée au web – adaptation au changement climatique au Lesotho	oct. 2015
Présence sur le Web	• Spotlight on Environment and Climate – Afrique de l'Ouest et du Centre, Afrique orientale et Afrique australe, Asie/Pacifique, Amérique latine/Caraïbes	en cours
	• Blogues du FIDA – un par semaine en moyenne	en cours
	• Portails ECD/ASAP/GER/R4C – mises à jour régulières des contenus	en cours
	• Portail web dédié à la COP21	nov./déc.
Médias sociaux	• 2 à 3 mises à jour en moyenne sur Facebook et Twitter	en cours
	• Campagne R4C	en cours
	• Discussion sur la plateforme vidéo-bulle sur l'avantage en matière d'adaptation	juill. 2015
	• Lancement de R4C "Big Ask" sur les médias sociaux	oct. 2015
	• Discussion sur la plateforme vidéo-bulle sur le rapport Policy Advantage	déc. 2015
Manifestations organisées	• Projection de films – cinq projections de films à l'intention du personnel du FIDA et des invités d'autres organismes des Nations Unies	févr.-juin 2015
	• Journée mondiale de l'environnement – réunions d'information à l'intention du personnel du FIDA et des visiteurs	juin 2015
	• Événement parallèle conjoint/conférence à l'UNESCO sur le thème: Notre avenir commun sous le changement climatique, avec le Ministère français de l'agriculture, la Commission européenne, Care International et le CCAFS	juill. 2015
	• Deux événements parallèles au Comité de la sécurité alimentaire à Rome	oct. 2015
	• Événement parallèle sur l'agriculture et la sécurité alimentaire à la COP21 de la CCNUCC à Paris	déc. 2015
	• Événement parallèle sur la science et les politiques à la COP21 de la CCNUCC à Paris	déc. 2015
	• Manifestation à l'intention de personnalités de marque sur	

	la campagne R4C à la COP21 de la CCNUCC à Paris	déc. 2015
	• Conférence de presse sur le rapport Policy Advantage à la COP21 de la CCNUCC	déc. 2015
Interventions orales dans le cadre de manifestations (présentation de l'ASAP)	• Centre climatique de la Croix-Rouge – Jeux sur le changement climatique lors de l'atelier de démarrage de l'ASAP au Bangladesh	janv. 2015
	• Centre climatique de la Croix-Rouge – Jeux sur le changement climatique lors de l'atelier de démarrage de l'ASAP à Djibouti	mars 2015
	• Conférence sur l'adaptation des communautés au changement climatique (CBA9)	avril 2015
	• SBSTA/CCNUCC Bonn – Manifestation parallèle sur l'agriculture et la sécurité alimentaire	juin 2015
	• Deux manifestations parallèles à la COP12 de la CCNUCC à Ankara	oct. 2015
	• Six manifestations parallèles sous l'impulsion des Nations Unies à la COP21 de la CCNUCC	déc. 2015
	• Forum mondial sur les paysages à la COP21 de la CCNUCC	déc. 2015
	• Journées du climat et du développement à la COP21 de la CCNUCC	déc. 2015

Tableau 1

## Projets approuvés par le Conseil d'administration du FIDA à ce jour bénéficiant d'un financement au titre de l'ASAP (en septembre 2015)

Région	Pays	Nom du projet appuyé par l'ASAP	Conditions de financement applicables au pays	Financement ASAP en millions d'USD	Type de don	Date d'examen d'assurance qualité	Session du Conseil d'administration	Montant du décaissement au titre de l'ASAP	Thématiques
APR	Bangladesh	Projet d'adaptation au changement climatique et de protection des moyens de subsistance	PF	15	DS	28 juin 13	sept. 13	1 500 000	Protection de villages pour prévenir les dégâts des inondations; diversification de la production alimentaire et des systèmes de génération de revenus; renforcement des capacités en matière de gestion des risques climatiques; système d'alerte rapide en cas de crue soudaine
APR	Bhoutan	Programme d'amélioration de l'agriculture commerciale et de la résilience des moyens d'existence	CSD/PF	5	DPI	26 juin 15	sept. 15		Systèmes agricoles adaptés aux aléas climatiques (permaculture), chaînes de valeur, produits laitiers et irrigation; technologies relatives aux énergies renouvelables; et concertation sur les politiques en matière de renforcement de la résilience au changement climatique dans le secteur de l'agriculture
APR	Cambodge	Programme de services agricoles pour l'innovation, la résilience et la vulgarisation (ASPIRE)	PF	15	DPI	10 oct. 14	déc. 14	485 863	Intégration de la résilience aux risques climatiques dans les services de vulgarisation agricole; élaboration participative de scénarios; informations relatives aux risques climatiques et aux services d'alerte rapide; promotion de technologies "sans regrets" pour gérer les fluctuations et les aléas climatiques (système de riziculture intensive, systèmes agrosylvopastoraux, agriculture de conservation, biogaz)
APR	République démocratique populaire lao	Adaptation au changement climatique dans le sud du Laos (ACCSL)	D	5	DS	20 févr. 15	avril 15		Évaluation participative des risques liés à la vulnérabilité au changement climatique et élaboration de scénarios; élaboration de plans d'investissements communautaires pour l'adaptation; investissements dans des infrastructures hydrauliques à petite échelle et gestion communautaire des forêts (fonds pour l'adaptation); renforcement des capacités en matière de gestion des risques climatiques au niveau des politiques et de la planification
APR	Népal	Projet en faveur de l'adaptation des petits exploitants des zones collinaires (ASHA)	D/PF	15	DPI	2 juill. 14	sept. 14	13 000	Évaluation participative des risques liés à la vulnérabilité et au changement climatique; élaboration de plans locaux d'adaptation; gestion durable de la terre, de l'eau et des forêts; diversification des cultures; amélioration des systèmes de stockage
APR	Viet Nam	Projet en faveur de l'adaptation au changement climatique dans les provinces de Ben Tre et Tra Vinh dans le delta du Mékong (AMD)	PF	12	DPI	30 sept. 13	déc. 13	687 216	Systèmes combinés de riziculture/aquaculture; surveillance et gestion de la salinité des sols et des eaux souterraines; élevage de silures résistant à la salinité; renforcement des capacités institutionnelles

<i>Région</i>	<i>Pays</i>	<i>Nom du projet appuyé par l'ASAP</i>	<i>Conditions de financement applicables au pays</i>	<i>Financement ASAP en millions d'USD</i>	<i>Type de don</i>	<i>Date d'examen d'assurance qualité</i>	<i>Session du Conseil d'administration</i>	<i>Montant du décaissement au titre de l'ASAP</i>	<i>Thématiques</i>
ESA	Burundi	Restructuration du Programme de développement des filières (PRODEFI)	PF	5	DPI	16 juin 15	sept.15		Amélioration de la gestion de l'élevage pour permettre la régénération des sols; amélioration des infrastructures afin de protéger la production agricole contre des événements extrêmes; appui à l'élaboration d'un plan de gestion des risques à l'échelle des terroirs; conception et application de codes révisés de la construction
ESA	Kenya	Programme de renforcement de la production céréalière au Kenya – guichet d'appui à des moyens de subsistance résilients face au changement climatique (KCEP-CRAL)	PF	10	DPI	6 févr. 15	avril 15		Cartographie de la vulnérabilité et gestion des ressources naturelles au niveau communautaire; renforcement des services agrométéorologiques; modélisation de la sécurité alimentaire; interventions offrant des avantages multiples pour la conservation des sols et de l'eau, et réduisant également les émissions de gaz à effet de serre (par exemple, l'agriculture de conservation, l'agroforesterie, les énergies renouvelables)
ESA	Lesotho	Projet d'appui à la production de laine et de mohair (WAMPP)	CSD/PF	7	DPI	25 juin 14	sept. 14		Adaptation au changement climatique dans la filière de la laine et du mohair; gestion communautaire des parcours; amélioration de l'accès des éleveurs aux informations agrométéorologiques; recherche appliquée afin d'optimiser les méthodes de gestion du bétail; alerte rapide en cas de maladie
ESA	Madagascar	Appui à l'échelle du secteur de l'agriculture (ASWS)	PF	6	DPI	24 juin 15	sept. 15		Projet initial: consolidation et création de pôles de développement de l'irrigation; ceux-ci sont des zones à fort potentiel de production combiné à d'autres conditions nécessaires pour le développement. L'ASAP y ajoute la gestion des bassins versants de ces zones, la réduction du risque de l'impact climatique dans la conception des systèmes d'irrigation et sur les plantes cultivées, la diversification des options en matière de gestion des ressources en eau, le renforcement des capacités de l'administration locale en matière d'aménagement de l'espace, et la diversification des options concernant les moyens de subsistance des bénéficiaires
ESA	Mozambique	Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo (PROSUL)	PF	5	DPI	12 juill. 12	sept. 12	494 256	Adaptation au changement climatique des filières de l'horticulture irriguée, du manioc et de la viande rouge; amélioration de la gestion de l'eau et de l'irrigation; renforcement du réseau de stations météorologiques; plans communautaires de gestion des ressources naturelles; surveillance des maladies et des ravageurs

Région	Pays	Nom du projet appuyé par l'ASAP	Conditions de financement applicables au pays	Financement ASAP en millions d'USD	Type de don	Date d'examen d'assurance qualité	Session du Conseil d'administration	Montant du décaissement au titre de l'ASAP	Thématiques
ESA	Rwanda	Programme d'appui à des pratiques après récolte et à un secteur agroalimentaire (PASP)	CSD/PF	7	DPI	25 oct. 13	déc. 13	1 000 000	Traitement après récolte et stockage résistant aux conditions climatiques pour le maïs, le manioc, les haricots, la pomme de terre et les filières des produits laitiers; amélioration des services d'information climatologique et codes de construction des bâtiments de stockage
ESA	Ouganda	Projet de rétablissement des moyens de subsistance dans la région Nord (PRELNOR)	PF	10	DPI	6 oct. 14	déc. 14		Méthodes efficaces et durables de gestion de l'eau
LAC	Bolivie (État plurinational de)	Programme d'intégration économique en faveur des familles et des communautés rurales dans le territoire de l'État plurinational de Bolivie (ACCESOS)	Mixtes	10	DS	n.d.	déc. 13	1 300 000	Inventaire des savoirs locaux en matière d'adaptation; gestion communautaire des ressources naturelles au niveau des terroirs; gestion de l'information climatologique; "concours" d'adaptation communautaire
LAC	Équateur	Projet de renforcement des acteurs ruraux de l'économie populaire et solidaire	Mixtes	4	DPI	15 juin 15	sept.15		Projet initial: renforcement de la capacité organisationnelle et de la vocation commerciale de la production de différents types d'associations de familles à faible revenu, sur la base d'une utilisation durable des ressources naturelles et de l'ajout de valeur à celles-ci. ASAP: critères de sélection des bénéficiaires devant englober la vulnérabilité au changement climatique, le renforcement des capacités des associations en matière d'utilisation durable des ressources naturelles et de résistance de leurs activités productives au changement climatique, des mesures d'incitation à l'inclusion de la résistance au changement climatique dans les propositions commerciales, l'assistance technique au gouvernement dans la définition des critères de sélection de plans stratégiques
LAC	Nicaragua	Projet d'adaptation aux marchés et au changement climatique	D/PF	8	DPI	1 <sup>er</sup> oct. 13	déc. 13	800 000	Gestion durable des ressources en eau; diversification agricole et renforcement des services météorologiques dans la filière du café et du cacao
NEN	Djibouti	Programme d'appui à la réduction de la vulnérabilité dans les zones de pêches côtières	PF	6	DPI	30 oct. 13	déc. 13	500 000	Réduction des risques climatiques dans la filière de la pêche; gestion participative des ressources côtières; protection des infrastructures côtières; amélioration du refroidissement après capture et de l'entreposage; amélioration de l'accès de la filière de la pêche à l'eau douce; protection des écosystèmes de mangroves et des récifs coralliens

Région	Pays	Nom du projet appuyé par l'ASAP	Conditions de financement applicables au pays	Financement ASAP en millions d'USD	Type de don	Date d'examen d'assurance qualité	Session du Conseil d'administration	Montant du décaissement au titre de l'ASAP	Thématiques
NEN	Égypte	Projet en faveur d'investissements et de moyens de subsistance durables dans le secteur agricole (SAIL)	CO	5	DPI	22 sept. 14	déc. 14		Investissements pour une agriculture et des moyens de subsistance durables
NEN	Kirghizistan	Programme de développement de l'élevage et de marchés – Phase II	D/PF	10	DPI	2 oct. 13	déc. 13	250 000	Protection des animaux d'élevage contre les catastrophes liées au climat et les maladies; gestion et restauration des pâturages et des parcours dégradés par les communautés; filière des produits laitiers capable de s'adapter au changement climatique; systèmes d'alerte rapide
NEN	Maroc	Programme de développement rural des zones de montagne (PDRZM)	CO	2	DPI	4 juill. 14	sept. 14		Diversification des moyens de subsistance et des systèmes énergétiques; systèmes d'irrigation économes
NEN	Soudan	Programme d'appui à la commercialisation des produits de l'élevage et à la résilience	D	7	DPI	29 sept. 14	déc. 14		Sécurité alimentaire, diversification des revenus et résilience des ménages pauvres des communautés d'agropasteurs et d'éleveurs face au changement climatique; remise en état des pâturages extensifs appauvris
NEN	Yémen TEMPORAIREMENT SUSPENDU	Programme en faveur de la croissance rurale	D	10	DPI	20 sept. 13	déc. 13		Gestion intégrée des bassins versants; conservation de l'eau dans les régions sujettes à la sécheresse; remise en état et amélioration des voies de desserte rurale; diversification des systèmes énergétiques dans les zones rurales
WCA	Tchad	Projet d'amélioration de la résilience des systèmes agricoles au Tchad (PARSAT)	D/PF	5	DPI	4 févr. 14	déc. 14		Gestion efficace de l'eau destinée à la production agricole; fermes-écoles dispensant une formation à l'adaptation au changement climatique; accès à des intrants agricoles adaptés au changement climatique (variétés de cultures résistantes à la sécheresse, par exemple)
WCA	Côte d'Ivoire	Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation – PROPACOM – extension ouest	D/PF	7	DPI	2 juill. 14	sept. 14		Intégration de la gestion des risques climatiques dans les filières agronomiques; amélioration du drainage dans la production de riz de bas-fonds; gestion durable des terres des hauts plateaux
WCA	Ghana	Programme d'investissement dans le secteur agricole au Ghana (GASIP)	D/PF	10	DPI	6 févr. 14	avril 14		Intégration de la gestion des risques climatiques dans les filières agricoles; reproduction à plus grande échelle de méthodes efficaces d'irrigation et de gestion durable des terres

Région	Pays	Nom du projet appuyé par l'ASAP	Conditions de financement applicables au pays	Financement ASAP en millions d'USD	Type de don	Date d'examen d'assurance qualité	Session du Conseil d'administration	Montant du décaissement au titre de l'ASAP	Thématiques
WCA	Mali	Projet visant à améliorer la productivité agricole	D/PF	10	DS	n.d.	déc. 13	1 277 435	Amélioration de l'écosystème et accroissement de la résilience des petits agriculteurs grâce à l'accès de ces derniers aux technologies d'énergie renouvelable, à la planification locale et l'information météorologique
WCA	Niger	Programme de développement de l'agriculture familiale dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder (PRODAF)	D/PF	13	DPI	3 févr. 15	avril 15		Amélioration de la résilience des systèmes agrosylvopastoraux de production grâce à une gestion durable et intégrée des bassins versants, notamment la gestion durable des terres et l'amélioration de la gestion de l'eau; renforcement du cadre institutionnel et réglementaire de la gestion durable des ressources naturelles
WCA	Nigéria	Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane (CASP)	PF	15	DPI	4 oct. 13	déc. 13		Intégration de la gestion des risques climatiques dans les chaînes de valeur agroalimentaires rurales; amélioration de l'accès à des sources d'énergie renouvelables diversifiées; collecte de l'eau, points d'eau et lutte contre l'érosion

**LÉGENDE**

Conditions de prêt

D = 100% don – pays admis à bénéficier du Cadre pour la soutenabilité de la dette

D/PF = 50% don, 50% prêt à des conditions particulièrement favorables

PF = conditions particulièrement favorables – prêt remboursable à échéance de 40 ans, coût annuel 0,75%, différé d'amortissement de 10 ans

CO = conditions ordinaires

Mixtes = même coût qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables, mais prêt remboursable à échéance de 20 ans au lieu de 40

Régions

APR = Asie et Pacifique

ESA = Afrique orientale et australe

LAC = Amérique latine et Caraïbes

NEN = Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

WCA = Afrique de l'Ouest et du Centre

Type de don

DS = don supplémentaire (ajoutée à un programme d'investissement en cours)

DPI = don pleinement intégré (programmation intégrée avec un projet d'investissement classique du FIDA)

Tableau 2

Résultats qu'il est prévu d'obtenir des projets bénéficiant d'un appui de l'ASAP conçus entre septembre 2012 et septembre 2015<sup>1</sup>

Hiérarchie des résultats de l'ASAP	Résultats de l'ASAP à l'échelle de l'ensemble du portefeuille	Indicateurs de mesure des résultats du portefeuille	Cible 2020	Programmé à ce jour
Finalité	Faire en sorte que les petits exploitants pauvres soient en mesure de mieux résister au changement climatique	1. Nombre de membres de ménages de petits paysans pauvres dont la capacité d'adaptation au changement climatique a progressé	8 000 000	5 657 114 membres de ménages
Objectif spécifique	Faire en sorte que les méthodes d'adaptation présentant de multiples avantages pour les petits exploitants pauvres soient transposées à plus grande échelle	2. Nouveaux investissements en faveur de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement durant la période couverte par FIDA9 par rapport à FIDA8 (en %) <sup>2</sup>	20%	376%
		3. Rapport entre les dons ASAP et les financements non ASAP	1/4	1/7,4
		4. Évolution de la superficie de terres et d'écosystèmes dégradés dans les zones de production	moins 30%	Impacts à regrouper dans le portefeuille global de l'ASAP
		5. Nombre de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre évitées ou séquestrées, en équivalent gaz carbonique (CO <sub>2</sub> )	80 000 000	Impacts à regrouper dans le portefeuille global de l'ASAP
Effet direct 1	Amélioration de la gestion des terres et des pratiques et techniques agricoles résilientes au changement climatique et qui tiennent compte des besoins différents des hommes et des femmes	6. Surfaces supplémentaires gérées selon des pratiques permettant de bien résister aux effets du changement climatique	1 000 000 ha	1 519 050 ha plus 15 bassins versants
		7. Nombre de ménages et d'installations de production et de transformation qui disposent de quantités d'eau plus importantes	100 000 ménages	99 049 ménages plus 2 560 installations
Effet direct 2	Accroissement des disponibilités en eau et utilisation plus efficace des ressources hydriques pour la production et la transformation des produits agricoles dans les petites exploitations	8. Nombre de personnes (y compris de femmes), de groupements communautaires participant à des activités de gestion des risques climatiques, de gestion des ressources naturelles et de l'environnement ou de réduction des risques de catastrophe	1 200 groupes	579 709 personnes plus 8 734 groupes communautaires
Effet direct 3	Renforcement des capacités des personnes en matière de gestion des risques climatiques à court et long terme et de réduction des pertes dues aux catastrophes d'origine météorologiques	9. Prix en USD attaché aux infrastructures rurales nouvelles ou déjà en place, rendues résilientes au changement climatique	80 000 000 USD	54 000 000 USD plus 625 km de routes rurales
Effet direct 4	Infrastructures rurales résistant bien aux effets du changement climatique			



Effet direct 5	Des savoirs documentés et diffusés sur une agriculture paysanne intelligente face au climat	10. Nombre d'instances internationales ou nationales de concertation sur les questions climatiques dans lesquelles le personnel des projets appuyés par l'ASAP ou leurs partenaires apportent une contribution active	40 concertations	49 concertations
----------------	---	---	------------------	------------------

<sup>1</sup> Résultats établis en additionnant les objectifs chiffrés mentionnés dans les cadres logiques de 27 projets approuvés par le Conseil d'administration du FIDA bénéficiant d'un financement au titre de l'ASAP (Bangladesh, Viet Nam, Népal, Mozambique, Rwanda, Lesotho, Bolivie [État plurinational de], Nicaragua, Djibouti, Kirghizistan, Maroc, Nigéria, Mali, Ghana, Tchad, Côte d'Ivoire, Cambodge, Ouganda, Soudan, Égypte, République démocratique populaire lao, Kenya, Niger, Madagascar, Burundi, Bhoutan et Équateur). Le Yémen n'en fait plus partie, car le projet est actuellement suspendu.

<sup>2</sup> Situation en juillet 2015. Sur la base des financements en faveur du climat et de l'environnement (Fonds fiduciaire FEM, FPMA, Fonds spécial pour les changements climatiques, Fonds ASAP) qui ont été intégrés dans la conception des projets du FIDA dans FIDA8.

## Liste des États fragiles harmonisée combinant la liste établie d'un commun accord par les banques multilatérales de développement et celle qu'utilise l'Organisation de coopération et de développement économiques

Région	Pays
APR	République islamique d'Afghanistan
APR	République populaire du Bangladesh
APR	République de Kiribati
APR	République populaire démocratique de Corée
APR	République des Îles Marshall
APR	République de l'Union de Myanmar
APR	République fédérale démocratique du Népal
APR	République islamique du Pakistan
APR	Îles Salomon
APR	République socialiste démocratique de Sri Lanka
APR	République démocratique de Timor-Leste
APR	Les Tuvalu
ESA	République d'Angola
ESA	République du Burundi
ESA	Union des Comores
ESA	État d'Érythrée
ESA	République fédérale démocratique d'Éthiopie
ESA	République du Kenya
ESA	République de Madagascar
ESA	République du Malawi
ESA	République du Soudan du Sud
ESA	République de l'Ouganda
ESA	République du Zimbabwe
LAC	République d'Haïti
NEN	Bosnie-Herzégovine
NEN	République arabe d'Égypte
NEN	République d'Iraq
NEN	Libye
NEN	République fédérale de Somalie
NEN	République du Soudan
NEN	République arabe syrienne
NEN	Gaza et Cisjordanie
NEN	République du Yémen
WCA	Burkina Faso

WCA	République du Cameroun
WCA	République centrafricaine
WCA	République du Tchad
WCA	République démocratique du Congo
WCA	République du Congo
WCA	République de Côte d'Ivoire
WCA	République de Guinée
WCA	République de Guinée-Bissau
WCA	République du Libéria
WCA	République du Mali
WCA	République islamique de Mauritanie
WCA	République du Niger
WCA	République fédérale du Nigéria
WCA	République de Sierra Leone
WCA	République togolaise